

**Demande de renouvellement des structures parlementaires
DJEMAI DÉMENT, LES SIGNATAIRES PERSISTENT**

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

**En plus de la levée
de l'embargo
sur les armes**

**ALGER DEMANDE
LE DÉGEL
DES AVOIRS
LIBYENS
À L'ÉTRANGER**

P. 4



Ph.: APS

Education
**UNE RENTRÉE
SANS VAGUES**

Tlemcen
**8 quintaux de kif
et 940 comprimés
psychotropes saisis**

P. 5

**Ooredoo et
la BADR lancent
un «nouveau service
de e-paiement»**

P. 5

*Au fil...
des jours*

Par Belkacem Ahcene-Djaballah

**COMMUNICATION
POLITIQUE :
NOUVELLES
DU FRONT !**

P. 7 & 8

**Importations de véhicules
DES ÉVALUATIONS
POUR FIXER
LE QUOTA
DE 2017**

P. 3



Loi de finances 2017 Les assurances de Sellal

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a indiqué, hier, à l'ouverture de la session 2016-2017 du Conseil de la nation que l'avant-projet de loi de finances 2017 est à l'étude actuellement, et qu'il sera soumis au gouvernement à la fin de cette semaine.



M. Aziza

Abdelmalek Sellal défend le projet de loi en affirmant qu'il sera très bénéfique pour le nouveau modèle économique. Il s'agit, pour le Premier ministre, d'une feuille de route bien étudiée par le gouvernement et qui vise à soutenir davantage l'économie et l'investissement productif, tout en préservant la justice sociale. Le représentant du gouvernement s'est montré positif et rassurant tout en reconnaissant la difficulté et la complexité de la situation. « Les deux dernières années ont été difficiles suite au choc pétrolier, on a œuvré pour préserver les grands équilibres macroéconomiques, on continuera sur la même cadence pour l'année 2017 pour préserver davantage ces grands équilibres, à travers des réformes et à travers ce projet de loi », a-t-il déclaré. Optimiste et rassurant, le Premier ministre a affirmé qu'en 2017 les grands équilibres macroéconomiques seront préservés, la production économique s'améliorera et le PIB augmentera. Interrogé par la presse sur les grands axes de la loi des finances 2017, sur notamment de probables augmentations des taxes ou des prix et sur la révision des mesures de soutien social, Abdelmalek Sellal répond avec réserve, « nous n'avons pas encore pris de décisions définitives ». Et d'ajouter « même si des augmentations sont retenues, elles seront minimes, on est là pour

défendre le citoyen », a-t-il insisté. Le gouvernement, selon Sellal, est amené à introduire de grandes réformes sans pour autant fragiliser notre modèle social et les acquis sociaux. Sellal affirme que le gouvernement n'abandonnera jamais sa politique sociale, notamment le secteur de l'enseignement et celui de la santé. « Nous continuerons à construire des écoles et des logements, nous soutiendrons davantage le secteur de la santé », rassure-t-il. En réponse aux critiques de certains observateurs, selon lesquels l'Algérie n'a pas une économie fondée qui induit une croissance durable basée sur la production, le Premier ministre répond qu'aujourd'hui l'Algérie produit son ciment et le secteur de l'agriculture a connu une croissance de 7 %.

En ce qui concerne le maintien de la retraite anticipée pour les métiers pénibles, Abdelmalek Sellal a affirmé que la classification est en cours d'examen, indiquant que « la retraite anticipée sera accordée pas seulement aux métiers pénibles, mais pour les métiers les plus pénibles ».

Cette précision est à priori, une clarification à certaines déclarations de syndicats de la fonction publique et du secteur économique, qui s'interrogent sur les critères retenus pour la définition d'un travail pénible ou pas. Faut-il le rappeler, certains syndicats du secteur de l'enseignement se sont déjà prononcés sur cette classification en considérant que le métier de l'enseignant « est un métier pénible ».

Demande de renouvellement des structures parlementaires Djemai dément, les signataires persistent

M. Aziza

Mohamed Djemai, président du groupe parlementaire FLN a catégoriquement nié l'existence d'une quelconque pétition demandant le renouvellement des instances de l'Assemblée populaire et exigeant sa destitution. Il nuance et affirme à notre journal, en marge de l'ouverture de la session parlementaire 2016/2017, que les députés « probablement les demandeurs de renouvellement des instances » seront invités au sein du groupe parlementaire pour débattre cette soi-disant demande de renouvellement des instances de l'assemblée populaire en toute démocratie, « chaque parlementaire aura l'occasion de s'exprimer et donner son avis en toute

liberté, transparence et démocratie », a-t-il tenu à préciser. Notre interlocuteur insiste que toutes les informations rapportées par les médias au sujet de cette pétition sont infondées, « ce ne sont que des mensonges et je déifie les détenteurs de cette pétition, si elle existe, de la publier dans la presse ». Si le président du groupe parlementaire nie l'existence de la pétition portant renouvellement des structures, un des signataires de cette pétition, en l'occurrence Abdulkader Haddouche, a précisé que « c'est tout à fait normal qu'on demande le renouvellement des structures, sans animosité envers qui que ce soit ».

Le député a affirmé qu'un certain nombre de députés du groupe parlementaire du FLN, « on parle

d'une centaine de députés », a émis le voeu de renouveler les structures et je fais partie des signataires, sans pour autant être candidat».

Pour le député du FLN, « ce renouvellement vise simplement la pérennisation de l'alternance ». Il affirme que « d'ailleurs, ce sont les députés qui votent et choisissent leur représentant pour qu'il soit président ou vice-président ». Et d'insister « je trouve que c'est tout à fait normal qu'on procède à une autre réélection pour la dernière année parlementaire mais sans pour autant viser x ou y ». Il conclut « on demande tout simplement l'application du règlement intérieur de l'assemblée populaire qui stipule le renouvellement des structures chaque année ».

Ouyahia

Les législatives de 2017 risquent de « renforcer certaines tendances aux surenchères »

La tenue des législatives au premier semestre 2017, risque de « renforcer certaines tendances aux surenchères qui ne serviront pas les intérêts du peuple », a estimé dimanche le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia.

Cette analyse a été faite par M. Ouyahia, à l'issue de la rencontre des membres du bureau national du RND avec les parlementaires du parti, selon le communiqué du Bureau national.

Les débats se sont focalisés sur la situation économique et sociale dans le pays ainsi que sur les travaux de la session parlementaire ouverte ce dimanche. Pour M. Ouyahia, la nouvelle session du Parlement se tient alors que le pays continue « d'œuvrer à surmonter la crise financière et poursuivre son développement ». « Fidèle à sa tradition, le RND fera prévaloir les intérêts des citoyens et participera à l'activité parlementaire sans démagogie », a-t-il soutenu.

Le RND demeure « constant dans

son soutien à son excellence monsieur le Président de la République ainsi qu'à l'application de son programme par le Gouvernement ».

Les parlementaires du Parti sont donc invités à porter les préoccupations de la population de leurs circonscriptions aux tribunes de chacune des deux chambres, contribuer à l'enrichissement des projets de lois dans les commissions parlementaires et à apporter leur appui au gouvernement lors du vote des différents textes législatifs, a indiqué M. Ouyahia.

ANALYSE

Kharroubi Habib

Le revers de Daech en Libye incite à la vigilance en Algérie

L'Algérie ne peut évidemment que se réjouir du succès de l'offensive menée par les forces gouvernementales libyennes leur ayant permis de reprendre la ville de Syrte aux éléments de l'organisation terroriste Daech qui l'ont occupée durant quatre mois. Il y a nul doute en effet que la bataille pour Syrte a occasionné de sérieuses pertes dans l'effectif des éléments qui combattaient en Libye sous l'étendard de cette organisation.

Le revers qu'elle subit à Syrte n'est toutefois pas décrypté par les autorités en charge en Algérie de la sécurité nationale comme ayant mis un point final au projet d'asseoir son implantation en Libye et par voie de dissémination dans les Etats en frontières avec ce pays. Elles sont au contraire convaincues que la déroute de Daech à Syrte va pousser l'organisation terroriste à faire essaimer les rescapés des combats pour Syrte vers le réduit territorial qu'elle continue d'occuper en territoire libyen mais aussi au-delà des frontières de ce pays où elle pense que sont réunies les conditions de leur implantation. Cette perspective, l'Armée nationale populaire (ANP) en a anticipé la survenance et a mis en place un impressionnant dispositif sécuritaire aux frontières du pays par lesquelles les éléments de l'organisation terroriste seraient tentés de s'infiltrent en territoire national.

Les moins bien disposés par rancœur revancharde ou algérophobie assumée, parmi les spécialistes de la lutte antiterroriste, à l'égard de l'Algérie et de son armée nationale admettent que ce dispositif n'est pas qu'impressionnant mais aussi

d'une efficacité en train de se démontrer sans doute aucun à chaque tentative que des éléments affiliés à Daech ou d'autres organisations terroristes ont faite pour prendre pied

en Algérie. Ce dont ils tirent arguments pour ne pas adhérer à la sinistre vision alarmiste sur la situation de l'Algérie que développent les plus acharnés anti-algériens d'entre eux pour accréditer leur mauvais augure que ce pays serait trop fragilisé pour faire échec au projet d'implantation de Daech sur son territoire.

Il y a cependant que la puissance et le haut degré d'efficacité qui sont maintenant reconnus à l'armée algérienne ne sont pas du goût de ceux qui entretiennent à l'égard de l'Algérie des desseins et des plans déstabilisateurs. D'où l'acharnement qu'ils mettent à noircir l'image du pays en surévaluant jusqu'au ridicule son instabilité politique, ses problèmes économiques et sociaux et la menace terroriste à laquelle il serait confronté. Plus que Daech, c'est de ces milieux que l'Algérie doit s'attendre aux coups « fourrés » contre sa stabilité et sa cohésion nationale. Contre eux, l'ANP a besoin de compter dans le pays sur l'érection d'un mur de résistance englobant toutes les forces vivantes nationales pour qui la sauvegarde de la souveraineté et l'intégrité de la nation sont au-dessus de leurs divergences partisanes et ambitions. Ce n'est qu'à cette condition qu'il sera fait échec et à Daech et à ses manipulateurs qui tout en faisant semblant de ménager l'Algérie en lui délivrant d'hypocrites messages de « respect » et de « solidarité » s'ingénient à tenter de saper sa résistance et sa cohésion.

Education

Une rentrée sans vagues



Ph. : Rachid K.

Yazid Alilat

Hier dimanche 4 septembre, quelque 8,6 millions d'élèves ont rejoint les bancs de l'école. Les plus "âgés" ou les plus "anciens" doivent, quant à eux, préparer cette année leur baccalauréat, qui connaît des changements substantiels, selon la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit. Il est clair que des dispositions au plus haut niveau du gouvernement ont été prises cette année d'abord pour repenser le mode d'organisation de cet examen, ensuite pour éliminer les phénomènes de déviance, notamment la triche, la fraude et la perte de crédibilité de cet examen de fin de cycle scolaire. «Les propositions que nous avons élaborées ont été soumises au Conseil de gouvernement», a indiqué la ministre hier dimanche à la radio chaîne3. «La proposition soumise en Conseil de gouvernement est d'améliorer l'organisation du bac. On a insisté sur la progressivité à la mise en œuvre de cet examen, valoriser les efforts de l'élève au cours de l'année, diminuer la durée de l'examen et revisiter les modalités de conception des sujets, pas seulement mettre l'accent sur les questions de mémoire, mais que les autres compétences soient également évaluées», a expliqué Mme Benghebrit. Il y a déjà un accord et un consensus global sur la réduction du nombre de jours du bac, qui va passer de 5 à 3 jours, a-t-elle confirmé, et «le contrôle continu sera pris en compte et il sera fait appel aux compétences dans la conception des sujets», a-t-elle poursuivi. L'organisation de la nouvelle mouture de cet examen est le résultat, a précisé la ministre, de plusieurs regroupements entre cadres du secteur et des partenaires, dont celui de juillet 2015. Selon la ministre, le point essentiel de cette "réforme" du bac est d'abord l'introduction du contrôle continu, pour que les élèves ne désertent pas le lycée dès janvier et pour aider les plus méritants. Le contrôle continu, une des propositions sur la réforme du bac soumises dans un document global du ministère au Conseil de gouvernement, sera appliquée à partir de la 2^e année secondaire et sera pris en compte dans la note finale au baccalauréat dont le réaménagement se fera progressivement sur une période de cinq ans allant de 2017 à 2021. Pour cette rentrée scolaire, «tout a été mis en place pour la réussir», a souligné la ministre qui a rappelé que «nous avons déjà organisé la rentrée administrative, la rencontre avec les partenaires sociaux, et aujourd'hui la rentrée pédagogique

avec élèves et enseignants». Sur les réformes mises en place, elle a indiqué que le moment du changement des programmes est arrivé «pour adapter tous les instruments mis en place par la Commission nationale des programmes pour finaliser une matrice générale». «Nous avons un plan d'ici 2019-2020 pour revisiter l'ensemble des programmes du cycle scolaire», a-t-elle affirmé. Pour autant, concernant la polémique suscitée par ces réformes dites de seconde génération (après celles de 2003), elle estime qu'il y a «pour certains la peur du changement. La réforme de 2003 est en train de se mettre en place, mais n'a pas eu tous les moyens voulus. Il fallait résoudre des problèmes essentiels des enseignants pour permettre au pédagogique de se mettre en phase avec la réforme». La ministre rappelle que les nouveaux manuels scolaires ont été soumis aux experts, et subi même «une double expertise. Tous les efforts ont été faits pour que le manuel scolaire des nouveaux programmes soit aux normes internationales».

Et puis, cette année 2016-2017 devrait être «l'année de la stabilité, avec une série de dérogations pour assurer un fonctionnement normal du système, dont les recrutements et le dossier des retraites», lance rassurante Mme Benghebrit. Elle confirme en particulier que les enseignants et le personnel de l'éducation nationale n'est pas, jusqu'en 2017, concerné par les nouveautés sur le régime des retraites, dont le dossier, qui a suscité quelques remous sur le front social, a été finalement déposé au Parlement. «Pour ceux qui devaient partir cette année, ils ont déjà déposé leurs dossiers. Ceux de l'année prochaine peuvent le déposer entre septembre et octobre». «L'agitation qu'on sent c'est que le secteur de l'éducation n'est pas concerné immédiatement par la question de la retraite. Au cas où la loi est votée, elle démarra en 2017, et pour les enseignants qui ont déjà déposé leurs dossiers, ils partiront (en retraite) normalement en 2017».

Par ailleurs, la ministre de l'Education nationale a confirmé que l'Office national des examens et concours, éclaboussé par le scandale de la triche généralisée à la dernière session du bac, subira une grande réforme. «Il y a un certains nombre de mesures pour la réorganisation de l'ONEC, notamment sur le plan matériel». La ministre relève que «son organisation portait préjudice aux examens, dont le baccalauréat», et qu'«il y a des mesures prises pour la sécurisation des examens».

Importations de véhicules

Des évaluations pour fixer le quota de 2017

LE PROJET PEUGEOT SUIT SON COURS

A une autre question sur l'état d'avancement du projet 'Peugeot' en Algérie, il a assuré qu'il est «est en train de suivre son cours» sans donner plus de détails. Le ministre avait, déjà, déclaré, la mi-juillet, que le rôle du gouvernement algérien était de «rapprocher les avis des trois partenaires» concernés et que la phase «la plus compliquée» a été, dans ce sens, dépassée. De même que pour l'usine Renault, le projet Peugeot, dont l'accord n'a pas encore été signé, sera implanté dans la localité d'El Hamoul, relevant de la daïra de Oued Tlèlat, dans la wilaya d'Oran. En novembre 2015, M. Bouchouareb avait annoncé que 'Peugeot' comptait s'installer en Algérie avec sa filiale 'Faurecia' pour satisfaire ses besoins de sous-traitance. Il avait alors avancé que les deux parties, algérienne et française, s'étaient mises d'accord pour que la nouvelle usine fabriquera quatre (4) modèles dont un véhicule utilitaire de type pick-up dans une première phase.

Affaire des 47 visas commerciaux

Toute personne ou agence impliquée sera traduite en justice

Les personnes ou les agences de voyage impliquées dans l'affaire des visas commerciaux obtenus pour 47 personnes devant effectuer le pèlerinage aux Lieux saints de l'islam seront traduites en justice et sanctionnées, a indiqué dimanche à La Mecque le directeur général de l'Office national du Hadj et de la Omra. «L'enquête est à un stade avancé et ses résultats seront rendus publics éminemment», a ajouté Youcef Azouza dans un point de presse organisé en marge d'une réunion avec les moudjahidines et

imams. Il a expliqué dans ce cadre, que l'organisation du Hadj passe par différentes étapes qui visent dans leur ensemble à «garantir la meilleure prise en charge possible des hadjis algériens et leur sécurité».

Il cite entre autres, l'opération de tirage au sort, la désignation des agences de voyage concernées par le hadj ainsi que l'engagement de ces opérateurs à respecter le cahier de charges.

Seulement, a ajouté M. Azouza, également coordinateur de la mission algérienne du Hadj, «cer-

taines personnes, notamment âgées, ont tellement à cœur de voir un jour la Qaaba, qu'ils croient toute personne leur proposant et promettant un visa». Les 47 personnes victimes de cette tromperie, rentrées au territoire saoudien par la frontière Al-Qasim, sont les hôtes des autorités saoudiennes, a-t-il souligné, précisant que «l'affaire est entre les mains des autorités algériennes et que toute personne ou agence dont l'imputation est avérée sera présentée à la justice».

Raïna Raïkoum

Kamal Guerroua

Le jeu du colin-maillard

La colère concurrence la déception dans cette Algérie qui «régresse» à géométrie variable. Le mot n'est pas de trop, sans doute! Un pays qui se dérobe à lui-même, renie ses défauts et cache comme on dit la vérité par un tamis, dessinant des traits insaisissables aussi bien à lui-même qu'envers les autres. Le comble, c'est que le pire a fait irruption dans notre actualité avec cette histoire à rebondissements de «taka'chouf» (austérité) dont on sonde mal la portée et l'incertitude semble s'y enracer pour une durée indéterminée. On dirait que, pieds et mains liés, la nation marche à tâtons dans un couloir mal éclairé, noir. Continuer d'imposer ce mur du silence autour des plans étaudiés ne fera que raviver et catalyser les frustrations populaires, une fois le pécule des réserves de changes aura disparu. Or, au bas de l'horizon, quiconque voit les espoirs tourner et retourner dans le vide, avant de tourbillonner et de basculer au-delà des confins de l'absurde. A force d'être trop factuel, le gouvernement de Sellal a négligé le long terme, en succombant à la tentation pathétique de la démagogie. Preuve en est que, même si la médiocrité tient encore sur les sommets, la corruption enregistre des records jusque-là jamais atteints et l'incompétence tisse un écheveau d'errements qui malmenent et empêtent le destin national dans la boue ; le discours officiel est toujours euphorique, chauviniste et plein de promesses fort probablement irréalisables. Une immense spirale qui absorbe l'énergie déjà affaiblie de l'Algérie et la rive irrémédiablement au sous-développement structurel. Rien n'offre par exemple au petit peuple une lueur d'espoir n'était-ce pour lui dire : «tiens, on a mo-

bilisé tous nos spécialistes, nos élites et cabinets ministériels pour sortir de cette crise». Entre une rentrée sociale très délicate, les frais scolaires des enfants, la fête de l'Aïd qui est à nos portes, le pouvoir d'achat en déclin et une inflation qui ne fait qu'accélérer, le citoyen n'a le choix que de rester dans la tribune comme spectateur de sa constante précarité, sa déchéance. Où va-t-on avec cette cadence ? Qu'est-ce qu'on devrait faire pour éviter la catastrophe ? Sommes-nous capables de remonter la pente ? Et puis, de qui se moque-t-on ? L'exécutif semble se distraire de l'imminence de cette anémie économique sans qu'il ose en prendre la mesure, en engageant sérieusement ses troupes et son staff technique sur le terrain. L'épée de Damoclès est pendue sur nos têtes à tous alors que nos ministres se complaisent à donner des recettes sans les procédures. Ils ne parlent jamais à titre d'exemple de 2020, 2025, 2040, etc., de la perspective où le pétrole continue sur la tendance baissière actuelle, de la suite à donner au programme quinquennal de Bouteflika, des débouchés concrets pour les jeunes, etc. L'écran de fumée est trop épais et cache une forêt de problèmes qui attendent les Algériens au tournant. Or, ces officiels-là ne savent-ils pas que communiquer est le fer de lance du changement ? Que les solutions sont dans la concertation ? Et que les citoyens sont sous l'effet de l'angoisse face à cette nouvelle réalité avec laquelle ils ont divorcé depuis au moins 10 ans ? Comment expliquer à l'Algérien d'aujourd'hui et le convaincre surtout que d'ici deux ans ou trois peut-être, il y aura des pénuries, des ponctions de salaire, des ouvriers licenciés, etc. ? C'est là où le bâton blesse.

En plus de la levée de l'embargo sur les armes

Alger demande le dégel des avoirs libyens à l'étranger

L'Algérie demande à la communauté internationale de lever l'embargo sur les armes en Libye et le dégel des avoirs libyens à l'étranger.

Ghania Oukazi

Le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes a été nommé pour la première fois dimanche à ce propos. Il l'a été notamment vis-à-vis de ce que la communauté internationale doit faire en priorité pour régler le conflit libyen. Messahel était hier aux côtés de l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU auprès de la Libye. Martin Kobler est en visite officielle pour deux jours en Algérie. Interrogé sur ce qu'il attend clairement l'Algérie de l'ONU, précisément quand la communauté internationale sait qui sont les pays qui achètent le pétrole libyen illégalement et qui fournissent les armes aux groupes terroristes, le ministre répond «ce que nous attendons de la communauté internationale, c'est ça, des sanctions». Messahel rappelle alors que «l'Algérie a toujours été pour une solution politique de la crise, nous voulons justement que la communauté internationale exerce des pressions sur les pays qui parasitent ce processus, pour qu'ils sachent que le seul interlocuteur en Libye c'est le conseil présidentiel, tout le monde doit respecter l'unité des institutions libyennes, la Banque centrale, le responsable de la compagnie pétrolière et le fonds d'investissements, il faut faire en sorte que tout le monde ne doit dialoguer qu'avec ces trois et ne conclue pas de transactions illicites».

Il fera remarquer notamment à l'attention de Kobler que «l'embargo sur les armes en Libye décreté par l'ONU n'est pas respecté, il faut le lever au profit du gouvernement de l'entente nationale pour lui permettre d'avoir des armes, lutter contre le terrorisme et rétablir la sécurité et l'ordre, vous ne pouvez pas demander à quelqu'un de faire quelque chose si vous ne lui donnez pas les moyens qu'il faut». Messahel estime ainsi que «si les Libyens ont besoin d'aide, il faut qu'on la leur donne». Il appelle aussi la communauté internationale à «prendre en charge les préoccupations des pays voisins». Il explique encore qu'en 2014, il y a des pays qui voulaient une intervention étrangère, nous étions contre parce qu'on sait quand ça commence mais pas quand ça se termine et en général c'est le chaos».

«CE N'EST PAS UNE INTERVENTION, C'EST UNE ASSISTANCE MILITAIRE»

Pour sa part, Martin Kobler a déclaré que «la question des sanctions contre les pays qui achètent illégalement le pétrole libyen et fournissent des armes aux groupes terroristes doit être discutée au sein du Conseil de sécurité». L'envoyé spécial du SG de l'ONU pour la Libye a fait savoir qu'il y a un comité d'experts qui fait des rapports réguliers, transparents sur les pays concernés, avec leur nom (...). Il tiendra à expliquer la notion de «neutralité» au sein des Nations unies qui dit-il «sont impartiales mais pas neutres, on parle avec tout le monde dans un cadre précis, pour la Libye, c'est la résolution 22-59, nous avons une position basée sur les valeurs onusiennes (droits de l'homme, respect des libertés...), mais on ne discute pas avec Daech, Al Qaida et Ansar Echaria». Il a aussi voulu clarifier la notion d'intervention à propos des frappes militaires en Libye. «Pour ce que font les Américains en Libye, ce n'est pas une intervention, c'est une assistance militaire demandée par le conseil présidentiel libyen». Messahel rebondit sur la question et rappelle que «le choix de l'Algérie a été de former des cadres militaires, et de la police libyenne mais le choix de nos partenaires d'intervenir militairement, ça a des conséquences sécuritaires sur le pays et sur la région, des dommages collatéraux, l'effet hirondelle est quand on jette un caillou

dans la mare, ça part dans tous les sens, l'exemple du Mali est édifiant, il faut qu'il y ait une coordination, un effort global pour lutter contre le terrorisme mais le règlement du conflit doit être par expérience (algérienne) l'affaire des Libyens».

Le ministre note que «nous avons 1001 km de frontières avec la Libye, nous sommes très présents, très actifs sur le dossier libyen et sur d'autres dossiers, cependant, et c'est un peu notre culture, nous sommes très discrets parce que la discréction est source de réussite». Il continue de souligner que «nous avons mis en garde sur les conséquences d'une intervention militaire, la situation chaotique et ses effets sur l'avenir, le temps nous a donné raison, le constat est fait, il y a un lien direct avec une telle situation et ce qui se passe actuellement en Libye, en Tunisie et chez nous où nos forces de sécurité sont très vigilantes». Messahel estime alors que «nous sommes obligés d'être partie prenante dans un conflit, nous n'avons pas été la cause». Il reste toujours convaincu que «le dialogue inclusif et la solution politique sont les seules pistes pour la paix et la stabilité en Libye».

PRÉSERVER L'UNITÉ NATIONALE DE LA LIBYE

Pour le ministre, «pas de solution sans la préservation de l'unité territoriale et du peuple en Libye». L'Algérie assure par la voix de son ministre que «nous avons des contacts avec toutes les parties, nous n'avons aucun problème avec personne, les Libyens sont unanimes, ils tiennent à leur unité nationale, la Libye a les ressources humaines pour s'en sortir». Il dénonce les interférences de certains pays, qui ont émaillé le processus en Libye en affirmant qu'il n'y a pas plus dangereux que les interférences, il fallait en préserver le dialogue inter-libyen, Alger a abrité plusieurs rounds, ce qui a conduit à la conclusion de l'accord politique, c'est la seule capitale où les partenaires libyens étaient dans une même salle et dialoguaient ensemble, on n'a jamais interféré, on a facilité le dialogue et nous l'avons abrité». Messahel continue son plaidoyer en faveur de la question «inter-libyenne» pour dire encore «on s'est battu pour convaincre tout le monde que Tripoli doit rester la capitale de la Libye, la résolution onusienne 22-59 la consacre en tant que telle, nous sommes contre les partenaires qui veulent une capitale provisoire, dans les années 90, on n'a pas changé de capitale, toutes les institutions sont restées comme elles étaient à Alger». La Libye est, dit-il, «à construire, il y a des priorités». L'Algérie a déjà lancé à cet effet un mécanisme de consultation avec la Chine et la Russie pour, explique Messahel, «qu'on ait le même agenda sur le dossier pour accompagner les institutions libyennes». Il annonce une réunion des 17 à New York «dans quelques jours, pour consolider les acquis et dépasser les obstacles».

Il accroche encore une fois Kobler, cette fois sur son propos sur les difficultés financières de la Libye en lui lançant «c'est un paradoxe, il y a des fonds libyens qui sont gelés dans des banques étrangères, il faut les dégeler pour permettre au gouvernement libyen de faire face aux problèmes de son pays».

Aujourd'hui, lundi, les partenaires dans le dossier libyen vont se réunir en Tunisie pour discuter des évolutions de la mise en œuvre du processus politique et les mesures à prendre pour faire accepter le gouvernement de l'entente nationale par le Parlement. Les 7 et 8 septembre, Alger abritera sous l'égide des Nations unies «une grande conférence, selon Messahel, sur le rôle de la démocratie contre le discours radical, l'extrémisme, la violence et le terrorisme sous-tendue par la présentation de l'expérience algérienne».

Nations unies

La réconciliation doit impliquer «les 6 millions de Libyens»

Martin Kobler a présenté devant les corps diplomatiques accrédités à Alger, les cadres des Affaires étrangères ainsi que les représentants de la presse, un point de situation sur la crise en Libye.

Tout en saluant le rôle «actif et constructif» de l'Algérie pour le règlement de ce dossier, il a tenu à parler de «quatre piliers : le processus politique, la réconciliation nationale, la sécurité et l'économie». Il met en avant «la restitution de l'autorité de l'Etat dans un pays fragile pour reconstituer les institutions et assurer la stabilité dans les pays limitrophes». Il estime que «tout le travail du gouvernement est de réunifier le pays». Mais déplore-t-il «on a un blocage au niveau du Parlement, il a rejeté par deux fois la composition du gouvernement de l'Entente nationale». Il veut que «très vite, il faut une nouvelle liste de ministres pour la présenter au Parlement qu'on doit convaincre pour qu'il l'accepte».

Kobler affirme que «l'accord politique, signé en décembre dernier, doit permettre d'éradiquer les armes et transférer les groupes au sein de l'armée». Mais il note que «les milices elles-mêmes demandent où déposer leurs armes parce que nous disent-elles, nous n'avons pas d'armée libyenne». Il indique alors que «c'est aux Libyens de la constituer, nous pouvons les assis-

ter, leur donner le format pour une structure armée sous l'égide du Conseil présidentiel qui en sera le commandant, ça devrait se terminer dans les prochaines semaines, on est très optimiste, il ne reste que quelques territoires dominés par Daech, à Syrte». Kobler se demande quand même «que faire après, lorsque la gouvernance deviendra civile, il faut remplir le vide, c'est la mission du gouvernement de l'Entente nationale». Il pense qu'il faut trouver un contrat social pour déterminer autour de quoi les Libyens se rassemblent. La réconciliation nationale est, dit-il, demandée par les Libyens eux-mêmes, «il faut y mettre la pression, la Tunisie est un exemple, l'Algérie aussi». Réconciliation qui doit impliquer, ajoute-t-il «les 6 millions de Libyens». L'économie doit reprendre sa place par le pétrole qui note-t-il «au temps de Kadhafi, il était de 1,6 millions de barils par jour, aujourd'hui, il est de 200.000 avec un prix bas, c'est rien!». Selon lui «il n'y a presque pas de production 'inshore', alors que 90% du budget proviennent des ressources pétrolières, 83% consi-

tuent les dépenses de l'Etat entre salaires et subventions, les réserves de change sont de 40 milliards de dollars». Les groupes terroristes sont composés de 70% d'étrangers, 100.000 migrants libyens passent en Italie, cette année, il y a 3.000 noyés dans la Méditerranée, 60% des hôpitaux sont inaccessibles, les bébés meurent dans des couveuses par manque d'électricité, il n'y a pas de rentrée scolaire par ce qu'il n'y a pas d'écoles, il y a 375.000 déplacés. Il affirme qu'il faut identifier les priorités et procéder par étape, il faut pour cela un dialogue inclusif. Il faut, dit-il «faire vite et bien si les Libyens le demandent».

Kobler lance un chiffre qui donne froid au dos. «Il y a, en Libye, 26 millions d'armes pour une population de 6 millions, les armes ne tombent du ciel, elles viennent par voie terrestre, par bateaux, pourtant, il y a un embargo de l'ONU». Il pense que «c'est normal que l'Algérie assiste la Libye, vous avez 1.000 km de frontières communes, votre rôle est actif, constructif et amical, les Libyens ont besoin d'amis, l'Algérie en une».

G. O.

Publicité

CET ÉTÉ AVEC DJEZZY,
INTERNET EST GRATUIT !

ACHÈTE UNE LIGNE DJEZZY ET PROFITE DE

100 Mo
+ 100 DA
CRÉDIT OFFERTS



NOUVEAUX CLIENTS GO & PLAY

www.djezzy.dz

Ooredoo et la BADR lancent un «nouveau service de e-paiement»

R. N.

Un communiqué conjoint de l'opérateur mobile, Ooredoo, et la Banque de l'Agriculture pour le Développement rural (BADR), annonce «la mise en place prochaine d'un nouveau service de e-paiement permettant aux clients de payer leurs factures téléphoniques en ligne, via leur carte CIB». Le communiqué indique que la cérémonie de signature de ce partenariat «est tenue le lundi 29 août 2016», en présence du président-directeur général de la BADR, M. Boualem Djebbar et du directeur général de Ooredoo, M. Joseph Ged.

Ce nouveau service, destiné aux abonnés Ooredoo et aux clients de la BADR, «s'inscrit dans le sillage du contrat-cadre de partenariat signé conjointement par Ooredoo et la BADR en juin 2015 portant la mise en place du Mobile Banking (m-Banking) et le paiement en ligne (e-paiement) des produits et services».

Pour le directeur général de la BADR, Boualem Djebbar, cité dans le communiqué, cet accord vient «enrichir la gamme de ser-

La facture d'importation du lait en baisse

La facture d'importation du lait a reculé à près de 477 millions de dollars (usd) durant les sept premiers mois de 2016, contre 707,5 millions usd à la même période de 2015, soit une baisse de 32,58%, a appris l'APS auprès des Douanes.

Les quantités importées de ce produit (lait en poudre, crèmes de lait et matières grasses laitières utilisées comme intrants) ont également reculé pour s'établir à 201.134 tonnes contre 236.399 tonnes, soit une réduction de près de 15% entre les deux périodes de comparaison, indiquent les chiffres du Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (Cnis). Outre la baisse des quantités importées, la facture a reculé également en raison de la chute des prix à l'importation par l'Algérie de cette denrée alimentaire. Ainsi, durant les cinq premiers mois 2016, le prix moyen à l'importation par l'Algérie des poudres de lait s'est établi 2.425 usd/t contre 2.962 usd/t durant la même période en 2015 (-18,1%). Pour rappel, la facture des importations du lait en poudre, crèmes de lait et matières grasses laitières, avait reculé à 1,04 milliard de dollars (md usd) en 2015 contre 1,91 md usd en 2014, pour des quantités de 372.252,4 tonnes contre 395.898,2 tonnes. Afin de réduire les importations de ce produit subventionné et de promouvoir la filière lait, des mesures avaient été décidées par le gouvernement en faveur des éleveurs et des opérateurs de ce secteur en augmentant la subvention du lait cru et en encourageant

vices de la BADR et d'offrir à nos clients ce nouveau mode de paiement moderne, pratique et sécurisé. Notre partenariat avec Ooredoo nous permet de développer l'innovation et la connectivité de nos outils et faciliter ainsi la vie de nos clients au quotidien.» De son côté, le directeur général de Ooredoo, Joseph Ged, qui quittera ses fonctions au cours de ce mois, a déclaré : «Ce nouveau service s'inscrit dans le cadre de notre stratégie visant à offrir à notre clientèle des modes de paiement modernes tel que le e-paiement. Nous sommes fiers de notre partenariat avec la BADR qui confirme notre volonté et participation active à la modernisation des moyens de paiement et du développement de l'économie numérique nationale.»

Le communiqué rappelle également que le partenariat Ooredoo/BADR «permet notamment, en plus du paiement et du recharge de téléphones, une panoplie de services directement accessibles via leur ligne tels que accéder aux soldes des comptes, effectuer des transactions bancaires ou acheter du crédit de communication» sur le site de l'opérateur.

Tlemcen 8 quintaux de kif et 940 comprimés psychotropes saisis

Cheikh Guetbi

Plusieurs tentatives d'introduction, par des réseaux de trafic de stupéfiants, d'importantes quantités de kif, à partir du Maroc, ont été mises en échec par les éléments de la Sûreté de la wilaya de Tlemcen. Des communiqués, relatifs aux saisies de stupéfiants, émanant de la Sûreté de la wilaya de Tlemcen, se font quasiment quotidiens. Pour la seule journée de samedi, ce corps de sécurité a réussi la saisie de 271 kg de kif. Suite à des investigations que les éléments de la Sûreté de la daïra de Nedroma ont menées pour définir l'activité réelle d'un individu du B.M.M, âgé de 35 ans et lequel s'est avéré être un membre d'un réseau de narcotrafiquants, un dépôt où est stocké le kif a été découvert. Une perquisition a été effectuée dans ce dépôt, propriété de B.M.S, âgé de 65 ans, a permis la découverte de 271 kg de kif contenus dans 10 colis. Un vé-

hicule de type Renault trafic qui servait au transport du kif ainsi que du matériel nécessaire à la confection d'une cache dans le véhicule et 3 plaques d'immatriculation de 3 différentes wilayas. Selon le communiqué, le propriétaire du dépôt a été arrêté et le dénommé B.M.M est activement recherché. Le même jour, un autre communiqué fait état de la saisie de 515 kg de kif, par le service régional de lutte contre le trafic de stupéfiants. Celle-ci a été effectuée au village frontalier de Ouled Kadour, dans la commune de Maghnia, situé à peine à 1 km de la frontière. Suite à une information faisant état de la présence, dans les lieux, de membres d'un réseau de narcotrafiquants s'apprêtant à introduire du kif à partir du Maroc, des investigations ont permis de découvrir que les dénommés M.M et M.A, âgés de 18 et 30 ans détenaient une importante quantité de kif, déposée chez eux. La perquisition a permis aux

policiers de découvrir dans le dépôt de l'un d'eux, 515 kg de kif, sous forme de 25 colis et l'arrestation du dénommé M.M. L'enquête suit son cours.

La 3^e saisie opérée par les policiers, ce samedi, concerne celle 940 unités de psychotropes. Suite à une information faisant état de la dissimulation d'une importante quantité de psychotropes par des trafiquants, sous le tableau de bord d'un véhicule de type Toyota, pour les introduire à Maghnia, les policiers ont mené une opération d'envergure pour intercepter ce véhicule. Samedi vers 4h30, au barrage de contrôle dressé en permanence, à l'entrée-est de la ville, le véhicule en question a été intercepté. Sa fouille a permis la découverte de 940 comprimés de psychotropes de type 'Domino' et l'arrestation de K.S et F.H, âgés tous de 27 ans. Le fournisseur M.A, du même âge, a été également arrêté.

Algérie Poste

Dispositions particulières en prévision de la rentrée sociale et de l'Aïd El Adha

Algérie Poste a pris des dispositions particulières pour répondre à la forte demande des citoyens, à la veille de la rentrée sociale et de l'Aïd El Adha, a annoncé, dimanche, cet établissement public. «A la veille de la rentrée sociale et en prévision de l'Aïd El Adha, et afin d'être à la hauteur de son engagement à garantir un service de qualité, Algérie Poste a pris des mesures particulières pour répondre à la

forte demande des citoyens», précise Algérie Poste, dans un communiqué.

S'agissant des effectifs dans les bureaux de poste, des instructions sont, en outre, données à toutes les structures pour renforcer les guichets des établissements postaux par la mobilisation de tous les responsables et les chargés de la clientèle, assure-t-on de même source.

Par ailleurs et dans le même silla-

ge, Algérie Poste a tenu à rassurer les citoyens sur la disponibilité de liquidités auprès de tous les établissements postaux.

«Toutes les mesures prises ont été coordonnées avec le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, la Banque d'Algérie ainsi que les services de sécurité, pour veiller à la sécurité du mouvement des fonds et des citoyens», indique, enfin, Algérie poste.

Tamanrasset et In Guezzam

12 contrebandiers arrêtés

Douze (12) contrebandiers ont été arrêtés, samedi, à Tamanrasset et In Guezzam par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) qui ont, également, saisi divers produits destinés à la contrebande, indique dimanche un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la criminalité organisée, des détachements de l'Armée nationale populaire, ont arrêté, le 3 septembre 2016, à Tamanrasset et In Guezzam (6^e Région militaire), douze (12) contrebandiers et saisi deux (2) véhicules tout-terrain, 1 moto, 57 détecteurs de métaux, 22 marteaux piqueurs et des outils de détonation», précise le MDN. Par ailleurs, des éléments des gardes-frontières «ont intercepté, à Tlemcen (2^e Région militaire), (11) immigrants clandestins, de différentes nationalités, alors que (7) autres ont été arrêtés, à Ouargla (4^e Région militaire) par des éléments de la gendarmerie nationale».

A Annaba (5^e Région militaire), des unités des gardes-côtes «ont déjoué une tentative d'émigration clandestine de 26 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale», rapporte, enfin, la même source.

Aïd El Adha Les journées des 12 et 13 septembre chômées et payées

Les journées des 10 et 11 Dhou El Hidja 1437, correspondant aux 1er et 2ème jours de l'Aïd El Adha, soit le lundi 12 et mardi 13 septembre 2016, seront chômées et payées, annonce dimanche un communiqué du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Ces deux journées seront chômées et payées pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, services concédés, collectivités locales,

entreprises commerciales, industrielles, artisanales et agricoles, y compris les personnes payées à l'heure ou à la journée, précise le communiqué. Les personnels exerçant sous le régime du travail posté sont toutefois tenus d'assurer la continuité du service, selon l'organisation du travail mise en place par l'employeur, ajoute la même source. Cette mesure intervient conformément à la loi du 26 juillet 1963, modifiée et complétée, fixant la liste des fêtes légales.

Djelfa Un jeune meurt noyé dans un bassin d'irrigation

Le corps d'un jeune homme mort noyé dans un bassin d'irrigation agricole, à Djelfa, a été repêché, samedi soir, par des agents de la protection civile de la wilaya, a-t-on appris, dimanche, auprès de ce corps constitué.

Les agents de la protection civile de la wilaya, sont intervenus, dans la région «Esserd» de la commune de M'liliha, à 50 km à l'est de Djelfa, pour le repêchage d'un jeune homme (20 ans) mort noyé, dont la dépouille a été transférée à la morgue de

l'hôpital de Djelfa, a-t-on ajouté de même source. La victime se baignait dans un bassin d'irrigation agricole, ont indiqué des membres de sa famille.

Selon la direction de la protection civile de la wilaya, il s'agit là, du 2^e cas de noyade mortelle dans la région, suite au décès, la semaine dernière, d'une fillette de trois (3) ans, à l'intérieur d'un bassin d'eau, situé dans son domicile familial, dans la commune de Sidi Bayzid, à 60 km à l'est de Djelfa.

Climat

Chine et Etats-Unis ratifient l'accord de Paris

La Chine et les Etats-Unis, les deux principaux pollueurs de la planète, ont ratifié l'accord mondial sur le climat conclu à Paris, à quelques heures de l'ouverture dimanche d'un sommet du G20. En marge du sommet à Hangzhou (est de la Chine), le président Barack Obama et son homologue chinois Xi Jinping ont présenté ensemble samedi au secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon les documents de ratification par les deux pays. L'accord de Paris, qui vise à contenir le réchauffement climatique sous le seuil de 2°C voire 1,5°C par rapport au niveau pré-industriel, pourra être reconduit par les générations futures comme «le moment où nous avons enfin décidé de sauver notre planète», a commenté M. Obama. Le président américain pourrait pousser d'autres pays, notamment l'Inde, à ratifier rapidement l'accord lors du G20 qui se tient dimanche et aujourd'hui.

L'agenda des dirigeants des 20 premières puissances de la planète sera chargé avec, notamment, une économie mondiale à la peine, la montée des populismes, la guerre en Syrie ou encore les contentieux territoriaux en mer de Chine méridionale. La ratification par la Chine et les Etats-Unis de l'accord de Paris anémoins insufflé une dose d'optimisme.

BAN KI-MOON «OPTIMISTE»

Chine et Etats-Unis sont responsables au total d'environ 40% des émissions de gaz à effet de serre dans le monde - 15% pour les seules émissions américaines. L'objectif suppose des efforts douloureux pour la Chine, qui tire quelque 70% de son électricité du charbon et produit 24% des émissions mondiales de CO2. Le président français François Hollande a «salué» la ratification par Pékin et Washington, qui ouvre selon lui «la voie à une entrée en vigueur



de l'accord de Paris à la fin de l'année». Une perspective sur laquelle Ban Ki-moon s'est également dit «optimiste». L'accord de Paris a été signé par 180 pays, mais chacun doit ensuite ratifier, selon ses propres modalités (vote au Parlement, décret...). Il faut ratifier d'au moins 55 pays totalisant 55% des émissions mondiales pour que l'accord soit effectif pour qu'il entre en vigueur. Jusqu'à présent, seuls 24 pays étaient allés au bout du processus, selon les Nations unies: surtout des petits Etats insulaires, les plus exposés mais ne représentant que 1,08% des émissions.

Une telle célérité de la part de Washington s'explique par le souci

dégarantir la pérennité de l'héritage environnemental d'Obama, dont le mandat s'achève en janvier, selon son conseiller climat Brian Deese. «L'histoire montre qu'une fois que ces accords sont en vigueur et signés par les Etats-Unis, nous y restons», en dépit des alternances politiques, souligne-t-il. Contrairement au protocole de Kyoto, approuvé sous la présidence de Bill Clinton et jamais ratifié par son successeur George W. Bush.

DÉFIS COLOSSAUX

La Maison Blanche avait veillé à ce que la nature de l'accord de Paris autorise une ratification par le président Obama sur la base de ses pouvoirs existants, sans nécessiter le

feu vert du Congrès contrôlé par l'opposition républicaine. Cette annonce sino-américaine «était totalement impensable il y a encore six mois», a réagi l'ONG WWF, qui table sur un effet d'entraînement parmi les autres nations. Les défis restent cependant colossaux. Ainsi, la Chine est le premier pays en termes d'investissements dans le solaire, mais a également approuvé en 2015 la construction d'au moins 150 nouvelles centrales à charbon. La consommation chinoise de charbon a doublé sur la décennie 2004-2014, alimentant une pollution atmosphérique endémique - à tel point que les autorités ont fait fermer les usines jusqu'à 300 km autour de Hangzhou pour garantir un ciel bleu au

G20. Pour autant, Xi Jinping s'est voulu encourageant: «Quand le vieux chemin n'a plus de sens, il faut recourir à de nouvelles méthodes (...) On doit donner soutien à l'innovation», a-t-il dit samedi. Le sommet de Hangzhou «doit être l'occasion pour les dirigeants d'établir un calendrier pour éliminer leurs subventions aux carburants fossiles» et mieux soutenir les énergies durables, insiste Li Shuo, conseiller climat pour Greenpeace. Un groupe d'une centaine d'institutions et d'entreprises contrôlant 13.000 milliards de dollars d'investissements, puis trois des plus grands assureurs mondiaux, ont successivement enjoint ces derniers jours le G20 de ratifier l'accord de Paris d'ici à fin 2016.

Syrie

Des chars turcs ont ouvert un nouveau front



Par Raziye Akkoc de l'AFP

La Turquie a envoyé de nouveaux chars sahariens dans le village syrien d'Al-Rai pour combattre les jihadistes du groupe Etat islamique, ouvrant un autre front depuis le début de son intervention en août contre l'EI.

Une vingtaine de chars sont entrés peu après midi dans le village depuis la province frontalière de Kilis, pour soutenir militairement des rebelles de l'opposition syrienne, après avoir déjà chassé les jihadistes de plusieurs villages du nord de la Syrie, selon l'agence de presse pro-gouvernementale Anatolie. Au cours des derniers jours, les rebelles avaient progressé rapidement, reprenant à l'EI plusieurs zones frontalières, avec le soutien de l'artillerie turque et des frappes aériennes de la coalition in-

ternationale dirigée par les Etats-Unis. Au moins 20 chars turcs, cinq blindés de transport de troupes, des camions et autres véhicules blindés ont franchi la frontière, a précisé l'agence privée Dogan. Pendant cette nouvelle opération terrestre, des cibles de l'EI étaient visées par des tirs d'obus, selon Dogan. Et des avions de chasse turcs ont détruit deux cibles de l'EI au sud d'Al-Rai dans la matinée, a annoncé le chef d'état-major turc dans un communiqué cité par la télévision NTV. Il précise également que deux villages et un aéroport autour d'Al-Rai ont été repris par les rebelles soutenus par Ankara.

Ces derniers mois, le village d'Al-Rai a régulièrement été pris et repris successivement par l'EI et les rebelles. Le 24 août, à 60 km de là, des rebelles syriens pro-Ankara avaient repris Jarablous à l'EI à la faveur d'une offensive éclair

lancée dans le cadre de «Bouclier de l'Euphrate». Cette opération, la plus ambitieuse menée par Ankara en Syrie depuis le déclenchement du conflit il y a cinq ans, vise à la fois à neutraliser le groupe jihadiste et à empêcher l'avancée des milices kurdes, notamment les YPG (Unités de protection du peuple kurde). Ankara les qualifie de «terroristes» liés aux séparatisches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) du sud-est de la Turquie.

«DÉBARRASSER LA FRONTIÈRE DE L'EI»

De leur côté, les forces américaines ont frappé des cibles jihadistes dans la nuit de vendredi à samedi à l'aide d'un système de roquettes mobile «nouvellement déployé» près de la frontière turco-syrienne, a annoncé

sur Twitter l'envoyé spécial du président Barack Obama pour la coalition anti-EI, Brett McGurk. Le dispositif de lance-roquettes à haute mobilité (HIMARS) de l'armée américaine a visé et atteint une unité tactique et un bâtiment appartenant à l'EI, a précisé le major Josh Jacques, porte-parole du Commandement central des Etats-Unis (Centcom), à l'AFP.

L'ambassade des Etats-Unis à Ankara a indiqué qu'il s'agissait là de la «dernière mesure de la coopération américano-turque dans le combat contre l'EI». Ahmed Othman, un commandant du groupe rebelle pro-turc Sultan Murad, a affirmé à l'AFP que son groupe était actuellement «positionné sur deux fronts à Al-Rai, au sud et à l'est du village, afin d'avancer vers les villages qui ont été libérés de l'EI, à l'ouest de Jarablous». Selon lui, il ne s'agit que de la première phase prévue: «Nous voulons débarrasser la zone frontalière entre Al-Rai et Jarablous de l'EI, avant de progresser vers le sud vers Al-Bab», le dernier bastion de l'EI près d'Alep, «et Minbej», contrôlé par des forces pro-kurdes.

Après le succès des combattants kurdes et arabes qui ont libéré Minbej de l'EI, cette coalition a annoncé vouloir avancer pour relier leurs deux autres «cantons» dans le nord de la Syrie, Kobane et Afrine. Mais le président turc Recep Tayyip Erdogan a prévenu vendredi que la Turquie ne permettrait pas au groupe de créer un «couloir terroriste». Ankara, en conflit avec le PKK sur son propre territoire, veut empêcher les Kurdes syriens de former une zone autonome continue le long de sa frontière avec la Syrie voisine, exigeant notamment qu'ils se retirent plus à l'est. Vendredi, le président Erdogan a assuré que les combattants kurdes syriens ne s'étaient pas retirés à l'est de l'Euphrate, réfutant les déclarations des Etats-Unis selon lesquelles les YPG avaient traversé le fleuve. Ces affrontements inquiètent Washington, allié de la Turquie et des milices kurdes qu'ils considèrent comme un allié efficace contre les jihadistes.



*Au fil...
des jours*



Par Belkacem
Ahcene-
Djaballah

1ère partie



● Selon le Dr Max Abrahms, professeur à la Northeastern University et spécialiste de l'analyse du terrorisme, «les cellules dormantes de Daech» n'ont pas vraiment besoin de beaucoup communiquer entre elles. Souvent, la réalité est telle que Daech en tant qu'organisation ne connaît l'assaillant qu'après qu'il a commis l'attentat.

«L'assaillant connaît donc essentiellement Daech, mais Daech ne connaît pas l'assaillant», explique Dr Max Abrahms.

Et de souligner: «Ils sèment la terreur et disent qu'ils le font au nom de Daech.

Il n'y a donc pas vraiment besoin de beaucoup de communication entre les cellules dormantes en Europe.

Selon l'expert, le groupe terroriste est très décentralisé et ressemble plutôt à un mouvement, son chef ayant à priori donné son «feu vert» à tous les musulmans du monde pour commettre des attaques de manière autonome. Ainsi, dans la plupart des cas, la relation entre l'organisation et l'assaillant est assez faible, notamment sur le plan opérationnel, indique M. Abrahms.

Hélas, l'exploitation médiatique sensationnaliste (faux «experts» en tête et des hommes politiques plus démagogiques que jamais) a très vite assimilé de simples folies meurtrières et des «sorties suicidaires» à des attentats terroristes islamistes «djihadistes» pourrisant l'atmosphère, avec une opinion publique voyant en tout musulman un terroriste en puissance.

Il y a aussi les «études» militaires menées parfois en laboratoires qui, se basant sur des informations éparses presque jamais vérifiées, jettent de l'huile sur le feu. Ainsi, on apprend que les Américains disposent d'une carte répertoriant les différentes branches de Daech dans le monde. Le document, élaboré par le «National Counterterrorism Center», dresse un état de l'expansion de cette organisation depuis 2014. Plusieurs pays nord-africains sont cités dont l'Algérie. Première nouvelle même si l'on sait que certains partisans du Gia et autres n'ont pas «désarmé», n'attendant que l'occasion pour libérer leur haine.

● Le fantasque candidat du parti républicain à l'élection présidentielle américaine, Donald J. Trump, s'est fendu, une nouvelle fois, de propos racistes. Il vise particulièrement les immigrants marocains, pakistanais,

irakiens, philippins.

Ainsi, Donald Trump a qualifié les immigrants et réfugiés d'une longue liste de pays à majorité musulmane d'«animaux»: «Nous avons à faire à des animaux», a-t-il lâché, selon plusieurs sources médiatiques. Pire, pour l'homme politique américain, ces pays ne sont ni plus ni moins que des «nations terroristes», poursuit-il.

Ces immigrants présents sur le sol américain sont des «terroristes potentiels» dont plusieurs ont fait l'objet d'arrestations pour avoir menacé de commettre «des attaques violentes». Plus encore, les ressortissants de ces pays sont susceptibles «d'apprendre aux recrues terroristes à fabriquer des bombes» et de «soutenir le terrorisme».

Il est vrai que ce n'est pas sa première sortie médiatique controversée, notamment à l'encontre des musulmans. En décembre dernier, Trump a annoncé vouloir imposer une «interdiction temporaire» à tous les musulmans de se rendre sur le territoire américain.

Il a également critiqué sa rivale démocrate et ancienne secrétaire d'État et première dame, Hilary Clinton, de vouloir permettre à des milliers d'immigrants - notamment musulmans - d'arriver aux États-Unis. On croyait avoir atteint le summum du racisme avec les Le Pen... qui apparaissent désormais comme des «enfants de cœur» aux côtés de ce nouveau terroriste politique.



● Le président des Philippines Rodrigo Duterte doit largement son élection triomphale en mai 2016 à sa promesse de «nettoyer» les rues en liquidant des milliers de criminels. Ce programme électoral musclé s'appuyait sur son bilan dans la ville de Davao, dans le sud du pays, qu'il a gouvernée pendant deux décennies en appliquant sa politique brutale de maintien de l'ordre. Il a été accusé d'avoir mis en place ou toléré des «escadrons de la mort», responsables du meurtre de plus de mille suspects.

Selon la police, 402 personnes soupçonnées d'infractions liées à la drogue ont été abattues en juillet 2016 aux Philippines, et les organisations de défense des droits de l'homme affirment que des centaines d'autres ont été tuées par des vigiles privés. Des milliers de personnes ont par ailleurs été arrêtées, et promises à une détention interminable dans des prisons sordides et surpeuplées.

● La cérémonie d'inhumation, à Oran, de la petite Nihal, assassinée dans des conditions horribles (l'enquête n'est pas encore terminée), dans son village dans les Ouacifs, a pris la dimension d'un événement national.

Certains voulaient même improviser une marche tant la rage et la colère s'étaient emparées de tout le monde pour réclamer l'application de la peine de mort contre les tuteurs d'enfants.

Profitant d'un climat propice dans la société, créé par le choc émotionnel collectif, nourri par une médiatisation exceptionnellement soutenue de l'affaire de la disparition de la petite Nihal, les conservateurs (islamistes et autres) ont vite fait d'encadrer la vague d'indignation populaire, en hissant le mot d'ordre religieux d'«al-qiqâq» (loi du taillon), qu'ils décrivent comme la solution miracle à ce fléau qui menace la société. Un «chantage idéologique»!

Car, il est clair que cette revendication est moins dictée par un souci d'endiguer un danger public, que par celui d'engager une victoire politique et idéologique. Car, cela pourrait être le premier pas vers la consécration de la primauté de la charia ou ce qu'ils appellent insidieusement «droit divin», dans le droit civil algérien. Le plus bruyant est sans doute le député du Fjd, Hassan Aribi. Celui-ci est allé jusqu'à écrire une lettre au président de la République qu'il a mise en ligne sur sa page Facebook. D'entrée, il reproche aux autorités politiques du pays leur laxisme et surtout leur «incapacité» à mettre fin au phénomène d'enlèvement d'enfants, en «bloquant une loi divine» (al-qiqâq), qui est pour lui «légitime en pareils cas pour garantir une vie digne à la population en général, et aux enfants en particulier».

Il faut rappeler, avec bien des analystes, que les «conservateurs» n'ont jamais demandé l'application de la peine de mort contre les auteurs des crimes terroristes qui, pendant des années, ont commis des massacres contre des populations entières, dont de très nombreux enfants, et que c'est l'Etat, avec Lamine Zeroual, qui a décidé de mettre fin aux exécutions des condamnés à mort dès 1993 (moratoire sur la peine capitale).



● Le président zimbabwéen, Robert Mugabe, 92 ans, au pouvoir depuis 1980, date de l'indépendance du pays, qu'il dirige d'une main de fer depuis l'indépendance (il prévoit de se présenter à sa propre succession en 2019) compare les manifestations contre son gouvernement aux révoltes arabes qui ont mené à la chute de plusieurs régimes en 2011. Dans un discours donné à Harare, il a martelé que la contestation était «inutile».

Des promesses pour améliorer la situation économique et sociale du pays ont été faites, mais elles sonnent désormais creux auprès d'une partie de ses sympathisants qui a décidé de lui tourner le dos.

Le dirigeant a ainsi été désavoué par des vété-

Communication politique : nouvelles du front !

polistique :

nouvelles du front !

rans de la guerre d'indépendance qui lui étaient jusqu'alors loyaux. Fin juillet, les anciens combattants ont condamné le comportement «dictatorial» de R. Mugabe et appelé à sa démission, ce qui a mené à l'arrestation de plusieurs d'entre eux...

● Dans un communiqué rendu public, l'Arav appelle l'ensemble des médias audiovisuels à faire preuve d'une «vigilance extrême» dans la diffusion de commentaires et de faits en rapport avec l'affaire de l'assassinat de la petite Nihal Si Mohand, laquelle relève encore du domaine de l'enquête judiciaire.

L'Autorité qui s'est «réjouie» de la réactivité des médias audiovisuels, a relevé que «malheureusement, certaines chaînes sont allées au-delà du droit d'informer en diffusant des informations approximatives ou erronées, causant ainsi un lourd préjudice aux familles déjà très douloureusement affectées».

L'Arav appelle, à cet effet, l'ensemble des médias audiovisuels du pays à «faire preuve de vigilance extrême dans la diffusion des commentaires et des faits dans tout ce qui touche cette douloureuse affaire, encore du domaine de l'enquête judiciaire». Pour être plus efficace, en attendant une grille plus étudiée et adaptée, l'Arav devrait mettre en branle - ne serait-ce que pour les chaînes accréditées - un système de récompenses et de sanctions... comme des félicitations ou des avertissements et des blâmes (rendus publics, cela va de soi).

● L'Afrique compte 41 milliardaires ayant une fortune cumulée de 98 milliards de dollars, selon le recensement 2015-2016 des milliardaires dans le monde publié le 8 août par le cabinet de recherches singapourien Wealth-X.

Le nombre des milliardaires africains a ainsi enregistré une augmentation de 2,5% par rapport à 2014 tandis que leur fortune cumulée a fondu de 14% (114 milliards de dollars en 2014).

Le rapport de Wealth-X fait également ressortir que les milliardaires sont devenus encore plus riches et plus nombreux dans le monde en dépit de la crise économique et malgré les turbulences des marchés. En 2015, Wealth-X a recensé 2 473 milliardaires dans le monde qui disposent d'une fortune cumulée totalisant 7 683 milliards de dollars.

L'année dernière, le nombre des milliardaires a augmenté de 6,4% comparativement à 2014, et leur fortune cumulée a crû de 5,4%, souligne le rapport.

L'Europe reste la région qui concentre le plus de milliardaires. Le vieux continent compte en effet 806 individus ultra fortunés dont les avoirs cumulés se montent à 2 330 milliards de dollars.

En Amérique du Nord, on dénombre 628 milliardaires, détenant une fortune cumulée de 2 561 milliards de dollars, contre 645 en Asie (fortune cumulée de 1 686 milliards de dollars). Selon Wealth-X, 56% des milliardaires dans le monde ont acquis leur fortune par leur mérite personnel, en partant de rien ou de peu de chose, tandis que 13% l'ont héritée. 31% l'ont héritée et l'ont gagnée en partie.

● Publication, par le département d'Etat américain de son rapport sur les droits de l'homme dans le monde (200 pays), avec une section spéciale sur la liberté religieuse. Pour ce qui concerne l'Algérie rien de nouveau. Toujours

les mêmes constats, qui paraissent désormais dépassés, accompagnés d'«exemples». Base de travail : les coupures de presse, les réseaux sociaux... et les témoignages, bien souvent de gens de passage. La société algérienne est perçue, parfois (sic !), comme étant antisémite par les étrangers vivant en Algérie, selon Washington : «Plusieurs résidents non-musulmans ont déclaré que l'opposition du public à la politique étrangère israélienne affichée publiquement (Et alors, où est le problème ?) se traduit parfois en

antisémitisme (re-sic !). Le parti-pris est évident en faveur d'Israël. Il amène les «éditeurs» à confondre volontairement antisémitisme et antisionisme.

Le Département d'Etat américain cite comme exemple une vidéo (objectivement débilo-enfantine) mise en ligne en octobre 2015 sur YouTube intitulée : «Juifs dans les rues de l'Algérie : ce qui va arriver» et mettant en scène un jeune portant une kippa, se prétendant être juif et demandant son chemin. «Ceux qu'il abordait alors semblaient (!?) l'insulter, le harceler ou l'agresser», précise la même source. Elle avait été dénoncée par beaucoup d'internautes qui n'ont «pas aimé» le montage et l'utilisation de gamins décevus.

Selon le rapport, les citoyens juifs vivant en Algérie (ils seraient au nombre de 200 ou bien moins) ont affirmé «qu'ils continuaient à garder en secret leur identité religieuse tout en s'engageant autrement avec la société». Beaucoup de moudjahidine. Beaucoup d'anti-sionistes. Tolérants. Loin de toute ostentation... et un certaine «peur», compréhensible, des extrémistes et des fanatiques, comme dans bien des pays ... Le rapport ne précise pas.

● Selon le journal britannique The Independent, l'Algérie fait partie des pays pétroliers qui risquent de déclarer faillite dans moins cinq ans. Se basant sur l'analyse des données économiques de ces pays, The Independent affirme que rien n'a été fait pour éviter la banqueroute et que les réserves dont disposent ces pays arabes ne vont pas tenir cinq ans. Cette faillite «prévisible» va ainsi toucher l'Algérie, l'Arabie Saoudite, le Yémen, l'Iran, la Jordanie, l'Irak, le Bahreïn et la Libye. Trois pays pétroliers semblent être à l'abri d'un tel scénario. Il s'agit du Qatar, des Emirats arabes Unis et du Koweït qui «ont su diversifier leur économie et réduire considérablement leur dépendance des hydrocarbures», écrit le journal britannique.

Le journal relève l'aggravation des déficits dont souffrent ces pays. Au premier trimestre 2016, l'Algérie a déjà enregistré un déficit commercial de l'ordre de onze milliards de dollars. Un déficit qui se creuse de jour en jour poussant ainsi le gouvernement au gel puis à l'annulation pure et simple de tous les projets non lancés au 30 juin 2016.

The Independent cite dans ce sillage les différents rapports de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) qui prévoient un choc financier dans les toutes prochaines années en Algérie. Le journal britannique classe l'Algérie avec d'autres pays arabes en guerre comme le Yémen, la Libye et l'Irak pour son «sombre avenir» économique. Pas très sérieux de la part d'un titre (ce n'est plus un journal papier depuis qu'il a fait faillite et a été vendu, en 2010, 1 livre symbolique à l'oligarque russe Lebedev) qui nous a dans le viseur depuis déjà les années 80... (on se souvient de Robert Fisk durant les années 90) et d'un journaliste (?) qui cite des pays que l'Occident a poussé à la faillite déjà depuis plusieurs années par le biais de guerres imposées.

● Le candidat républicain à la présidentielle n'hésite pas à accuser Barack Obama d'avoir fondé l'organisation Etat islamique (EI) par sa politique extérieure.

Barack Obama «est le fondateur de l'EI. Il est le fondateur de l'EI, OK ? Il est le fondateur. Il a fondé l'EI. Et je dirais qu'Hillary Clinton est sa cofondatrice tordue», a répété Donald Trump lors d'un meeting à Sunrise, en Floride.

Déjà, en juin, il accusait notamment l'administration Obama d'avoir activement soutenu Al-Qaïda en Irak, le groupe terroriste devenu l'Etat islamique». L'outrance comme stratégie politique !

Par la suite, il avancera qu'il était «seulement sarcastique» mais il est certain que cela ne l'aidera pas à gagner des voix, même dans son propre camp. Au contraire ! Car, vrai ou faux, le sujet est tabou et relève de la stratégie militaire globale du pays (et non d'un parti ou d'un groupe précis). D'ailleurs, conscients du danger, une cinquantaine de républicains experts de la sécurité avaient dénoncé lundi «l'ignorance et l'incompétence d'un candidat» qui serait, selon eux «le président le plus dangereux de l'histoire américaine».

Suite en page 8

Communication politique : nouvelles du front !

Suite de la page 7



● Selfie entre 2 gymnastes, et déferlement politico-média. Déjà des milliers de «vues». Une de Corée du Sud, l'autre de Corée du Nord. Grand symbole sportif ! Du haut de ses 17 ans, la jeune Sud-Coréenne Lee a fait le buzz sur les réseaux sociaux après avoir pris, à Rio, durant les JO, le 5 août une photo hautement symbolique en compagnie de Hong Un-jong, les deux Corées voisines étant techniquement encore en guerre. Aucun traité de paix n'a été signé par les deux parties après l'armistice de 1953, les communications entre les deux pays sont coupées et les Sud-Coréens ne peuvent se rendre dans le Nord sans autorisation gouvernementale. «Un beau geste», illustration parfaite de l'esprit olympique.

Lee n'avait que 9 ans quand Hong, son aînée de dix ans, est devenue la première gymnaste nord-coréenne médaillée avec l'or décroché au saut de cheval, à Pékin en 2008. Les deux femmes ne s'étaient jamais rencontrées avant les Jeux de Rio, mais Lee a admis avoir été impressionnée par Hong à la télévision. «Je n'y connais pas grand-chose en politique, mais je ne crois pas que notre relation avec la Corée du Nord soit si terrible», a ajouté Lee. «On se mélange avec les autres athlètes, on se salue, alors, pourquoi est-ce que nous (les Coréens du Sud et du Nord), on ne pourrait pas le faire aussi ?» Ce qui est sûr, c'est qu'aucune des deux n'a été traitée de «traître», d'«aliénée» et de «néo-impérialisée».



● Un site d'informations électroniques algérien publie «un compte-rendu frappé du sceau de la confidentialité, adressé par l'ambassadeur du Maroc à Alger, Abdallah Belkeziz, à sa hiérarchie à Rabat». Le diplomate marocain «s'adonne à une diatribe d'une rare violence contre les médias algériens qu'il affuble de qualificatifs péjoratifs et injurieux». Dans sa correspondance au ministre marocain des Affaires étrangères, intitulée «Le Maroc dans la presse algérienne des 21 et 22 avril 2013», l'auteur du rapport parle de «schizophrénie» en évoquant les journalistes algériens qu'il traite d'«escouade d'écrivaillons sans morale ni foi». L'ambassadeur dénonce une «grosière entreprise de désinformations qui fait que «la normalisation des relations algéro-marocaines n'est pas à l'ordre du jour des détenteurs du réel pouvoir en Algérie».

Il s'en prend également à l'ancien porte-parole du ministère des Affaires étrangères, taxé dédaigneusement de «produit du socialisme et du parti unique», à qui il reproche, non sans acrimonie, d'avoir répondu au secrétaire général du parti l'Istiqlal, qui revendiquait une partie du territoire algérien. Pour lui, tout n'est que «littérature anti-marocaine simpliste véhiculée dans les milieux politico-média algériens».

Et, dans sa revue de presse, il reprend des passages d'articles et de commentaires de quotidiens algériens francophones et arabophones. A chaque journaliste et à chaque écrit est accolée une épithète insolente : «tactiques mesquines et puériles», «journaliste incorrigible», «écrivaillon», «nègre», «pion au service de la diffamation», «plumitif», «adepte de [ce] monologue», etc.

Il est de tradition que les diplomates en poste à l'étranger élaborent et transmettent à leur centrale des revues de la presse locale, les plus entreprenants (problème de «niveau» !) allant au-delà du simple «reporting» pour flirter avec l'analyse. Mais, ayant «fréquenté» ce type de documents dans une autre vie, je n'ai jamais vu (et lu) le type de «torchon» insultant tel que celui présenté ci-dessus. Décidément, les diplomates ne sont plus ce qu'ils étaient !



● Fidel Castro fête ses 90 ans. Il réapparaît en public (au côté de son frère Raul et du vénézuélien Nicolas Maduro) pour la première fois en quatre mois, toujours aussi critique à l'endroit des Etats-Unis, l'ancien ennemi de la Guerre froide... avec lequel Cuba est en plein rapprochement depuis 2015. Il a même signé un article... Toujours aussi rebelle et toujours d'«attaques» puisqu'il était habillé d'un survêtement (au logo de Puma, ayant battu l'équipe nationale algérienne de football durant la Coupe du monde 2014) ... aux couleurs de l'Algérie ... des survêtements que l'on ne trouve guère sur le marché national. A défaut de médailles aux JO de Rio ! ● Le général à la retraite Hocine Benhadid, canne en main et servant lui-même les petits gâteaux et le thé à la menthe à ses invités, récemment libéré (après dix mois de détention à El Harrach) : grâce au Ccir ?, grâce à un «appel d'en haut», en raison du tapage médiatique ?, revient sur la scène en réunissant chez lui (en présence de son avocat et de son épouse et juste avant la promulgation des textes sur l'obligation de réservé des officiers de l'Anp) des journalistes auxquels il confie des éléments d'information pouvant éclairer pas mal de zones d'ombre ayant entouré les conditions de sa libération. Il se dit très malade (actuellement en radiothérapie à Mustapha)... ne pouvant se soigner à l'étranger car «interdit de sortie du territoire national»... et, surtout, «pas question de revenir sur les propos qui l'on mené à El Harrach». Des «propos» qui, selon l'avocat Me Mechri, jouant les conciliateurs, «ont heurté les sensibilités des uns et des autres ... et, évitons les détails».

● On apprend qu'une maison d'édition américaine a pris attaché avec Zohra Drif Bitat pour éditer son livre «Mémoires d'une combattante de l'Afn-Zaa». En fait, les Américains (et tout particulièrement les chefs de guerre et leurs spécialistes de la guérilla urbaine) s'étaient déjà, par le passé (années 90), intéressés de très près à ces formes de combat, de résistances, d'organisation... certainement pour pouvoir faire face à leurs problèmes générés par leurs guerres externes et à leurs retombées à l'intérieur du pays. Je crois savoir que, dans un passé récent (les années 90), le film «La Bataille d'Alger» a été visionné, disséqué et discuté par les locataires du Pentagone.



● Ce n'est pas un simple nettoyage, ce n'est plus une purge, c'est un véritable curetage opérée par les autorités turques suite au «coup d'Etat avorté du 15 juillet». Près de 81 500 personnes ont été suspendues et licenciées de leurs postes de travail... dont 5 000 parmi les juges, les militaires et les fonctionnaires. Tous des partisans de Fathullah Gulen ? On en doute. Un chiffre qui a, un certain moment, effrayé les soutiens les plus sûrs... comme notre Msp national ... qui est rapidement revenu sur sa première position critique (fraternelle, au demeurant)... les excuses étant toutes trouvées pour réaffirmer le soutien à l'AKP : «les faibles d'esprit et les adeptes de l'ancien et du nouveau colonialisme»... «Un coup d'Etat mené avec la complicité occidentale flagrante»...



● Les sondages sont de plus en plus clairs. Donald Trump est en très mauvaise position par rapport à Hillary Clinton. Les chiffres ne sont pas les seuls à montrer le désarroi du candidat républicain et de ses conseillers. Il y a, ce que l'on note au niveau de tous les candidats à des élections en perte de vitesse, les attaques répétées à l'encontre de la presse, cette éternelle «pelée et galeuse» que l'on cloue

*Au fil...
des jours*



Par Belkacem
Ahcene-
Djaballah



**septembre
2016**

au pilori dans les derniers cent mètres de la course. Les politiciens comme les artistes, comme les sportifs, comme les citoyens... chez eux... et chez nous.

Ainsi, Donald Trump, adoptant la stratégie de l'«identification victime» (assez visible actuellement chez les politiciens français de l'extrême droite), estime que «les médias ne couvrent pas correctement ses meetings et ne montrent jamais l'ampleur et l'enthousiasme des foules»... «Il sont écourtaux et corrompus»... «Les médias protègent Hillary»... les couvertures sont toujours négatives»... Il est vrai que (selon le Wall street journal) «la plupart des médias veulent qu'il perde». Certains de ses «partisans» aussi, sentent qu'il mènera le pays à on ne sait quelles catastrophes. Robert de Niro ira même à le comparer à «l'anti-héros délinant - schizophrène et paranoïaque - de «Taxi Driver» de Martin Scorsese»... Que Dieu nous aide !», a-t-il ajouté.

● Communiqué de la Banque d'Algérie qui réagit à un récent rapport de la Banque mondiale qui prédisait une chute drastique des réserves de change à l'horizon 2018 : 60 mds usd contre près de 122 mds usd à fin juin 2016. 60 mds. «Une projection quelque peu statique et ne reposant pas sur des hypothèses probantes». L'initiative est d'autant plus louable que le communiqué fournit des explications en faveur d'une projection moins pessimiste... ce qui laisse peu de place aux exploitations médiatico-politiciennes et aux angoisses citoyennes. Il est vrai qu'il eût fallu commencer par «éclairer la lanterne» des gens bien plus tôt, aussi bien sur l'état de nos réserves de change que sur les détails du nouveau modèle de croissance.

- L'exemple qui vient d'ailleurs : Le président indonésien décide de mettre fin aux fonctions d'un ministre (Energie et Ressources minérales) nouvellement nommé (27 juillet lors d'un deuxième remaniement gouvernemental) suite à des rumeurs (à peine !) affirmant qu'il aurait la double nationalité indonésienne et américaine. Il aurait obtenu cette dernière après l'avoir sollicitée alors que son passeport indonésien était encore valide.

● Savez-vous que l'Ordre général n° 11 est la référence de l'ordre du général Grant (le Héros de la guerre de sécession qui a vaincu le général Lee, futur président des USA), donné le 17 décembre 1862 durant la Guerre de Sécession, «d'expulser tous les Juifs de son territoire» (régions du Tennessee, Mississippi, et Kentucky).

Cet ordre est donné comme faisant partie d'une campagne menée par Grant contre le marché noir du coton du Sud. Il est convaincu que ce trafic est pratiqué «principalement par des Juifs et d'autres trafiquants sans scrupules».

Dans toute l'Union, des groupes juifs protestent et envoient des télégrammes à Washington.

Le président Lincoln a vite demandé au général Henry Halleck, chef d'état-major, de

révoquer l'Ordre général n° 11 de Grant.

Bien que l'ordre n° 11 soit présenté comme étant en dehors des penchants normaux et du caractère de Grant, certains historiens de la Guerre de Sécession suggèrent que l'ordre fait partie d'un plan logique. «Ce n'est pas le premier ordre discriminatoire signé par Grant... Il était fermement convaincu de la culpabilité des Juifs et était désireux d'utiliser tous les moyens pour se débarrasser d'eux.» La source cite d'autres ordres émis par Grant.

● Les noms de Belges et de Français à consonance maghrébine sont remis à l'honneur grâce à leur présence parmi les participants aux 31es Jeux olympiques qui se déroulent du 5 au 21 août 2016 à Rio de Janeiro, au Brésil : Samir Aït-Saïd, gymnaste français, Mahiedine Mekhissi, spécialiste du 3 000 mètres steeple, Sarah Ourahmoune, dans la boxe féminine, Louisa Necib, footballeuse, Saoussen Boudiaf en escrime, Yasmina Aziez, dans le taekwondo, Mehdi Marzouki du water-polo, Sofiane Oumiha en boxe Dans la délégation de la Belgique, ils sont quatre sportifs belges d'origine marocaine, trois taekwondoïstes (Jaouad Achab, Si Mohamed Ketbi et Mourad Laachraoui) et un marathonien (Abdelhadi El-Hachimi).

Les Français savent se servir de leurs sportifs issus de la communauté maghrébine, pour «hisser le drapeau tricolore» à l'étranger et, dans le même temps, ils n'hésitent pas à stigmatiser tous les Maghrébins, accusés de tous les maux... apprenant même à leurs enfants sinon à être «racistes», du moins à se moquer de «l'autre», comme cela s'est passé à Sisco en Corse où une petite famille maghrébine prenant son bain de mer discrètement et en retrait (dans une toute petite plage toute minable et auparavant certainement ignorée) a été insultée par des gamins... rapidement rejoints par leurs parents... rapidement rejoints par un maire (Ps) qui a «interdit le burkini» (sic !)... rapidement rejoints par J-P Chevènement, pressenti pour présider la «Fondation de l'Islam de France», qui «conseille» aux musulmans d'être «discrets dans les espaces publics» (re-sic !) : Cela veut-il dire «restez dans vos ghettos et n'emm... pas les autres»... rapidement rejoints par le Premier ministre Valls qui a soutenu les maires interdisant le burkini. L'approche des élections présidentielles fait, décidément, perdre la tête aux gens de gauche... qui se mettent ainsi à jouer la carte du catholicisme de droite, surtout après l'assassinat du père Hamel. Le président Hollande est ainsi allé faire pénitence à Rome auprès d'un Pape qui n'en demandait pas tant.

● Burkini : La presse anglo-saxonne, elle, critique la nouvelle controverse franco-française, après la polémique sur le voile et elle trouve même qu'interdire le burkini est «un acte de fanatisme insensé» (The Telegraph). «Il n'y a absolument aucune preuve que les femmes qui portent des burkinis soient liées de quelque manière que ce soit au terrorisme, et il n'y a aucune raison de penser que les interdire pourrait aider à contrecarrer les violents islamistes français», argumente Juliet Samuel. Les maires qui interdisent le burkini, estime-t-elle, «oublient l'une des valeurs les plus importantes d'une société libre : nous n'avons pas tous à croire à la même chose pour vivre ensemble». Et de conclure : «Les vrais ennemis de la liberté ne sont pas les porteuses de burkini, mais les politiciens qui veulent les interdire.»

Une chroniqueuse du Guardian prend la «défense du burkini». Remona Aly entend «défier l'idiote et liste avec humour «cinq raisons» de le porter »et pas seulement pour embêter les Français». D'abord, porter un burkini permet de «dancer une frénésie médiatique», cela fait «faire des économies de crème solaire», cela conduit à «diversifier le mouvement de libération des femmes». Enfin, cela «souligne le ridicule» - difficile de dissimuler une bombe dans une combinaison de bain mouillante, relève-t-elle - et, surtout, on peut ainsi «célebrer la liberté».

La BBC aussi ironise, photo à l'appui. «Les autorités devront faire la distinction entre les nageurs en burkini et ceux en combinaison de plongée», tant les deux tenues peuvent se ressembler.

«La France désigne la dernière menace en date pour sa sécurité : le burkini», titre en une le New York Times, avec une pointe d'ironie. «L'insistance de la France à tenir les tenues religieuses hors de la vie publique peut parfois paraître étrange aux étrangers», écrit le correspondant du journal américain depuis Paris, avant de donner deux contre-exemples.

«Aux Jeux olympiques de Rio de Janeiro, plusieurs femmes musulmanes ont concouru dans des tenues de sport qui couvraient leurs cheveux et leur cou.» Et «des maillots de bain couvrant le visage ont été repérés en Chine et dans d'autres endroits par des baigneurs soucieux de ne pas trop prendre le soleil.»

Précision : j'adore le bikini (qui, en son temps, comme la mini-jupe, avait soulevé l'ire des bien pensants religieux de France et de Navarre : Cf le film «Un gendarme à Saint Tropez» suite à l'apparition du monokini et du naturisme) et le burkini n'est pas plus gênant qu'un maillot «une pièce»... tant qu'il estseyant.... En fait, toute cette histoire de burkini ne (dé) montre rien et cache l'essentiel : le peur et la haine des «autres». «Une absurdité (bien) française ne pouvant être l'œuvre que d'esprits tordus», écrit la presse anglo-saxonne, choquée.

A Suivre

TÉBESSA

Les prix des moutons, principal sujet de discussion

Ali Chabana

Le marché à bestiaux sera-t-il plus clément en cet Aid El Adha 2016 ? Telle est la question que se posent beaucoup de citoyens. Selon les premières informations recueillies ça et là, d'ailleurs souvent contradictoires, sur la nature des prix du mouton du sacrifice rituel et ce, à quelques jours de la fête, certains évoquent une baisse substantielle au marché de Bir Mokkadem, l'un des marchés à bestiaux les plus importants de la wilaya de Tébessa, sis dans une région réputée pour son élevage ovin et destination privilégiée des maquignons et d'une clientèle venant de plusieurs villes de l'Est du pays, Constantine, Sétif, Skikda ou encore Annaba. Donc d'après les habitués de cet espace commercial hebdomadaire, les prix sont plutôt à la baisse, un fléchissement paraît-il de 20% et plus, par rapport aux prix pratiqués l'année précédente. Cette baisse est expliquée, d'après les connaisseurs, par les effets dévastateurs de la sécheresse, qui pousse les éleveurs à

vendre une partie de leur cheptel, à cause de la cherté des fourrages, un quintal d'avoine est proposé par des marchands spéculateurs à 2.800 DA et une meule de foin à 400 DA. Ainsi les éleveurs de Cheria, Bir El Ater et El Oglia doivent débourser plus pour acquérir les fourrages. Aussi, à Cheria, autre fief de moutons, là on a aussi relevé une certaine baisse, des moutons au prix moyen compris entre 22 et 35 mille DA pour une bête de 2 ans, une brebis à moins de 25 mille DA. Cependant, cela s'explique également par la forte concurrence de maquignons venus des wilayas limitrophes. Ainsi et surtout pour les revenus occasionnels, cet effondrement soutenu du marché ne les arrange pas du tout. La question qui taraude l'esprit de certains chefs de famille soucieux d'acheter le mouton de l'Aïd à un prix raisonnable est de savoir si l'actuel prix sera le même à une semaine de l'événement. Les dernières pluies feront elles booster les prix vers le haut ? D'autre source au fait des marchés à bestiaux disent le contraire, que le mouton ne cède pas et maintient son prix de

l'année écoulée, autrement dit à une valeur bien au-dessus du pouvoir d'achat des moyennes bourses. Pour le moment, l'on a constaté le peu d'engouement sur les marchés à bestiaux souvent caractérisés par l'anarchie, la rumeur fait le reste. Autrefois, c'étaient les maladies transmissibles affectant les bêtes qui faisaient chuter les prix. Et si certains continuent de faire confiance au cousin du douar pour leur dénicher un mouton le moins cher possible, d'autres attendent le dernier moment pour se décider. A noter que les services de sécurité veillent au grain, concernant les cas de vol de bétail, qui par hasard florissaient en cette période d'Aïd el Adha, la race ovine fait aussi l'objet de contrebande auprès de réseaux de trafiquants sévissant de part et d'autre des frontières. Qu'il baisse ou non, le mouton de l'Aïd demeure toujours bien au-dessus des ressources financières de la plupart des foyers algériens, peut-être que la charité et le bon cœur de certains, en pareille occasion, viennent combler cette lacune, à travers un élan de solidarité, à l'endroit des plus diminués.

GUELMA

La rentrée scolaire par les chiffres

Menani Mohammed

La rentrée scolaire qui s'est déroulée hier, a concerné 116 668 élèves qui ont repris ainsi le chemin de leurs établissements respectifs, dont 10 586 du palier primaire qui vont accéder pour la première fois aux bancs des classes préparatoires. La carte scolaire de la wilaya de Guelma compte 280 écoles, 86 collèges et 39 lycées, encadrés par 2 614 instituteurs, 2 267 PEM et 1 752 PES. Au volet infrasstructurel, le secteur éducatif a été renforcé

récemment par la mise en service d'un nouveau lycée, de 3 CEM et 4 groupes scolaires. On sait que les autorités locales étaient pleinement mobilisées dans un suivi permanent des travaux de réalisation de ces 8 ouvrages, en harcelant les opérateurs sur le terrain afin de parfaire les exécutions et être au rendez-vous de cette rentrée scolaire. Le secteur dispose aussi de 230 cantines implantées sur le territoire de la wilaya et dans le palier moyen, 56 établissements opèrent au régime de la demi-pension. Pour la prime de scolarité main-

tenue à 3 000 DA, les pouvoirs publics avaient mobilisé une enveloppe financière de l'ordre de 171 millions de dinars destinés à 57 000 élèves nécessiteux et les intendants ont déjà entamé la procédure de distribution de cette indemnité aux parents. Par ailleurs, l'on relève que la solidarité nationale s'est manifestée du côté de la direction de l'action sociale de la wilaya, qui a mis en branle son dispositif de soutien en procédant à la distribution de près de 29 000 trousseaux scolaires aux familles nécessiteuses recensées dans la wilaya.

Un mineur auteur d'un crime arrêté

Un mineur âgé de 15 ans a été arrêté pour meurtre commis contre un jeune de 20 ans à la commune de Djeballah Khemissi (15 km au nord-est de Guelma), a-t-on appris samedi auprès de la cellule de l'information et de la communication du groupement territorial de la gendarmerie nationale de la wilaya de Guelma. Suite à

des informations parvenues du service des urgences de l'établissement hospitalier de Boumaha Ahmed soulignant l'admission, dans la nuit de jeudi à vendredi, d'un jeune homme qui a succombé à des blessures, la brigade de la gendarmerie nationale de Beni Mezline a déclenché une enquête, a précisé la même source. Les investi-

gations ont permis d'identifier et d'arrêter le mis en cause, a-t-on ajouté indiquant que l'adolescent arrêté a déclaré qu'une alternation s'est déclenchée entre lui et la victime et qu'il lui avait asséné, avec une pierre, un coup sur la tête. Le mis en cause sera prochainement présenté devant le procureur de la République, a-t-on conclu.

BLIDA

Une rentrée sous haute surveillance

Tahar Mansour

Finalement et après bien des péripéties liées aussi bien au scandale du baccalauréat 2016 qu'au Ramadhan ayant précipité la date de départ en vacances ou aux différentes sorties des uns et des autres, concernant l'école algérienne, les élèves ont repris hier le chemin des classes. Tôt le matin, un branlebas de combat était perceptible dans toutes les maisons où il y a des enfants, les mères s'occupant des derniers préparatifs et les pères se mettent sur leur trente-et-un pour accompagner les tout-petits à leurs premiers cours. Dès sept heures du matin, les rues grouillent de petits groupes d'enfants, habillés de couleurs chatoyantes, les cheveux des filles bien coiffés et les yeux radieux de ceux qui vont apprendre et réussir. Ils sont plus de 278 000 élèves des trois paliers à avoir repris le chemin de l'école hier dimanche, dont plus de 10 000 pour les classes préparatoires,

alentours des établissements scolaires sont de mise alors que la présence de gendarmes dans toutes les régions se fait remarquer. Même les commandants des compagnies et les chefs des brigades de la gendarmerie nationale réparties à travers le territoire de la wilaya de Blida sont de la partie. C'est le même topo pour les services de police qui ont investi les rues et ruelles près des écoles, empêchant les stationnements anarchiques, les vendeurs et autres énergumènes à altérer l'ambiance de joie chez les enfants. Quant au wali de Blida, M. Abdellakher Boughazghi, il a donné le coup d'envoi de la nouvelle année scolaire à partir du CEM Abdelkader Yousfi, en compagnie des autorités civiles et militaires. Tout le monde attend les nouveautés introduites dans les manuels scolaires et, surtout, la nouvelle mouture du baccalauréat, en espérant ne plus entendre parler de fraudes et de sujets qui se baladent à travers les réseaux sociaux.

BOUIRA

Des trousseaux pour 34.021 écoliers nécessiteux

Selon un rapport établi par les services de la direction de l'action sociale (DAS) de la wilaya de Bouira, pour cette rentrée scolaire, il a été décidé suite à un recensement, de la distribution de pas moins de 34.021 trousseaux scolaires, au profit des écoliers issus de familles démunies. Les services de la DAS, de la wilaya et des APC ont contribué financièrement à l'achat de ces trousseaux scolaires, dont le montant revient à 45 millions de DA. 08 millions DA ont été puisés du budget de la wilaya, 29 millions DA des APC et 08 millions DA de la DAS. Le rapport de la DAS fait référence également, à l'achat de kits vestimentaires au profit de 900 écoliers âgés entre 06 et 16 ans, à la faveur d'une action de solidarité initiée par la DAS. De même que l'attribution prochaine de 65.000 primes scolaires évaluées à 3 000 DA chacune, dans la wilaya de Bouira, selon les services de la direction de l'éducation et de la DAS.

Renforcement de la sécurité

Un plan de sécurité des écoliers et des établissements scolaires dans la wilaya de Bouira vient d'être mis en place, et sera maintenu pendant toute l'année scolaire, selon les services de la police. Ces derniers ont précisé que sur instruction du chef de sûreté de la wilaya de Bouira, une série de mesures préventives ont été prises et visent à sécuriser tous les établissements scolaires, à l'occasion de la rentrée scolaire. Selon ces services, un plan de renforcement de la sécurité a été mis en place, afin de sécuriser tous les structures de l'éducation, et tous les itinéraires qui conduisent vers ces établissements. De la sorte, les mouvements de la circulation routière qui représentent un danger pour les écoliers seront concernés par ces mesures qui contiennent des recommandations pratiques, à savoir par exemple, l'obligation de donner la priorité de passage aux écoliers.

Farid Haddouche

MSILA

Le corps sans vie d'un jeune repêché d'un oued

Le corps sans vie d'un jeune mort par noyade dans une cuve, au village Marbaâ relevant de la commune de Magra (Msila), a été repêché, a-t-on appris jeudi auprès des services de la Protection civile de wilaya.

La victime âgée de 15 ans a été surprise par les eaux de

l'oued Mrabaâ où elle démontrait une pompe à eau installée dans une cuve située au lit de cet oued, a-t-on précisé. La dépouille mortelle a été transférée à la clinique de Magra, ont encore détaillé les mêmes sources. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de cet accident.

BEJAIA

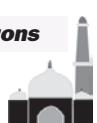
Le cinéma revient

«Kendil el Bahr» (la femme méduse), co-signé en 2016 par Damien Ounouri et Adila Bendimerad, a ouvert avec «punch», samedi soir, à la cinémathèque de Bejaia, la 14ème édition des rencontres cinématographiques de Bejaia. L'œuvre, présentée déjà en compétition à l'occasion de la 48ème quinzaine des réalisations de Cannes (France) a accroché en effet par son audace, célébrant la sensualité féminine, son originalité, mêlant la mythologie au fantasque, et ses prouesses techniques. L'essentiel de son déroulement étant réalisé dans ou sous l'eau. Un film singulier, difficile à catégoriser tant ses facettes sont multiples, empruntant tantôt aux «revenge movies», tantôt aux «comédies sentimentales» et souvent à un «odieux drame» dont la conjonction l'a assurément magnifié. «Kendil el Bahr» déroule l'histoire d'une mère-épouse, «Nefissa», débordante de sensualité et de vie, qui par un jour de plage, se retrouve malencontreusement nez à nez avec un groupe de baigneurs qui la prend à partie, la violente puis la tue en la noyant sous le regard fermé de tous les estivants. Son crime : avoir nagé loin du rivage et dans une tenue jugée aguichante, donc immorale. Le film propulse droit dans la violence faite aux femmes et l'expose violentement, en annihilant la frontière qui unit le réel au fictif. La vague à la contre vague. Le fait divers est là, têtu, planté dans toute son acuité, et révélant une violence sociale antique, qui fait que «la femme n'est pas seulement une victime, mais aussi un bouc émissaire», fera valoir un cinéaste participant au débat autour du film, dénonçant les archaïsmes des sociétés patriarcales. «Nefissa», pour autant, ne meurt pas vraiment. Elle ressuscite sous la forme d'un monstre de mer, qui en guise de revanche, sème la peur et la mort, sans jamais se rassasier. Un animal mythologique, sans distinction connue. «Nous avons juste voulu continuer l'histoire au-delà de la mort», a expliqué Adila Bendimerad, qui avoue s'être employée seulement à raconter une histoire, sans référence à des légendes ou des mythes populaires. «Le film a manqué d'ambition dans son contenu. Il a gratté sur la surface des choses», notera un spectateur, qui trouve toutefois, que l'œuvre d'une quarantaine de minutes, est susceptible de muer en long métrage, pour peu qu'il prenne la peine de s'enrichir et de se documenter. Même dans sa forme actuelle, l'œuvre reste digeste et prenante. Sa projection, en 2ème partie de la soirée, a jeté l'ombre sur le film libanais «3 :30» de Hussein Ibrahim, un court métrage de 03 minutes sur les années de braises au Liban. Le débat avait essentiellement tourné autour de la femme méduse et de son corollaire «les violences faites aux femmes».

Horaires des prières pour Alger et ses environs

03 dhout el hidja 1437

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
04h53	12h47	16h23	19h13	20h34



Fermée après le relogement des habitants de la vieille ville

La DAS veut récupérer l'école Bensihamdi

Fermée depuis le relogement des habitants de la vieille ville, l'école primaire Bensihamdi, située au centre-ville, en bas de la rue Ben M'hidi, est convoitée par la direction de l'Action sociale (DAS), qui souhaiterait l'exploiter dans le même créneau éducatif, mais pour les handicapés, bien sûr.

Abdelkrim Zerzouri

La DAS dispose de cinq établissements scolaires pour les handicapés, mais cela reste très insuffisant pour accueillir tous les enfants handicapés et leur assurer une scolarité régulière, nous ont appris des sources de cette direction. Pour cette année, et dans le but d'ouvrir de nouvelles places pédagogiques pour cette catégorie d'élèves aux besoins spécifiques, «il a fallu renforcer au maximum les capacités d'accueil des centres en activité, chose qui a permis d'y installer une centaine d'élèves handicapés.

Mais cela ne suffit toujours pas à absorber la demande importante sur ce registre», signalent encore nos sources. «La liste d'attente des élèves handicapés est assez longue et cela exige l'ouverture de nouvelles classes pour leur offrir une chance de scolarisation comme les autres élèves», relève-t-on.

On parle toujours de la surcharge des classes dans les éta-

blissements scolaires, mais on pense rarement au fait que cela concerne tout autant les élèves handicapés, avec plus d'acuité encore, vu que le secteur bénéficie d'une maigre portion dans les projets initiés dans ce cadre.

Ainsi, la DAS a entrepris toutes les démarches nécessaires pour avoir l'autorisation d'utiliser cette école fermée qui se trouve au centre-ville, un endroit très pratique accessible pour les handicapés. «Pour le moment, nous avons l'accord de la direction de l'Education, mais il nous faut encore accomplir d'autres démarches auprès du ministère de tutelle et des autorités locales, notamment la commune de Constantine», affirment nos sources.

Selon un élu de l'APC de Constantine, «cela ne devrait pas poser de problème, il y a lieu d'introduire une demande à ce propos et l'Assemblée ne manquera pas d'affectionner cette école au profit de la DAS».

Le casse-tête bureaucratique est bien là, presque un obstacle terrifiant. Combien de temps cela va-t-il prendre pour aboutir à cette fina-

lité, l'affection de l'école Bensihamdi au profit de la DAS et l'ouverture de nouvelles classes pour les handicapés inscrits sur les listes d'attente ?

Personne ne peut dire quand cela va-t-il se réaliser, mais cela ne semble pas bloquer les services de la DAS, qui ont engagé toutes les démarches indiquées pour atteindre leur but, avec le souhait d'une contribution de toutes les parties pour faire en sorte que le délai de concrétisation de cette affectation soit raisonnable.

Car, il ne faut pas oublier que l'ouverture de nouvelles classes pour handicapés nécessite du temps et des efforts. «L'ouverture de classes spéciales pour handicapés requiert un personnel spécialisé et des équipements adéquats, et il est indispensable de préparer donc tout cela avant d'appeler les élèves à rejoindre les nouvelles classes», rappellent des cadres de la DAS. D'où l'intérêt de régler, rapidement, les procédures administratives réglementaires.

Prime de scolarité 10.000 nouveaux bénéficiaires portés sur la liste

A. E. A.

La direction de l'éducation de la wilaya de Constantine a appelé les parents d'élèves concernés par la prime de scolarité de 3.000 dinars d'entamer dès le premier jour de cette rentrée scolaire la confection du dossier pour en bénéficier et ce, en considération que le délai de clôture de cette opération a été fixé par la tutelle ministérielle au 30 de ce même mois.

Les parents d'élèves portés sur la liste des bénéficiaires de la prime en question, mais qui n'ont pas encore présenté de dossiers à cet effet avant la fin de l'année scolaire écoulée, peuvent se rapprocher des établissements éducatifs dont ils dépendent avant le 10 de ce mois de

septembre, pour permettre à la tutelle d'entamer les procédures complémentaires à cette opération de solidarité, explique le secrétaire général et directeur par intérim de l'éducation de la wilaya de Constantine, Azzedine Baaziz. Selon ce dernier, le nombre existant actuellement au niveau de la wilaya est de 55.000 bénéficiaires de ladite prime, dont plus de 30.000 dossiers ont eu le quitus des chefs de daïra, contre seulement près de 21.000 à la même période de 2015, soit 10.000 dossiers en plus.

Aussi et selon notre interlocuteur, les parents d'élèves de cette catégorie bénéficiaire du OK de l'administration, soit 30.000, sont invités à se rapprocher le plus tôt possible pour retirer le montant de la prime,

car le dernier délai pour ce faire est fixé à la fin du mois en cours. Tandis que pour les parents d'élèves qui ont droit à cette prime, mais qui pour des conditions particulières et qui leur sont propres n'ont pas présenté les dossiers avant la fin de l'année scolaire 2015, ils sont priés de les ficeler et les remettre avant le 10 septembre en cours aux établissements concernés. A leur tour ces derniers les présenteront à la daïra pour le fameux quitus, qui l'enverra après à la direction de l'éducation qui les retournera aux établissements et toute l'opération doit être bouclée le 30 de ce même mois. «Et je souhaite pour ce qui me concerne que tout soit fait avant cette date», conclura-t-il.

Ibn Ziad

Un homme fauché par une voiture

A. El Abci

Un septuagénaire a été heurté violemment avant-hier par un véhicule sur la route nationale (RN) no 79 près d'Ibn Ziad, lui causant de graves traumatismes sur plusieurs parties du corps. Selon le chef de service «prévention» à la direction de Constantine de la Protection civile, le capitaine Lagraa, D. M., un homme âgé de 75 ans, a été fauché violemment par une voiture vers 19 heures 20 minutes dans

la soirée de samedi dernier, sur la route nationale (RN) no 79, au lieu-dit «Oued Eddafla», dans la commune d'Ibn Ziad. Toutefois et malgré la violence du choc, le septuagénaire s'en est finalement sorti avec la vie sauve, même s'il souffrait de gros traumatismes à la tête, aux bras et aux jambes, notamment. Le chauffard, pour ce qui le concerne, a pris la fuite vers une direction inconnue, abandonnant la victime dans son état sur la chaussée. Après avoir reçu les premiers

secours sur les lieux de l'accident, cette dernière a été évacuée vers la polyclinique de la ville d'Ibn Ziad. Toujours selon la même source de la protection civile, mais dans un chapitre différent, plus tôt dans la journée vers 12 heures 30 minutes, un véhicule de marque «Dacia» a pris feu devant l'hôtel «Arc-en-ciel» de la ville d'El-Khroub. Le dit véhicule a été entièrement carbonisé, cependant que le conducteur qui était abord a réussi à s'en sortir indemne.

Création d'entreprises

Les chiffres de la CNAC et de l'ANSEJ

Selon la déclaration faite hier par M. Ahmed M'cellef, directeur de l'agence de Constantine de la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC), l'investissement des jeunes porteurs de projets dans le secteur de l'agriculture est en nette progression à Constantine et il vient d'atteindre cette année le taux de 6%.

A. Mallem

Et d'expliquer que les jeunes investissent surtout dans la branche d'élevage des vaches reproductrices, «parce que c'est un domaine qui revêt un caractère traditionnel et dont ils possèdent suffisamment de culture pour le maîtriser et pour espérer réussir dans leur projet», a-t-il expliqué. Et en matière d'aboutissement des projets, tous secteurs confondus, dont la CNAC a assuré l'accompagnement, le directeur de wilaya a révélé, sans fournir de chiffres, qu'il y a «beaucoup d'échecs et de déperdition, de dépôt de bilan de ceux qui ont choisi d'investir dans le domaine du transport». Révélant à ce sujet qu'il y a actuellement plus de 250 affaires en justice opposant la caisse aux investisseurs qui ont pris des crédits dans l'intention de réaliser des projets. Des affaires engagées au niveau civil et pénal et portant notamment sur la vente du matériel acheté avec le crédit accordé aux investisseurs et l'utilisation par ces derniers de la ruse pour échapper au règlement des factures des fournisseurs.

Sur un plan général, le directeur de l'agence de Constantine de la CNAC, qui était l'invité de l'émission «Forum» de la radio régionale, qui a repris ses activités, hier, a expliqué que les activités de son organisme se sont beaucoup développées en s'orientant beaucoup plus vers la satisfaction des besoins de la population et de l'économie locale. Et dans le même temps, les prestations se sont améliorées avec l'introduction du système électronique, l'E-administration, dans le traitement des dossiers de demande de crédits avancés par les candidats entrepreneurs. «Nous sommes passés d'une durée de 18 mois à 5 mois dans la durée de traitement et aboutissement d'un dossier et dans notre plan d'action, nous projetons de réduire ce délai à 3 mois seulement», a-t-il dit.

Et d'annoncer encore que les activités de services qui étaient très prisées au début par les investisseurs, tel que le transport qui détenait la part du lion en

2004, ont beaucoup régressé au profit d'activités productives ou de support à la production, telle que l'agriculture qui connaît un essor au niveau de la wilaya, et la sous-traitance au niveau du secteur mécanique. Et en 2012, il y a eu la création de 1.416 entreprises dont 50% étaient orientées vers les services, en 2015, il y a eu un nombre de 338 entreprises créées et orientées toutes vers les activités productives. «Et pour le premier semestre 2016, précise M. M'cellef, il a été créé 153 de ce genre figurant dans notre plan annuel qui prévoit la création de 330 entreprises».

Dans la même matinée d'hier, le directeur de l'antenne ANSEJ de Constantine a organisé une conférence au siège de l'agence pour présenter les résultats réalisés durant l'exercice écoulé et les objectifs de l'exercice qui vient de commencer, en parlant des expériences réussies par les jeunes entrepreneurs. Et dans ce cadre, il a indiqué que, depuis sa création en 1998, l'ANSEJ a financé un nombre de 10.877 dossiers d'investissement dans les quatre principaux secteurs d'activité que sont l'agriculture et la pêche, la construction, les travaux publics et les métiers de l'artisanat, qui représentent plus de 27% du financement global de l'ANSEJ. Et à la fin de 2010, le taux de financement a dépassé 66%. Et de signaler que l'ANSEJ a enregistré une nette régression dans le financement des projets de services qui sont descendus de 70% fin 2011 à 27% seulement au cours des six premiers mois de l'année 2016. Quant aux dossiers financés suivant le niveau de formation des candidats entrepreneurs, il a été enregistré une progression allant de 16% en 2011 à 28% en 2015, pour atteindre finalement 59% des dossiers traités pendant les six premiers mois de l'année 2016.

Ceci seulement pour les diplômés du secteur de la formation professionnelle. Pour ceux de l'université, on a noté également une progression allant de 12% en 2011 à 19% durant les six derniers mois de l'année en cours.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

03 dhou el hidja 1437

El Fedjr 04h40	Dohr 12h33	Assar 16h10	Maghreb 18h59	Icha 20h20
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



L'OPGI traque les mauvais payeurs 35 milliards de créances récupérés

J. Boukraa

L'OPGI a mis en place un plan d'action visant à récupérer ses créances cumulées auprès des mauvais payeurs, à travers le territoire de la wilaya. Après l'instauration de ces mesures, l'OPGI d'Oran a pu récupérer 35 milliards de centimes. Même si l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) préfère régler, à l'amiable, les arriérés de loyers des locataires, notamment via un paiement par tranches, les créances impayées sont, néanmoins, très importantes.

Les créances impayées de l'OPGI d'Oran ont atteint 75 milliards de centimes. Le premier responsable de l'OPGI d'Oran a déclaré, il y a quelques jours que sur les 75 milliards de créances, ses services ont pu recouvrir près de 50%.

L'OPGI accorde toutes les facilités aux locataires pour les inciter à payer les arriérés de loyers, suivant un calendrier et par tranches. Depuis quelques années l'Office de la promotion et de la gestion immobilière (OPGI) a mis en ligne de mire le recouvrement de ses créances, auprès des locataires : un véritable casse-tête pour les responsables de cette institution étatique. Pourtant, l'institution étatique accorde toutes les facilités aux locataires pour payer leurs redevances, à travers les tranches de remboursement, et selon la durée du retard.

Le traitement des dossiers des locataires «mauvais payeurs» se fait suivant un classement établi au préalable par l'Office. Il y a d'abord la catégorie des locataires qui accumulent un retard de 3 mois de créances impayées, d'autres entre 3 et 6 mois et, enfin, ceux dont les dettes dépassent les 6 mois. Pour la première catégorie, des lettres de rappel ont été adressées à tous les locataires les sommant de se rapprocher des différentes agences pour s'acquitter de



leurs redevances. Pour la seconde catégorie, l'OPGI a mis sur pied des équipes de recouvrement dont la mission consiste à empêcher les locataires concernés à dépasser les 6 mois. Pour la dernière catégorie, une dernière mise en demeure leur a été adressée, avant l'intervention de l'huissier de justice et l'entame des procédures d'expulsion. Les mêmes sources affirment que l'opération se poursuit dans le but de renflouer les caisses de l'OPGI, et mettre un terme au laisser-aller et au diktat de certains citoyens qui font des lois en vigueur.

En cas de refus, les citoyens concernés vont subir le même sort, et c'est la justice qui tranchera. Notons que la mission de cette institution consiste à relever un triple défi: suivre de

près la réalisation des différents projets de logements programmés à travers les différentes régions de la wilaya et tout mettre en œuvre pour récupérer les biens illégalement utilisés ou vendus à des tierces personnes.

Dans ce cadre des procédures judiciaires et extra-judiciaires ont été entreprises par la direction de l'Office à l'encontre de ces citoyens, ce qui a décidé la justice à trancher en faveur de l'Office. Des contrats de location ont été annulés. L'Office détient un patrimoine immobilier de 35.267 entre appartements (33.545) et locaux commerciaux (1.772). Pour rappel à Oran, 90% du patrimoine immobilier de l'OPGI est loué. Près de 32.000 logements sociaux sont ainsi proposés à la cession.

Haï El Yasmine Remise des clés à 229 bénéficiaires de logements LPA

K. Assia

Une cérémonie de remise de clés a été organisée, hier, au siège de la wilaya, au profit des bénéficiaires des 229 logements de type promotionnel aidé, situé à Haï Yasmine. Cet événement s'est déroulé en présence du wali d'Oran M. Abdelghani Zaâlène, du directeur de l'Agence foncière M. Mebaraki et des bénéficiaires du programme. En effet, cette tranche fait partie du quota des 350 logements LPA, confiés à l'agence, en 2012, a noté M. Mebaraki, précisant que le reste des logements soit les 121 unités seront livrées, dans un délai de 2 mois une, fois les travaux de VRD achevés. L'agence foncière a bénéficié d'un programme global de

1.980 logements LPA dont 2 tranches de 160 et 70 unités ont déjà été distribuées à Oued Tlèlat, un autre quota de 180 unités a été également réceptionné à Gdyel, a noté le responsable.

En soulignant hier, les directives données, pour activer la cadence des travaux, notre interlocuteur a indiqué qu'un suivi rigoureux de tous les chantiers est effectué afin que les entreprises respectent les délais de réalisation de ce programme. Dans ce registre, on saura que près de 400 unités LPA seront distribuées fin-novembre, début décembre dans les communes de Boutellis et Gdyel. Le reste du programme est en cours de réalisation apprend-on. La wilaya d'Oran a, pour rappel, bénéficié d'un programme de 6.500 loge-

ments de type promotionnel aidé LPA dont 1.400 ont été confiés à l'OPGI. Ce programme a été scindé entre Belgaïd avec 1300 unités réparties entre 8 sites et 100 logements LPA à Ain El Turck. L'Office a, également, bénéficié d'un programme supplémentaire de 300 unités entre Belgaïd (50) unités, Bremfha avec 125 logements LPA et Hassi Mefsoukh avec 125 unités LPA. Le wali d'Oran avait insisté, lors de plusieurs briefings, sur le respect des délais de réalisation et surtout sur l'aménagement d'espaces verts, dans chaque cité.

De nombreux projets d'équipements dont des groupes scolaires, des antennes de l'état civil, des infrastructures sanitaires de proximité etc. doivent être réalisés dans ces sites.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Clébard



blé à chaque passage de badaud qui se dit que, finalement, il n'est pas si loin de cet état et que cela pourrait

parfaitement lui arriver aussi.
Il y a les toutous à mémères. Ceux qui ne conviennent pas à la maisonnée et qui du coup font les chiens de fortune afin de se faire oublier. Ils obéissent à chacune des volontés de la maîtresse de maison. Pourvu que son courroux disparaisse.

Chienne de vie. Le chien. C'est celui pour qui travail, respect des règles sociales, prise en charge de la famille, assister les amis de la famille, des voisins, de l'ensemble de la société deviennent contraintes et corvée. Le chien. C'est celui qui aboie le mécontentement et son contraire.

Si l'homme est si proche du chien, c'est que comme lui il peut être muselé et se rabattre sur sa nature. En même temps, il se trouve des cabots mieux considérés. Et dire que le chien est le meilleur ami de l'homme. Il lui ressemble tellement que le langage humain l'intègre à toutes les expressions nécessaires pour décrire le quotidien de bani kelboune.

Les douze secteurs urbains concernés De nouveaux avaloirs pour parer au problème des inondations

D. B.

Les secteurs urbains de la commune d'Oran viennent d'être instruits pour l'élaboration des fiches techniques inhérentes à la réalisation de nouveaux avaloirs dans les quartiers et cités qui connaissent des problèmes d'inondation ou de stagnation des eaux pluviales.

Selon des sources proches de la commune d'Oran, le maire d'Oran M. Boukhatem a décidé de prendre en main ce dossier pour répondre aux nombreuses doléances des citoyens qui se plaignent, chaque hiver, de ce problème.

A ce titre, nos sources indiquent qu'une enveloppe budgétaire sera accordée à chaque secteur urbain pour la réalisation de nouveaux avaloirs. Ces enveloppes varieront selon les fiches techniques présentées par chaque secteur en fonction de ses besoins. Une première opération a permis la réalisation de nouveaux avaloirs dans le secteur urbain El Amir. Dans ce cadre, la commune d'Oran a débloqué près de 1 milliard de centimes en dinars pour l'installation de nouveaux avaloirs et réhabiliter les anciens, à travers l'ensemble des quartiers du secteur El Amir.

Cette opération sera suivie par la réalisation d'autres avaloirs dans les autres secteurs urbains. D'autre part, et à l'instar de l'année précédente, près de 200 nouveaux avaloirs ont été réceptionnés à travers une dizaine de cités. Les travaux entamés, en début d'été, ont été achevés. Ces nouveaux avaloirs viennent s'ajouter à quelque 200 autres réalisés, au courant de l'été 2015. Nos sources indiquent que la création de nouveaux avaloirs, dans les sites

urbains et notamment dans les nouvelles cités, est une nécessité absolue pour drainer toutes les eaux pluviales et éviter les éventuelles stagnations d'eau qui ne font que ralentir la circulation automobile et créer des désagréments aux citoyens. Les mêmes interlocuteurs signalent que ces avaloirs ont été réalisés dans les quartiers où sont signalées de grandes stagnations des eaux pluviales. Par ailleurs, selon nos sources, la ville qui dispose de 15.000 bouches d'égout pour prévenir les inondations durant les précipitations. Selon notre interlocuteur, le réseau unitaire de la ville doit être renforcé par au moins 45.000 bouches d'égout pour améliorer la «capacité d'accueil» du réseau, durant les averses. Outre les averses, le réseau unitaire du centre-ville est souvent submergé en raison de la remontée des eaux souterraines qui constituent une menace réelle pour les fondations des immeubles réalisés durant la période coloniale.

Le phénomène s'est aggravé, ces derniers mois, au bd Hamou Boulélis (place Garguentah), les rues Larbi Ben M'hidi, Mohamed Khemisti et le bd Emir Abdelkader. La direction des Ressources en eau a réalisé récemment, un drain en vue de dévier le cours de Oued Rouina. Cette conduite souterraine collecte et évacue les eaux souterraines vers un ovoïde qui se trouve juste en-dessous du bd Emir Abdelkader. Le drainage peut être une solution efficace pour contenir et expulser les eaux souterraines. Ce dispositif a déjà fait ces preuves dans le passé à Oran et Alger.

Gendarmerie Dispositif sécuritaire renforcé à l'occasion de l'Aïd

K. Assia

les fermes et lutter contre le phénomène du vol de cheptel. La plupart des vols sont commis dans des zones extra-muros où les malfaiteurs agissent, très tôt et souvent dans des fermes isolées. Ainsi et pour lutter efficacement contre le phénomène, une panoplie de mesures a été prise, notamment avec le recensement des éleveurs, l'instauration d'un plan d'action basé sur des études minutieuses de zones où sont commis ces délits, l'amélioration des enquêtes et le contrôle des abattoirs clandestins. Ces études ont permis de cerner l'évolution de ce fléau et de dégager des solutions adéquates.

Des patrouilles, de nuit comme de jour, seront effectuées par les éléments de la Gendarmerie qui, outre la sécurité des biens et de la population, ont aussi pour mission de réguler la circulation, dans plusieurs axes et surtout de sécuriser le réseau routier. Un numéro vert, le 1055, a été instauré pour venir en aide à la population.

Le dispositif spécial Aid El Adha repose, en effet, sur un déploiement des effectifs, à travers les zones qui relèvent de la compétence de la gendarmerie. Des barrages routiers et des opérations de contrôle sont menés, dans les zones isolées et ce, pour sécuriser

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Chaban Mama, 69 ans, Delmonte

Jebrit Hmida, 90 ans, Canastel

Bensmaïn Houari, 67 ans, Maraval

Rahou Ahmed, 70 ans, Ras El Ain

Horaires des prières pour Oran et ses environs

03 dhou el hidja 1437

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
05h11	13h02	16h39	19h29	20h48



Commission de wilaya des œuvres sociales de l'Education Près de 2.600 retraités dans l'expectative

Sofiane M.

Le retard accusé dans le versement des primes de départ à la retraite et autres prestations par la commission de wilaya des œuvres sociales de l'Education nationale continue de focaliser toutes les discussions des retraités et des travailleurs du secteur à Oran. Ils sont au total plus de 2.600 retraités qui attendent le versement par les œuvres sociales de la prime de départ à la retraite estimée à 25 millions de cts pour chaque retraité. Le président de la commission de wilaya des œuvres sociales, Ghaouti Habib, confie que cette situation est due à des «lenteurs administratives pour l'affectation du

budget» tout en assurant que l'argent sera débloqué incessamment.

Le gel des primes et autres prestations des œuvres sociales perdure en réalité depuis plusieurs mois causant ainsi un préjudice pour les travailleurs et leur ayant droit. Ainsi, près de 1.200 enseignants, qui ont valu leur droit à la retraite en 2015, n'ont pas reçu à ce jour leurs primes de départ à la retraite. Les membres de la commission de wilaya se retrouvent face à un dilemme. Ils ont besoin de 27 milliards de cts pour le versement des primes de départ à la retraite de la seule année 2015, alors que le budget 2016 est de seulement 25 milliards de cts. La commission de wilaya devra recourir à des acroba-

ties financières pour satisfaire tous les retraités 2015. Le président de la commission locale des œuvres sociales se veut toutefois rassurant. «L'argent sera prochainement débloqué. La décision d'affectation du budget annuel a été envoyée. La priorité sera accordée aux retraités 2015», précise notre source.

Il importe de noter que ce retard dans le versement des primes et autres prestations par les œuvres sociales de l'Education nationale ne concerne pas seulement la wilaya d'Oran. Près de 200.000 bénéficiaires des œuvres sociales au niveau national sont privés de presque toutes les primes (départ à la retraite, veuvage, décès...) depuis début 2016.

Les travaux seront lancés mercredi

4 milliards pour l'aménagement du pôle urbain de Gdyel

K. Assia

Les travaux d'aménagement du nouveau pôle d'habitat situé à l'est de la commune de Gdyel, seront lancés, mercredi, a annoncé, hier, M. Dadi président de l'APC de Gdyel.

En effet, l'entreprise a été désignée et le chantier sera donc installé cette semaine, de quoi répondre aux doléances des habitants. Les travaux portent sur la viabilisation de tout le site avec l'aménagement des espaces verts, dans ce pôle qui rappelle abrite les cités '1.050' et '1.500' logements sociaux indique-t-on. L'étude du projet a été finalisée et une enveloppe de 4 milliards de centimes a été débloquée, par la wilaya, pour la concrétisation de cette opération, a noté notre interlocuteur. Avec les différentes opérations de relogement de familles, dans le cadre de l'éradication du vieux bâti, l'aménagement de ce nouveau pôle ur-

bain s'avère indispensable pour l'amélioration du cadre de vie des habitants. Ce projet d'utilité publique porte sur la réfection de la voirie la réalisation d'espaces verts et d'aires de jeux ainsi que des groupes scolaires. Cette opération sera suivie dans les tout prochains jours, par d'autres opérations d'aménagement qui toucheront toutes les cités concernées par les relogements, notamment, à Oued Tlélat, Canastel, Boutlelis, Arzew, etc. Les autorités de la wilaya devront débloquer d'autres enveloppes financières pour la prise en charge des travaux. D'autre part, la commune d'El Ayadha, sur le territoire de la commune de Ain El Bya, qui relève de la daïra de Bethioua, a bénéficié d'une enveloppe budgétaire qui s'élève à 04 milliards de centimes, destinée à financer les travaux de réalisation de projets de développement, afin d'améliorer le cadre de vie des citoyens. Le lancement de ces

projets d'utilité publique, devra grandement contribuer à l'offre d'un meilleur cadre de vie et à la réalisation d'un éventail d'espaces et autres ouvrages d'art, destinés, notamment, à l'embellissement du paysage de cette région, qui longe, partiellement, le prestigieux littoral oranais. Signalons que plus de 11.000 familles ont été relogées, depuis janvier 2015, dans des nouveaux pôles urbains. Il s'agit essentiellement de familles résidant dans des bidonvilles ou dans des habitations menaçant ruine. Par ailleurs, une entreprise nationale sera désignée, dans les prochains jours, pour la réalisation des travaux d'aménagement et de VRD, dans les «500 logements» sociaux de Gdyel, ont indiqué des sources de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI d'Oran).

Il s'agit de travaux de viabilisation du site en plus de la réalisation d'aires de jeux et d'espaces verts.

«Réseaux et système de télécommunications avancés»

Prochaine sortie de la 1ère promotion du master de l'institut de télécommunications

L'Institut national des télécommunications et des TIC «Abdelhafid Boussouf» d'Oran célébrera, à la fin du mois en cours, la sortie de la première promotion du master «Réseaux et système de télécommunications avancés», a-t-on appris du directeur de l'établissement, Rachid Nourine. Quelque 32 étudiants (16 filles et 16 garçons) ont suivi cette formation, complémentaire à celle d'ingénieur d'Etat en télécommunications, a-t-il précisé. Ce nouveau master «permettra aux étudiants de postuler à des formations doctorales ici en Algérie ou à l'étranger, en attendant que l'institut puisse ouvrir sa propre formation doctorale, objectif pour lequel le master a été initié», a encore précisé Rachid Nourine.

Pour la nouvelle année 2016-2017, l'institut retiendra 100 nouveaux bacheliers et 10 étudiants étrangers parmi les quelque 1.800 candidats qui ont émis le vœu de rejoindre l'établissement, a indiqué le même responsable, soulignant le vœu de plus en plus grand des nouveaux bacheliers à



Ph.: B. H. Karim

rejoindre l'INTTIC. Par ailleurs, la direction de l'institut s'est fixé, pour l'année 2016/2017, l'objectif d'améliorer ses programmes et de développer des partenariats de recherche avec le secteur socio-é-

économique. La clôture de l'année de formation 2015-2016 a été marquée par la sortie d'une promotion de 122 ingénieurs d'Etat en télécommunication dont 4 étudiants étrangers, rappelle-t-on.

Le coup d'envoi de l'année scolaire donné hier à Canastel L'allocation de scolarité pour 100.000 élèves nécessiteux

J. Boukraa

L'enveloppe financière destinée à la prime de scolarité a déjà été débloquée. Pas moins de 100.000 élèves nécessiteux inscrits dans les différents établissements scolaires de la wilaya d'Oran, bénéficieront, lors de cette rentrée scolaire de l'allocation de scolarité fixée à 3.000 DA, et de la gratuité des manuels scolaires. Selon la direction de l'Education, près de 45.000 primes ont déjà été distribuées. Cette action entre dans le cadre de mesures, initiées par les autorités locales, et visant à aider les familles démunies et leur permettre de scolariser leurs enfants et faire face à la déperdition scolaire, liée dans plusieurs cas, à la pauvreté. Pour le palier primaire de nombreux élèves, notamment les filles des régions montagneuses enclavées, ont été contraints par la force des choses, à quitter les bancs de l'école, car le père, souvent en chômage, est dépourvu des moyens lui permettant de prendre en charge la scolarité de sa progéniture. En 2011, le nombre de bénéficiaires était de 85.000 élèves sur un nombre de 94.000 démunis. Cette situation a poussé les services concernés à ajouter une liste supplémentaire dans l'objectif d'aider les familles à financer les dépenses de la rentrée scolaire. Une commission de wilaya, pour la solidarité scolaire, a été mise en place pour recenser les élèves démunis, non inscrits sur les listes et d'élaborer une liste supplémentaire.

Contrairement aux années précédentes, où beaucoup de lenteurs ont entouré l'opération, le versement de la prime de scolarité de 3.000 DA, en faveur des enfants nécessiteux, devra être achevée, au plus tard, la première semaine de la rentrée scolaire. C'est en tous cas, l'instruction donnée par le ministère de l'Education, aux directions de wilaya.

Signalons que le coup d'envoi de l'année scolaire 2016-2017, qui a vu la rentrée de plus de 339.000 élèves, dans la wilaya d'Oran, a été donné, dimanche, par le wali d'Oran, à la nouvelle école primaire 'Reguig Abdalkader', sise à Haï El-Menzah 2 (ex-Canastel), inaugurée à l'occasion. Cette nouvelle école de

Un important arsenal d'armes blanches saisi Démantèlement d'une bande de malfaiteurs à Yaghmoracène

K. Assia

Agissant sur la base de renseignements transmis grâce au numéro vert le 1055 et faisant état d'un tapage nocturne à hauteur du quartier de Yaghmoracène, les gendarmes des brigades de la compagnie territoriale d'Oran appuyés par ceux de la section de sécurité et d'interven-

tion se sont déplacés sur les lieux où ils ont interpellé sept individus parmi ledit groupe.

Cette opération a permis aux gendarmes de saisir un important arsenal d'armes blanches dont 4 sabres, un couteau, une hache et cinq fumigènes.

Une enquête a été ouverte par les services de la gendarmerie de Yaghmoracène.

AÏN TÉMOUCHENT

Des parents d'élèves réclament la réouverture de la cantine scolaire**Mohamed Bensafi**

Des membres de l'association de parents d'élèves (APE) de l'école primaire «Pierre et Marie Curie» d'Aïn Témouchent, sise sur la sortie sud vers Aghlal, ont à la veille de la rentrée scolaire, interpellé une fois de plus les responsables concernés pour s'impliquer rapidement dans la réouverture de la cantine scolaire de l'établissement, fermée, rappelons-le, après le séisme de décembre 1999, a rapporté notre source.

Depuis, rien n'a été fait pour soulager dans ce domaine les souffrances des malheureux écoliers, et ce,

malgré les innombrables réclamations formulées par l'association, ajoute notre source.

Ils devront être, cette année, quelque 130 élèves qui devront encore se déplacer jusqu'à la cantine de l'école «Taleb Abderahmane», située de l'autre côté du boulevard principal bouillonnant à longueur de journée de véhicules en tous genres, sans compter les deux-roues, pour aller prendre leur repas. Selon notre source encore, les services des administrations concernées n'ont pas encore tranché quant à son confortement ou sa démolition pour être reconstruite de nouveau. Les parents d'élèves

sont désemparés et ne savent plus à quel saint se vouer. Selon une source proche de cet établissement scolaire, c'est le seul point noir en cette rentrée scolaire.

Car, traverser cette large voie de communication urbaine, même accompagnés de surveillants, n'est jamais un exercice de tout repos pour des chérubins qui, à force de se concentrer sur ce qui s'écrit sur le tableau noir, manquent souvent de vigilance à la sortie de leur établissement. Pis encore, un repas froid à donner aux enfants pour le consommer dehors, si cela venait à être proposé, serait loin d'être une solution.

14.500 cartables aux élèves démunis**M. B.**

Le secteur de l'Education de la wilaya d'Aïn Temouchent vient de bénéficier d'une contribution de l'Action sociale, destinée aux élèves issus des familles démunies.

Un don d'un montant de 2,15 milliards de centimes a été alloué par DAS d'Aïn Temouchent, et devrait être réparti sur l'ensemble des établissements scolaires de la wilaya. En effet, 14.000 cartables (contre 8.000, l'année dernière)

devront être distribués grâce au budget du ministère de la Solidarité et seront attribués par la direction de l'Education auxquels s'ajouteront 500 autres cartables sur le budget de la wilaya destinés aux enfants handicapés, scolarisés dans les centres spécialisés.

Jusqu'à ce jour, 8.000 cartables ont été déjà distribués. Le reste sera livré, au fur et à mesure, a ajouté notre source. Notons que quelque 95.500 élèves, pour les 3 paliers, dont 15.000 nouveaux, ont repris,

ce dimanche, le chemin de l'école, à travers l'ensemble de la wilaya d'Aïn Temouchent, au titre de la rentrée scolaire 2016-2017. Pour la circonstance, le coup d'envoi a été, officiellement, donné, ce dimanche 04 septembre, aux alentours de 08h, par le wali, M. Ahmed Hamou Touhami, qui a présidé, au Collège d'enseignement moyen 'Bekhit Hadj' à Aïn Temouchent, une cérémonie annonçant le début des cours pour les 3 paliers (primaire, moyen et secondaire).

MOSTAGANEM**Cinq nouveaux établissements scolaires receptionnés**

Le secteur de l'éducation de la wilaya de Mostaganem s'est renforcé de cinq nouveaux établissements à l'occasion de la rentrée scolaire 2016/2017, a-t-on appris de la direction du secteur.

Ces structures concernent deux groupes scolaires dans les communes de Kheirredine et Achaacha, trois CEM à Hassi Mamèche et Aïn Tédelès, dotés de cantines servant

200 repas chauds/jour. Ces infrastructures permettront d'alléger la tension sur les classes et d'éviter la double vacation et la surcharge.

La directrice de l'éducation Nezha Rouabhi a indiqué à l'APS que vingt nouvelles classes sont réalisées dans le cadre des extensions d'écoles primaires et l'ouverture de 16 cantines scolaires au niveau des établissements de ce palier.

LA MARSA**Séquestration et viol collectif d'une jeune fille****Bencherki Otsmane**

Nous apprenons de source séculaire qu'une jeune fille, âgée de 23 ans, originaire de la ville de Khémis Miliana (wilaya de Ain Deffa) a été, séquestrée et violée par de nombreux individus, à la ville côtière La Marsa... Une région qui était

pourtant longtemps à l'abri des scandales de ce genre, et laquelle est en passe de perdre son statut de région paisible et tranquille. Aussitôt alertés, les policiers de la brigade mobile de la police judiciaire de cette ville se sont déplacés sur les lieux, vers les coups de 6h du matin, de la journée du samedi ; où ils

ont retrouvé, la malheureuse victime, dans un état lamentable, abandonnée par ses ravisseurs en bordure de la route, à l'entrée-est de la ville, après avoir subi un viol collectif. Les pompiers ont évacué la victime vers l'EPSP de La Marsa. Une enquête est en cours pour arrêter les mis en cause de cette agression sexuelle.

EL-BAYADH**La ville subit une grande lessive****Hadj Mostefaoui**

Grande fut la surprise du premier responsable de la wilaya en découvrant, lors d'une brève tournée d'inspection en ville ce jeudi dernier en début de matinée, l'état de délabrement très avancé dans lequel se trouvait le chef-lieu de la wilaya qui s'est transformé en une ville dépotoir. Partout, y compris tout au long du lit de l'oued El-Biodh, des centaines de tonnes d'immondices et de gravats s'amoncellent un peu partout à travers toutes les places et les espaces publics, des décharges publiques sauvages à ciel ouvert au beau milieu des cités de l'ensemble des 25 quartiers, y compris en centre-ville, dégageant des odeurs nauséabondes. Une situation des plus déplorables et des plus indescriptibles qui indique sur l'ampleur phénoménale de l'incivisme des citoyens qui prévaut, le laisser-aller et l'indifférence des élus locaux concernant le volet de la gestion du cadre de vie urbain de leurs administrés et celui de salubrité publique.

Comme par enchantement, moins d'une heure après, c'est toute l'armada des parcs communaux, appuyée par un régiment mécanisé de travailleurs communaux qui s'est mis à l'œuvre, avec pelles, balais et brouettes en tête, sillonnant l'ensemble des artères et places publiques dans un brouhaha indescriptible, face à des citadins médusés et surpris par ce branle-bas de combat inopiné. Peu de temps après, une dizaine de tracteurs avec remorques, quinze autres pelleteuses et 18 engins de ramassage et compactage des ordures, venus des 12 communes avoisinantes et mobilisés par 04 entreprises publiques et deux autres du secteur privé se sont joints aux travailleurs en milieu de la matinée de ce premier jour de week-end pour renforcer les équipes présentes sur les lieux à cette vaste opération de nettoiement et de lutte contre l'insalubrité publique.

La grosse surprise est venue de cet élan de civisme dont ont fait preuve les résidents de nombreux quartiers et cités de la ville qui ont prêté main-forte aux travailleurs en matière de main puisque jeunes et vieux ont tenu à mettre la main à la pâte dans une ambiance de fête aux côtés des responsables locaux et membres de l'exécutif de la wilaya et ceci pendant toute une journée. Fidèle à ses nobles traditions d'hospitalité et ne dérogeant jamais à la règle, de nombreux foyers ont participé à cette noble action par l'apport d'un copieux déjeuner offert gracieusement aux équipes à l'heure de la pause de midi. Une journée éreintante mais aussi une belle leçon de civisme et de prise de conscience pour ces milliers d'habitants.

TISSEMSILT**Un bébé écrasé par un camion****El-Houari Dilmi**

Terrible drame que celui vécu ce week-end au douar « Sidi-Mansour », dans la daïra de Khemisti, quand un bébé âgé de moins d'une année est mort écrasé par un camion d'une manœuvre accidentelle de son propre père, apprend-on auprès de la protection civile.

En effet, selon les informations recueillies, le père, appartenant à une famille de nomades installée dans la région, s'apprétait à démarrer quand l'enfant a été pris dans les roues du mastodonte, se

tuant sur le coup. Le corps de la victime a été évacué à la morgue de l'hôpital de Tissemsilt et une enquête a été ouverte par la gendarmerie nationale. A quelques heures d'intervalle, le corps d'une femme de 35 ans, en état de décomposition avancé, a été retrouvé sans vie au fond d'un puits au lieu-dit « Ouled Henni », dans la commune de Bordj Bounââma, selon la protection civile.

Les circonstances de la mort de la jeune femme, nouvellement mariée, restent à élucider par l'enquête en cours de la gendarmerie nationale.

VIVE LA RENTRÉE AVEC DJEZZY,
INTERNET TOUJOURS GRATUIT !



SPEED
2X PLUS
D'INTERNET



COMPOSE *720#



Au salon high-tech IFA de Berlin
La réalité virtuelle devient réelle



Par Marie Julien, Hui Min Neo
de l'AFP

Et pourquoi ne pas regarder un show télé comme si vous étiez dans le public ? Ou visionner vos vidéos de vacances comme si vous y étiez encore ? Les champs du possible de la réalité virtuelle prennent forme au salon high tech IFA de Berlin. Quasiment pas un seul stand de cet immense rassemblement de l'électronique grand public, ouvert jusqu'à mercredi, sans un casque massif et opaque à mettre sur son nez.

Là un adolescent gesticulant, visiblement à la chasse de méchants que lui seul peut voir, là une personne le nez en l'air pour regarder le ciel d'une vidéo 3D. Les attractions des montagnes russes sont ce qui marche le mieux pour vivre pleinement une première expérience de réalité virtuelle, estime Daniil Shcherbakov, du fabricant russe de casques et applications de réalité virtuelle Fibrum. L'impression de chuter à toute vitesse sans que ses pieds ne quittent le sol. «C'est une véritable expérience en live», met en avant André Gröger, porte-parole du Fraunhofer Heinrich Hertz Institute. L'institut de recherche allemand montre à l'IFA à quoi ressemble une expérience télévisuelle en 3D, permettant ainsi de voir ce qu'une équipe télé est en train de faire pendant le tournage d'une émission par exemple. «Vous pouvez aussi sentir la clameur d'un stade lors d'un match», assure M. Gröger. Pour Franz Troppen-

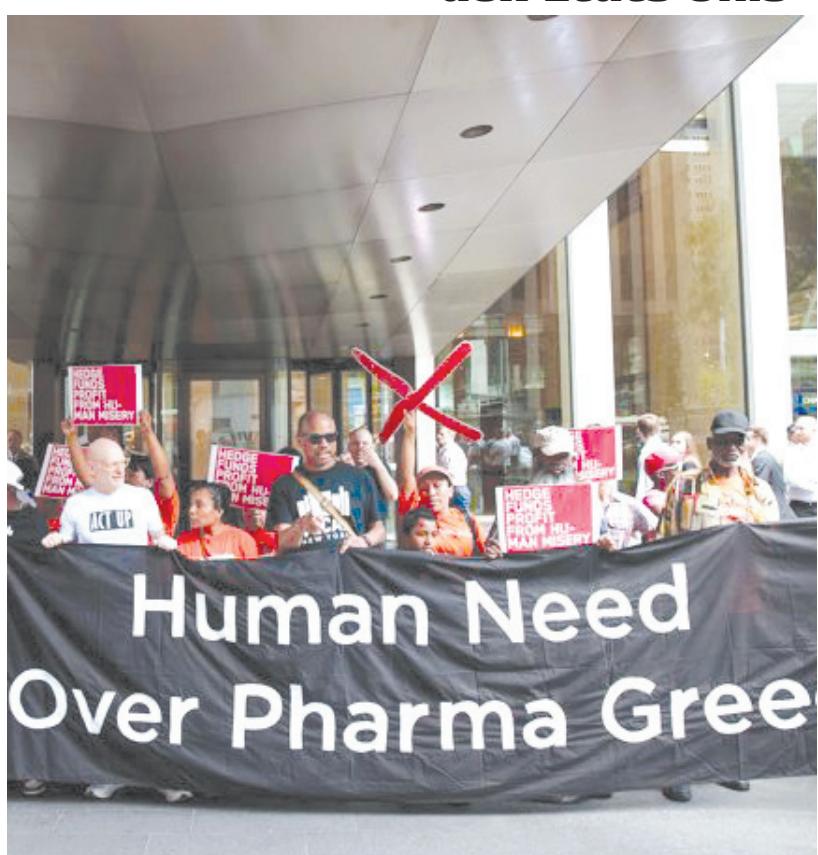
hagen, responsable produits chez le spécialiste allemand de l'optique Zeiss, 2016 est l'année de la réalité virtuelle, «parce que les gens sont maintenant en train de voir les avantages qu'il y a». En atteste la popularisation des caméras 360° comme les Insta360 du chinois Arashi Vision, qui permettent de filmer tout autour de soi et ensuite de visionner cette vidéo en 3D avec le casque adapté. Ou encore La multiplication des casques de réalité virtuelle, bien au-delà des plus connus Samsung Gear VR ou Oculus Rift, dans lesquels on insère son smartphone, avec des prix pouvant être de moins de 100 euros. Peut-être par manque d'un champ d'applications suffisant, le marché de la réalité augmentée, où ce que l'on voit pour de vrai est agrémentée d'éléments virtuels, ne fait pas autant parler à l'IFA, et ce malgré le succès mondial du jeu Pokémon Go.

DEUX MONDES DIFFÉRENTS

«Réalité virtuelle (VR) et réalité augmentée (AR) sont deux mondes différents, ils ne sont pas en compétition. Pour l'heure, la réalité virtuelle est encore davantage pour geeks», alors que la réalité augmentée peut commencer avec une simple application permettant d'animer des coloriages par exemple, estime M. Shcherbakov. Si les deux sont «à distinguer clairement», une certaine convergence n'est pourtant pas à exclure «à moyen terme», avec les nouvelles lunettes de

réalité augmentée, comme le HoloLens de Microsoft, autorisant des applications semblables à celles de réalité virtuelle, note Klaus Böhm, directeur au cabinet Deloitte. Mais c'est derrière une vitre que Microsoft se contente encore de montrer HoloLens. La vente des lunettes interactives Google Glass ont elles été suspendues. Pour l'heure, au-delà du matériel différent nécessaire à la réalité virtuelle ou à la réalité augmentée, «les applications se distinguent encore nettement»: la première se concentre beaucoup sur l'univers du jeu et du divertissement, quand la deuxième a déjà des applications techniques dans les entreprises, explique Klaus Böhm. «La réalité augmentée est un marché avec un très fort potentiel mais la technologie n'est pas encore là et les applications manquent, mais cela viendra. Si vous revenez à l'IFA dans cinq ans, vous verrez des applications AR très sympas», promet Franz Troppenhausen. D'ores et déjà, sur le stand de TCL, un homme se positionne au centre d'un cercle blanc au sol, face à un immense écran. Le voilà apparaître dans le décor réel de l'IFA, mais avec des bras bioniques tirant sur des robots. Le fabricant chinois de téléviseurs a choisi un jeu de réalité augmentée pour illustrer l'avenir des écrans, toujours plus grands et plus précis. «Dans cinq à huit ans, vous regarderez un écran à votre mur et vous ne serez plus capable de dire si c'est la réalité ou un écran», anticipe Marek Maciejewski, le directeur du développement.

Le prix d'un stylo-injecteur fait scandale aux Etats-Unis



L'explosion du coût de l'EpiPen, 608 dolars la paire d'injecteurs contre les réactions allergiques graves, choque l'Amérique.

Chez certaines personnes, la réaction allergique est si violente qu'elle nécessite l'injection immédiate d'adrénaline pour sauver leur vie en évitant un choc anaphylactique. Ces dispositifs d'urgence se présentent souvent sous la forme de stylos pré-remplis, que les patients à risque et certaines collectivités gardent en permanence à disposition.

Leader sur le marché américain, l'EpiPen du laboratoire Mylan est au cœur d'une mobilisation publique rare pour dénoncer la hausse faramineuse de son prix ces dernières années: vendu une centaine de dollars en 2008, il est désormais proposé à 608 dollars.

Le mécontentement courait depuis des mois. Mais la vague de colère a enflé au début de l'été à l'initiative de parents excédés de ne pouvoir payer le traitement pouvant sauver la vie de leur enfant. Deux pétitions en ligne sont alors lancées: l'une conduit à l'envoi automatique de 150.000 lettres de plainte au Congrès, l'autre, forte de 700.000 signatures, a été déposée mercredi au siège de Mylan par l'association de consommateurs Public Citizen.

Iran
Assoiffés, les pistachiers se meurent

Par Eric Randolph
de l'AFP

«qanats» qui transportaient l'eau des réserves souterraines jusqu'à la surface.

Dans un village fantôme du sud de l'Iran, des machines agricoles rouillées et des maisons en ruine côtoient des champs de pistachiers asséchés et blanchis par le soleil. Logements et cultures ont été abandonnés il y a une dizaine d'années par les paysans, qui ont longtemps vécu de la culture de la pistache, deuxième produit d'exportation de l'Iran après le pétrole. Mais cette richesse s'est en partie évaporée, au fur et à mesure que les réserves souterraines d'eau s'asséchaient dans la province de Kerman, capitale de la pistache. La faute à des années de sécheresse mais aussi d'agriculture intensive peu régulée. «Les plantations sont en train de disparaître», se désole Hassan Ali Firouzabadi, qui habite dans la localité voisine d'Izadabad à quelques kilomètres. Et les habitants «sont partis en ville pour devenir ouvriers ou chauffeurs de taxi. Dans dix ans, il ne restera plus personne». Dans son verger, certains pistachiers datent du XVIIe siècle, mais leurs feuilles tournent au jaune à cause de l'eau salée utilisée pour leur irrigation. «Lorsque j'étais enfant, les puits avaient une profondeur de six à dix mètres, mais aujourd'hui il faut aller chercher l'eau à 150 mètres sous terre, et elle souvent salée», témoigne le paysan. L'épuisement des réserves souterraines s'explique en partie par le creusement de plus de 300.000 puits illégaux, sur les 750.000 que compte le pays.

Pour lutter contre cette surexploitation, le gouvernement a adopté un vaste programme d'interdiction de ces puits mais aussi de modernisation du système d'irrigation avec des aides directes aux paysans pouvant couvrir jusqu'à 80% de leurs coûts. Mais cet argent n'est pas disponible pour aider tous les agriculteurs en même temps. L'ONU qualifie désormais l'Iran de pays en état de «pénurie d'eau». Dans deux-tiers des provinces, les réserves hydrauliques disponibles annuellement par personne ont chuté de 7.000 m3 il y a 60 ans à 1.000 m3 aujourd'hui.

Durant des siècles, l'Iran a exploité l'un des systèmes d'irrigation les plus sophistiqués au monde: un réseau de canaux souterrains appelés

UNE CATASTROPHE
 Mais avec la réforme agraire menée il y a une cinquantaine d'années, les pompes électriques ont fait leur apparition sans qu'une politique d'irrigation globale ne soit mise en place. Puis, à la suite de la révolution islamique de 1979, peu d'attention a été accordée à la préservation de l'eau. «Nous perdons petit à petit l'illusion que le pays a des ressources hydrauliques illimitées», relève Mohsen Nasseri, du Bureau national du changement climatique à Téhéran. Selon lui, le gouvernement a enfin pris conscience de la gravité de la situation et cherche à mettre en place une politique pour protéger les nappes souterraines. «C'est tard, mais c'est enfin arrivé», soutient-il, en référence aux aides accordées par le gouvernement pour moderniser le système d'irrigation traditionnel. Certains agriculteurs n'ont pas attendu l'intervention de l'Etat pour prendre les choses en main. La plantation de Farhad Sharif ressemble ainsi à une oasis dans un environnement de plus en plus désertique. Il y a huit ans, ce cultivateur s'est endetté pour mettre en place un système d'irrigation moderne de goutte-à-goutte pour économiser l'eau. «Nos arbres sont en meilleure santé et notre production en hausse alors que nous utilisons 70% d'eau en moins», se félicite M. Sharif.

Sa famille limite strictement la taille de la plantation pour protéger les nappes souterraines afin qu'elles puissent se reconstituer. «Tout le monde devrait le faire», dit-il, conscient toutefois des difficultés financières que cela engendre. «La crise est plus grave que ne le réalisent les gens. Ce qui se passe ici est une catastrophe», alerte M. Sharif.

La province de Kerman perd tous les ans 20.000 hectares de ses plantations de pistaches, selon une étude menée par la Chambre de commerce iranienne. Et, avec 250.000 tonnes par an, la République islamique a désormais abandonné sa place de premier producteur mondial au détriment des Etats-Unis, qui ont développé ces dernières années leurs plantations de pistachiers.



Afghanistan

35 morts dans une collision entre un autocar et un camion

Au moins 35 personnes ont été tuées dimanche lorsqu'un autocar est entré en collision avec un camion-citerne dans la province de Zabul, dans le sud de l'Afghanistan, avant de s'enflammer, ont annoncé les autorités. «L'autocar effectuait la liaison entre Kandahar et Kaboul lorsqu'il est entré en collision avec un camion-citerne. Dans l'accident, 35 personnes ont été tuées et plus de 20 blessées», a déclaré à l'AFP le gouverneur de la province, Bismillah Afghanmal.

La collision a provoqué un incendie et le nombre des victimes, y compris des femmes et des enfants, ont été tellement brûlées qu'elles sont méconnaissables, a-t-il ajouté. Selon Ghulam Jilani Farahi, chef adjoint de la police de Zabul, certains blessés ont été hospitalisés à Qalat, chef-lieu de la province de même que dans la province voisine de Kandahar. L'autoroute qui relie Kandahar à Kaboul passe dans des zones connues pour être la proie de troubles alors que la province de Zabul est l'une des régions les plus affectées par l'insurrection talibane. Les chauffeurs y conduisent à toute vitesse pour éviter tout contact avec les talibans.

Les routes afghanes sont en outre très dangereuses du fait de leur état de dégradation et le code de la route n'est guère respecté dans le pays. Les véhicules eux-mêmes sont pour beaucoup vétustes, ce qui signifie que les accidents font souvent



de nombreuses victimes. En mai, au moins 73 personnes avaient été tuées dans une collision entre deux autocars et un camion-citerne dans la province orientale de Ghazni. En avril 2013, 45 personnes étaient mortes dans la collision d'un bus avec un camion-citerne dans le sud de la province de Kandahar. En novembre 2015, la Banque mondiale a débloqué 250 millions de dollars pour améliorer l'état des routes traversant les montagnes de l'Hindou Kouch, des axes particulièrement importants pour le commerce et qui sont souvent bloqués par la neige pendant l'hiver.

L'Afghanistan subit les assauts réguliers et meurtriers des talibans et d'autres groupes insurgés depuis le retrait de la majorité des forces internationales fin 2014. Les forces afghanes soutenues par l'armée américaine tentent de repousser les insurgés islamistes qui s'approchent de Lashkar Gah, capitale de la province du Helmand (sud), haut lieu du pavot.

Les talibans se rapprochent d'une autre capitale provinciale, Kunduz, nœud stratégique dans le nord du pays qu'ils avaient brièvement conquis il y a un an, leur principale victoire depuis 2001.

Côte d'Ivoire

On détruit les plantations de cacao pour chercher de l'or

Par Christophe Koffi de l'AFP

« Il ne pleut plus depuis cinq ans et le cacao ne rapporte plus », peste Ferdinand Konan Yao, chapeau de cow-boy sur la tête: comme de nombreux autres paysans du centre ivoirien, il est devenu orpailleur, tranchant sa machette contre une pioche, afin de travailler dans les vastes plantations de cacao transformées en mines d'or clandestines. Venus de pays voisins - Mali, Burkina, Guinée -, des chercheurs d'or ont fait leur apparition sur plus de 300 kilomètres à la ronde, dans la région du Nzi-Comoé, exploitant illégalement le métal jaune dans des dizaines de mines artisanales.

Ces exploitants étrangers ont entraîné dans leur sillage des milliers de planteurs de cette région, qui fut à l'origine du premier «miracle économique» ivoirien des années 1970, tiré par le cacao dont la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial.

Chaque matin, par petits groupes, munis de pioches, de pelles et de houes, les «orpailleurs-paysans» s'engouffrent dans la savane arborée, à la recherche du «Sika rouge» (l'or en langue baoulé, une ethnie majoritaire en Côte d'Ivoire).

Ici, de larges tranchées creusées au milieu des plantations, là, des arbres déracinés au fond d'un cratère: l'orpailage illicite a remplacé les travaux champêtres, mobilisant tous les bras valides de cette ancienne «boucle du cacao». A Booré, un gros village de 2.000 habitants de la région de Dimbokro (centre), Octave Kouamé Konan, un autre planteur de cacao converti à l'orpailage, ne cache pas son embarras face à la destruction du verger. «Nous sommes contraints: il fallait choisir entre mourir de faim ou nourrir sa famille», lance ce père de cinq enfants assis sur un tronc d'arbre abattu. «Je gagne en une semaine l'équivalent d'une année de récolte de cacao», affirme-t-il.

UN POTENTIEL D'AU MOINS 600 TONNES D'OR

Le changement climatique qui frappe la région est pointé du doigt pour expliquer l'expansion de l'orpailage illégitime: «Les récoltes dans cette riche région agricole sont tributaires de la pluviométrie qui autrefois était abondante» et est aujourd'hui capricieuse, a expliqué à l'AFP Félix Kouassi, directeur départemental de l'agriculture de Bocanda (centre). «Les saisons sont dérégées depuis plusieurs années (...) on attendait en août des pluies pour obtenir une bonne récolte d'ignames et de riz (très con-



sommé), mais il n'y a rien depuis plusieurs semaines», déplore le technicien.

À la fin de la journée de travail, la pépite d'or sera achetée à 20.000 FCFA (environ 31 euros) le gramme par des négociants libanais, burkinabés, maliens et guinéens, le gain étant réparti entre le propriétaire terrien, le détenteur du matériel et le «creuseur» qui travaille sur le terrain.

Alors que le cacao est le premier produit d'exportation, les autorités ivoiriennes ambitionnent de faire de la Côte d'Ivoire - où l'activité minière ne représente que 5% du produit intérieur brut - un pays minier.

La production industrielle d'or en Côte d'Ivoire a enregistré en 2015 une hausse de 15% par rapport à 2014, à 23,5 tonnes contre 20 tonnes en 2014. En constante progression, elle est assurée par cinq exploitations. Au total, le potentiel aurifère de la Côte d'Ivoire est évalué à 600 tonnes à exploiter par les compagnies minières - et peut-être davantage si les recherches d'une dizaine d'autres sociétés s'avèrent fructueuses à l'avenir. Mais cet important potentiel pourrait être menacé par l'orpailage clandestin, dont «l'ampleur est énorme», selon un expert du secteur qui évoque une étude en cours sur le sujet.

Au Ghana voisin, la mine d'Oboassi qui est la plus grande du pays est actuellement fermée à cause des excès de cette activité clandestine, selon les experts.

200 MINES CLANDESTINES FERMÉES

Pour «stopper ce fléau», le gouvernement ivoirien a lancé un programme national pour la rationalisation de l'orpailage (PNRO), qui a abouti à la fermeture de «200 mines d'or clandestines» dans le nord et le centre de la Côte d'Ivoire. Ce programme vise à «sensibiliser les chefs coutumiers et villageois qui voyaient en l'orpailage une source de revenus, mais sans en évaluer les conséquences», a expliqué récemment le ministre ivoirien de l'Industrie et des Mines, Jean-Claude Brou. Face à ces mesures gouvernementales, les industriels miniers du pays ont préconisé la création d'une unité consacrée à la petite production d'or, en mettant en place «des corridors qui respectent les normes environnementales». «Le plus difficile, ce n'est pas la répression, mais c'est de normaliser cette situation», a affirmé à l'AFP le patron de Randgold Resources, société exploitante de la mine d'or de Tongon (la plus importante en Côte d'Ivoire), le Sud-africain Dennis Marc Bristow. Car «en plus de financer les conflits et les guerres, l'orpailage illicite est une activité lucrative qui pourrait servir au blanchiment d'argent», souligne M. Bristow, qui est également porte-parole de l'industrie minière. Les industriels, dont certains travaillent pour des entreprises cotées aux bourses de Londres et de New York, se disent «prêts à apporter (leur) expertise pour l'organisation du secteur», dit-il.

Déçu par le pétrole Le Nigeria renoue avec l'agriculture

Par Joel Olatunde Agoi de l'AFP

Avec ses comptes au plus bas et ses devises étrangères envolées avec la chute du prix du pétrole, le Nigeria n'a plus les moyens d'importer son riz ou son huile de palme et cherche à se sortir de la récession en favorisant le secteur agricole. Autrefois florissant, l'agriculture, a été abandonnée après les premières découvertes d'une immense manne pétrolière au large du Golfe de Guinée à la fin des années 1950.

L'addiction de l'économie nigériane à l'or noir, dont les cours ont aujourd'hui fortement baissé, a ruiné les comptes de l'Etat, qui tire 70% de ses recettes des hydrocarbures. Mercredi, dans un sombre rapport, le Bureau national des statistiques a révélé que le PIB avait décliné de 2,1% au second trimestre (sur un an).

Aujourd'hui le gouvernement nigérien peine à payer ses fonctionnaires et doit trouver d'autres sources de revenus. L'agriculture est sans doute la plus évidente. Avec 84 millions d'hectares de terres arables, qui s'étendent des jungles du sud au désert du Sahel au nord, le Nigeria peut espérer une large production agricole, pour sa population mais aussi pour l'export. Mais le ministère de l'Agriculture estime que le pays le plus peuplé d'Afrique importe chaque année près de 20 milliards de dollars de nourriture.

A cause de l'inflation (17,1% en juillet), un sac de riz de 50 kilos, souvent importé de Thaïlande, se vend désormais 20.000 nairas (63 dollars) contre 8.000 au début de l'année. Les fonctionnaires de l'Etat d'Imo (sud-est) ne travaillent plus que deux jours par semaine et doivent labourer la terre les autres jours de la semaine sur ordre des autorités. Dans les Etats de Benue ou Sokoto (centre et nord), ils quittent leurs bureaux à la mi-journée pour se concentrer sur le travail agricole l'après-midi. Mais, au-delà, transformer l'agriculture de subsistance (qui fait vivre pauvrement 70% de la population) en une agriculture commerciale et industrielle est la priorité.

PATRIOTISME

«Si nous redressons l'agriculture, nous redresserons l'économie», a assuré le vice-président Yemi Osinbajo le mois dernier, alors qu'il lançait un nouveau programme de développement agricole. M. Osinbajo a encouragé les Nigérians à être patriotes et à acheter des produits «Made in Nigeria». Il y a quelques décennies encore, il n'aurait pas été difficile de les convaincre. Dans les années 1960, le Nigeria était le premier exportateur d'huile de palme au monde, devant la Malaisie ou l'Indonésie. Le géant d'Afrique de l'Ouest produisait plus de cacao que son concurrent ivoirien et représentait 18% de la production mondiale de fèves, selon l'Association nigériane de cacao (CAN). Mais désormais, le pays importe son huile de palme de Malaisie et ne produit que 8% du cacao mondial. «Nous devons retourner à la production de cacao», assure le président de la CAN, Sayina Rimam, ajoutant que l'exportation de la précieuse fève pourrait générer les dollars tant convoités. Oluranti Adeboye a quitté son emploi au gouvernement local pour devenir cultivateur à plein temps en 2008. Mais le manque d'électricité pour faire fonctionner son exploitation et les mauvaises routes ne lui permettent pas de rêver en grand. «Je cultive du cacao, du manioc, des bananes plantains, des noix de kola, j'ai aussi des étangs de pisciculture», explique-t-il à l'AFP, montrant du doigt ses 5.000 hectares de terres dans l'Etat d'Ogun. Les pluies torrentielles des derniers jours ont transformé la route en une piste boueuse et glissante. Les ouvriers sèment les graines de cacao en bouteilles et longs imperméables. «Il faut que le gouvernement nous aide en construisant des routes, en fournissant de l'électricité et de l'eau et que le secteur financier nous soutienne» en proposant des taux d'intérêts moins élevés que les 14% actuels, dit M. Adeboye. «Le gouvernement doit mettre tout en oeuvre pour qu'il soit plus facile de faire des affaires».

D'autant que les 170 millions de Nigérians n'attendent pas seulement de produire leur nourriture, ils veulent la transformer sur place. «Si nous voulons vraiment diversifier l'économie et créer de la valeur en dehors des hydrocarbures, alors l'agriculture doit donner naissance à l'industrie», écrit le célèbre éditorialiste du quotidien This Day, Simon Kolawole. Certains n'ont pas attendu. Première fortune d'Afrique, le Nigérien Aliko Dangote a investi dans une usine de concentré de tomate et vient de mettre un milliard de dollars dans une rizière qui devrait commercialiser sa première récolte en décembre. Enfin les Nigérians pourront doublement savourer leur plat national, le riz jollof, sachant qu'il vient de leur propre jardin.

NA Hussein Dey **Bouzidi reprend les choses en mains**

M. Lamine

R evenu de France après une semaine de repos, l'entraîneur du NAHD, Youcef Bouzidi, tente d'éviter à ses joueurs de tomber dans l'inquiétude et la lassitude après le revers subi à domicile devant la JSK et les critiques acerbes qu'ils ont eues de la part de leurs supporters. Car ce qui a été dit à propos de ce match est toujours présent dans les esprits à Hussein-Dey. Un match que les « sang et or » n'auraient jamais dû perdre. Même Bouzidi en a toujours gros sur le cœur après la triste mésaventure vécue avec un groupe de supporters qui lui ont fait porter le chapeau de cette défaite. « Certes,

on a mal joué devant la JSK et on est même passés à côté de la plaque. J'ai déjà dit que je n'ai pas reconnu mon équipe et que le rendement de certains de nos joueurs m'a surpris et déçu. Mais je trouve que je ne mérite pas d'être traité de cette manière agressive après tout ce que j'ai fait pour le NAHD pour qu'il retrouve son standing. Mon bilan avec l'équipe est plus que satisfaisant durant toute cette période de trois années passées au club. Mais cela ne va pas me décourager pour autant. L'heure est à la mobilisation pour préparer notre prochain déplacement à Sidi Bel-Abbès », dira Bouzidi qui a incité ses joueurs à redoubler d'efforts à la reprise des entraînements. Des

ES Mostaganem

Benchenni de retour aux affaires du club

M. Zeggai

En raison de la situation catastrophique ayant prévalu depuis plusieurs années, l'Espérance de Mostaganem est presque retombée dans l'anonymat. Délaissée par les siens, l'Espérance n'attire plus l'attention. Et c'est dommage pour un club ayant participé, par le passé, à l'écriture de l'histoire du football algérien. Pour mettre fin à ce marasme, les autorités locales ont décidé d'intervenir pour contribuer au renouveau de l'ESM en sensibilisant les parties concernées. Cette initiative a trouvé un écho favorable chez les Espérantistes qui espèrent voir leur équipe sortir du gouffre dans lequel elle se trouve depuis belle lurette.

A cet effet, de grands changements ont été opérés au sein de l'ESM. Il y a eu d'abord le retour aux com-

mandes de l'ancien président Charef Benchenni.

Cette nouvelle a été accueillie avec beaucoup de satisfaction par les inconditionnels de l'Espérance. Lors de la dernière assemblée générale élective, Benchenni a été élu à l'unanimité à la tête de l'ESM. Selon une source bien informée, le nouveau président a été reçu récemment par Temmar Abdelwahid, wali de Mostaganem, qui lui a fait part de son soutien indéfectible et s'est dit prêt à apporter sa contribution pour atteindre les objectifs assignés. Charef Benchenni a promis au chef de l'exécutif de donner le meilleur de lui-même pour justifier la confiance placée en lui. Il est clair que les autorités locales ne veulent pas que l'ESM et le WAM revivent le même scénario de l'année dernière lorsque la wilaya a pleinement contribué financière-

AS Khroub

Des problèmes à régler au plus vite

A. Mallem

Selon les informations qui nous parviennent d'El-Khroub, les problèmes avec les joueurs ont commencé avant même le coup d'envoi du championnat. L'information confirmée par l'entraîneur Mohamed Belachter lui-même concerne le non paiement des salaires réclamés par les joueurs.

Cette affaire, qui intervient en pleine préparation d'intersaison, pourrait influer négativement sur leur concentration et sur la préparation du championnat de Ligue 2 dont le coup de starter est prévu vendredi prochain. Les anciens joueurs, dit-on, n'ont reçu aucun sou, autant que les nouveaux d'ailleurs.

La direction leur a donné des chèques de garantie,

mais ils ont affiché des signes d'énerver parce qu'on leur avait promis qu'ils seraient régularisés à partir du 20 août. «Malheureusement, les dirigeants n'ont pu honorer leurs promesses. J'ai peur que le travail et les efforts déployés depuis près d'un mois ne partent en fumée », nous a confié Belachter. Ce dernier estime entre 60 et 70% le travail de préparation accompli jusqu'à présent. «Nous avons joué sept matchs de préparation et nous allons entamer cette semaine la préparation finale.

A mon sens, c'est sur ce plan que l'administration du club doit intervenir pour calmer les joueurs et les persuader de se concentrer sur la première rencontre du championnat que nous al-

lons disputer face au promu, le Widad Boufarik ». Concernant l'infrastructure, l'équipe risque d'être privée de son stade fétiche Abed Hamdani qui avait été fermé après la fin des compétitions de la saison écoulée pour changement de pelouse. « Mais, à l'allure à laquelle vont les travaux, l'entraîneur, non sans une certaine inquiétude, craint que le terrain ne soit pas prêt pour le 9 septembre.

« L'éventualité de recevoir le WAB hors de nos bases, à Ain-Fakroun ou bien à Ain-M'lila par exemple, n'est pas à écarter », a-t-il ajouté.

Pour rappel, depuis le lancement de la préparation, l'ASK utilise pour les entraînements le petit terrain de la cité des 1600 logements, faute de mieux.

USM Bel-Abbès **L'infirmier ne désemplit pas**

Kadiri M.

Deux jours après leur amère défaite à Batna face au CAB dans le temps additionnel, les gars de l'USMBA ont repris le chemin des entraînements sous la houlette du technicien Chérif El Ouazzani. Il faut dire que cette défaite a laissé des traces sur les joueurs, notamment sur le plan moral. Même dans le camp des supporters, le revers enregistré à Batna est resté en travers de la gorge. Pour l'entraîneur, il n'est pas question de baisser les bras. Cette mini-trêve est d'ailleurs tombée à point nommé pour corriger les lacunes et mettre l'accent sur le plan psychologique. Et, afin de tester la forme des joueurs, l'entraîneur a programmé vendredi après-midi un match

MC Alger

Le Doyen tenu de confirmer devant le CAB



Ph. Arch.

M. Lamine

L'équipe du Mouloudia d'Alger ne semble pas encore avoir donné beaucoup de satisfaction à son entraîneur Djamel Menad qui continue toujours à décortiquer les prestations de son team au cours des deux journées de championnat. Il n'a été même pas été satisfait du nul réalisé en déplacement devant la JSK et du rendement de ses joueurs face à l'USMH au 5-Juillet en dépit de la victoire. « A Tizi-Ouzou, mon équipe avait eu beaucoup d'occasions de but mais, faute de placement et de concentration de nos attaquants devant les bois adverses, elles n'ont pas été exploitées.

D'ailleurs, la concurrence pourrait faire rage dans ce compartiment, des attaquants piaffant d'impatience pour prendre place au sein de l'équipe type à l'image de Aouedj, Djemaouine et Karaoui qui veulent que Menad leur donne l'occasion de jouer. Toutefois, ce dernier ne veut en aucune manière mettre

ses joueurs dans la gêne ou leur mettre la pression, sachant que cela risque de déstabiliser l'équipe qui doit rester concentrée sur le championnat. D'ailleurs, Menad a sensiblement diminué la charge de travail, en accordant aussi de l'importance à la récupération à quelques jours seulement du match contre le CAB pour le compte de la troisième journée du championnat. Un rendez-vous réellement appréhendé par l'entraîneur mouloudéen par le fait qu'il va se dérouler sur le terrain de Bologhine où il n'est pas toujours aisné pour le MCA de pratiquer un football de bonne facture. Menad est appelé à trouver les formules de jeu adéquates à ce terrain qui pourrait faire l'affaire de l'adversaire. Toutefois, il sait d'avance que ses joueurs seront dans l'obligation de sortir le grand jeu s'ils veulent battre le CAB qui aura dans ses rangs un certain Babouche qui a passé dix années au sein du Mouloudia d'Alger.

ANNONCES CLASSÉES



■ A vendre très bel Appart F3 - 3ème étage - 3 Pièces - Cuisine - Salle d'eau - Très bien aménagé et très bien situé à Seddikia - ORAN - 0552.86.41.80

■ A vendre Appartement F3 - Désistement - Rez-de-chaussée - Hâï Ennour en face Ardis (ORAN) - Prix 450 M à débattre - Tél : 0542.04.27.33

■ Location F4 - 7ème étage avec Ascenseur à Hâï Yasmine 2 - 3 U/mois + Loue Local 16 m² au centre-ville d'Oran P/ 3.5 U/mois + Local 40 m² à côté l'académie + Loue F3 - F4 à Yasmine 2 (Possibilité 6 mois) - 0799.65.93.99 - 0556.86.64.18

■ A vendre des F3 Promotionalles 2ème et 3ème étage 75 m², fin projet Mars 2015 (Versement 30%) reste crédit bancaire - en face Université Belgaïd + Vds F2, F3, F4 dans une résidence à Belgaïd (Versement 20%) - 0799.65.93.99 - 0556.86.64.18

■ A vendre T3 - T4 à côté Méridien Ht Standing finis 100%. Vue sur mer. 20 U/m² (50% Crédit) + Vente sur plan à Belgaïd T3 - T4 Ht Standing 15 U/m² + Vds sur plan côté hôtel Maghreb Larabi F3 + F4 vue panoramique 15 U/m² - 0799.65.93.99 - 0556.86.64.18

■ Location Apparts : F3 C. SDB Akid Lofti 3ème étage + F3 C. SDB Cité Grande Terre + F3 C. SDB USTO 1500 Logts + RDC de Villa F4 Maraval - Appeler au : 041.82.48.28 ou 0554.14.98.15 - Possibilité de Crédit bancaire

■ Vente sur plan F2 - F3 - F4 - F5 Haut Standing, Résidence El Mass, en face l'université de Belgaïd - Appeler au : 041.82.48.28 ou 0554.14.98.15 - Possibilité de Crédit bancaire

■ Vente sur plan F3 - F4 Haut Standing résidence Jade, vue sur mer, à Belgaïd - Appeler au : 041.82.48.28 ou 0554.14.98.15 - Possibilité de Crédit bancaire

■ Vends Appart de luxe de 103 m² dans une résidence sécurisée H24, quartier calme, bon voisinage, 2 Ch. et Gd balcon ouvert sur cuisine équipée (AVIVA) toute climatisée avec balcon. Vue sur mer et 5 mn de la plage. SDB avec Jacuzzi, au 4ème étage avec Ascenseur à Clairefontaine - Ain Turck - N° 0550.43.82.86

■ Location TLEMEN : Vds F3 transformé en F4 - Sup. 80,5 m² situé au 2^{me} étage Cité 1060 Logts Ima-ma - Refait à neuf - Toutes commodités - Tél : 0551.99.00.66

■ Loue des beaux Apparts F2 et F3 équipés dans la Résidence Cherine, avec toutes commodités (Restaurant - Cafétéria - Hammam - Sauna...) à Paradis-plage - Ain El Turck - Corinne ornaise - Tél : 0777.013.414 - 041.44.59.15

■ A vendre F3 - Acté - Modifiée F2 - Gde Cuisine - Gde SDB - 2 Façades - au 1er étage à Mers El Kébir - ORAN - Tél : 0771.44.98.84 - 0799.94.13.11

■ MARSA BEN M'HIDI ex-PORT-SAY : A louer Appart luxe de standing neuf - Tout équipé face à la plage. F4. Terrasse vue sur la mer. Chambre climatisée - Possibilité garage ferme - Tél : 0668.89.45.92

■ Particulier vend F3 - 82 m² à l'USTO à côté de la polyclinique et de la police en face de la gendarmerie / Loue F3 à El Yasmine, quartier calme et sécurisé H24 - Tél : 0549.71.16.16

■ Akid Lofti (ORAN) : Vends F3 - Acté - Double façade. Bien ensolllé. Sans separation - Conviennent pour : Bureau d'études - Médecin - Crèche - Habitation... 2ème étage Ascenseur - Tél : 0550.16.66.98

■ Loue : F4 côté Wilaya + F1+F3 USTO + F3 Vielle Mosquée + F4+F3 Ain Turck + F1+F2+F3 équipée courte durée Eden-plage + F1 Rue Mous-taganem + Villa 400 m² équipée Bir El Djir - IMMO, LIBERTE - 0774.33.17.00 - 0770.31.70.77

■ Loue : Studio USTO 2 U - F3 Yaghmoracen 3 U - F3 Glycines 2.8 U - Vds : CNEP Maraval 750 - Les HLM 700 U - Sananès 500 U - Villa Ligne "B" P.O. 62. 300 m² - Ligne "G" 260 m² avec 2 locaux P.O. 60 - Tél : 041.21.07.96 - 0555.44.17.2

■ Loue : F2 Cavaignac 3ème (2,6 U) - F4 meublé Larbi Ben'hidi 3ème (6 U) - F6 Larbi Ben'hidi 2ème (7 U) - Villa Canastel (6 U) - Villa El Kerma (4 U) - AG. "ABDALLAH" 041.29.14.59 / 0770.40.87.48

■ A vendre F4 Hâï Zitoune - ORAN 4ème étage + Vends Haouche Avenue de Sidi Chami - Bas-tié - Tél : 0779.38.77.35 - 0551.10.68.94

■ Loue F4 à côté de l'Académie - meublé - ORAN - Tél : 0773.19.43.46

■ Vends F3 Point du Jour + F3 HLM + F3 Sed-dikia - Tél : 0559.08.59.85

■ Vends Appartement F3 - 3ème et dernier étage - Acté - 78 m² - Situé à Djenniene-Meskine (Commune de ZAHANA) à 40 km d'ORAN - Tél : 0773.51.91.11 - 0556.56.88.38

■ Vendre Apparts F3, F4, F5 luxe. Cuisine équipée. Garage. Placard. Chaudière...etc. à Belgaïd. Front de mer. Castors - avec des Locaux commerciaux aux mêmes adresses - 0550.46.18.22 - 0550.66.39.67 - 0790.34.64.76

■ Vente Appart 100 m² F5 - 4ème étage - Acté - Bien aménagé - Situé Cîtes des 104 Logts Bloc A2 N° 7 (En face Manège) SIDI BELABES avec Garage de 38 m² - N° Tél : 0554.37.85.66 - 0559.79.62.44

■ A vendre Appart F5 - 4ème et dernier étage. Sup. 100 m² - Situé à Yaghmoracen à côté Salle des fêtes Chahrazed - Bien aéré - Livret foncier - Acté - Tél : 0778.50.67.46

■ Vends joli Appartement à F4 BOUSFER-Ville - 1er étage d'une Villa bien située construction récente - Tél : 0551.27.65.70 - 0661.20.51.37

■ Loue grand F4 à Aïn Turck (ORAN). RDC. 130 m² avec Jardin clôturé (Pas loin de la Daira) pour 12 mois renouvelable - Endroit calme et sécurisé - Tél : 0661.58.00.52

■ A vendre Appartement à Godyel : F3 - Sup. 68 m² au 1^{er} étage - Acté - à côté les Pompiers, nouveau immeuble - N° Tél : 0555.77.74.66

■ Vends Appart F4 - 100 m² Gambetta - ORAN - Cité Plein Ciel. 3^{me} étage. Refait luxe. Cuis. et SDB équipées. Electroménager. Chaudière. Radiateur. Dble vitrage. Dalle de sol. BA13. LED. Spot...etc. - Tél : 0554.96.18.28

■ Couple sans enfants cherche Location à ORAN ou environs - Tél : 0770.42.47.57

■ A vendre Appart T4 à ORAN Mobilier Tour D côté Canastel. Sup. 180 m², refait luxe. 28^{me} étage, vue panoramique sur ORAN et sur mer avec garage pour 2 voitures au sous-sol - Tél : 0554.96.18.28

■ TLEMEN : Loue Appart F4, Haut de villa, très bien situé Bab Wahran (derrière Société Générale) avec garage - Tél : 0551.88.06.12 - 0771.97.88.96

■ Loue Appartement F3 aménagé en F4 - 3^{me} étage - Libre de suite - Contacter Tél : 0561.92.85.45

■ Vente sur plan F2 - F3 - F4 - F5 Haut Standing, Résidence El Mass, en face l'université de Belgaïd - Appeler au : 041.82.48.28 ou 0554.14.98.15 - Possibilité de Crédit bancaire

■ Vente sur plan F3 - F4 Haut Standing résidence Jade, vue sur mer, à Belgaïd - Appeler au : 041.82.48.28 ou 0554.14.98.15 - Possibilité de Crédit bancaire

■ Vends Villa luxueuse de 200 m² avec toutes les commodités - Acté - à Canastel - ORAN - Prix 1,5 MD Négociable - Tél : 00336.20.84.64.45

■ Part vend T.B. Villa à MISERGHINE Hâï ZABA-NA - R+1 - Acté + Livret foncier - Construction toute neuve - Quartier résidentiel + A vendre T.B. Cafeteria 2 F. - Actée avec Matériel d'origine élaboré. Neuf - Tél : 0552.66.13.93 - 0791.83.23.50

■ Loue Villa 400 m² R+2 Travosier ex-Camp canadien, 2 F, RDC + 2/4 Terrasses + Cour de 100 m² avec Bâche d'eau. Puits avec moteur. Atelier de 120 m². Garage pour 2 Véh. 4 SDB. Chauffage avec chaudière avec Gaz de ville. Force motrice 380 + 220/VHD réalise. Route goudronnée et Clm - P. Ap. visite - Tél : 0771.92.91.60

■ Loue Villa 400 m² R+2 Travosier ex-Camp canadien, 2 F, RDC + 2/4 Terrasses + Cour de 100 m² avec Bâche d'eau. Puits avec moteur. Atelier de 120 m². Garage pour 2 Véh. 4 SDB. Chauffage avec chaudière avec Gaz de ville. Force motrice 380 + 220/VHD réalise. Route goudronnée et Clm - P. Ap. visite - Tél : 0771.92.91.60

■ Loue Villa 400 m² R+2 Travosier ex-Camp canadien, 2 F, RDC + 2/4 Terrasses + Cour de 100 m² avec Bâche d'eau. Puits avec moteur. Atelier de 120 m². Garage pour 2 Véh. 4 SDB. Chauffage avec chaudière avec Gaz de ville. Force motrice 380 + 220/VHD réalise. Route goudronnée et Clm - P. Ap. visite - Tél : 0771.92.91.60

■ Loue Villa 400 m² R+2 Travosier ex-Camp canadien, 2 F, RDC + 2/4 Terrasses + Cour de 100 m² avec Bâche d'eau. Puits avec moteur. Atelier de 120 m². Garage pour 2 Véh. 4 SDB. Chauffage avec chaudière avec Gaz de ville. Force motrice 380 + 220/VHD réalise. Route goudronnée et Clm - P. Ap. visite - Tél : 0771.92.91.60

■ Loue Villa 400 m² R+2 Travosier ex-Camp canadien, 2 F, RDC + 2/4 Terrasses + Cour de 100 m² avec Bâche d'eau. Puits avec moteur. Atelier de 120 m². Garage pour 2 Véh. 4 SDB. Chauffage avec chaudière avec Gaz de ville. Force motrice 380 + 220/VHD réalise. Route goudronnée et Clm - P. Ap. visite - Tél : 0771.92.91.60

■ Loue Villa 400 m² R+2 Travosier ex-Camp canadien, 2 F, RDC + 2/4 Terrasses + Cour de 100 m² avec Bâche d'eau. Puits avec moteur. Atelier de 120 m². Garage pour 2 Véh. 4 SDB. Chauffage avec chaudière avec Gaz de ville. Force motrice 380 + 220/VHD réalise. Route goudronnée et Clm - P. Ap. visite - Tél : 0771.92.91.60

■ Loue Villa 400 m² R+2 Travosier ex-Camp canadien, 2 F, RDC + 2/4 Terrasses + Cour de 100 m² avec Bâche d'eau. Puits avec moteur. Atelier de 120 m². Garage pour 2 Véh. 4 SDB. Chauffage avec chaudière avec Gaz de ville. Force motrice 380 + 220/VHD réalise. Route goudronnée et Clm - P. Ap. visite - Tél : 0771.92.91.60

■ Loue Villa 400 m² R+2 Travosier ex-Camp canadien, 2 F, RDC + 2/4 Terrasses + Cour de 100 m² avec Bâche d'eau. Puits avec moteur. Atelier de 120 m². Garage pour 2 Véh. 4 SDB. Chauffage avec chaudière avec Gaz de ville. Force motrice 380 + 220/VHD réalise. Route goudronnée et Clm - P. Ap. visite - Tél : 0771.92.91.60

■ Loue Villa 400 m² R+2 Travosier ex-Camp canadien, 2 F, RDC + 2/4 Terrasses + Cour de 100 m² avec Bâche d'eau. Puits avec moteur. Atelier de 120 m². Garage pour 2 Véh. 4 SDB. Chauffage avec chaudière avec Gaz de ville. Force motrice 380 + 220/VHD réalise. Route goudronnée et Clm - P. Ap. visite - Tél : 0771.92.91.60

■ Loue Villa 400 m² R+2 Travosier ex-Camp canadien, 2 F, RDC + 2/4 Terrasses + Cour de 100 m² avec Bâche d'eau. Puits avec moteur. Atelier de 120 m². Garage pour 2 Véh. 4 SDB. Chauffage avec chaudière avec Gaz de ville. Force motrice 380 + 220/VHD réalise. Route goudronnée et Clm - P. Ap. visite - Tél : 0771.92.91.60

■ Loue Villa 400 m² R+2 Travosier ex-Camp canadien, 2 F, RDC + 2/4 Terrasses + Cour de 100 m² avec Bâche d'eau. Puits avec moteur. Atelier de 120 m². Garage pour 2 Véh. 4 SDB. Chauffage avec chaudière avec Gaz de ville. Force motrice 380 + 220/VHD réalise. Route goudronnée et Clm - P. Ap. visite - Tél : 0771.92.91.60

■ Loue Villa 400 m² R+2 Travosier ex-Camp canadien, 2 F, RDC + 2/4 Terrasses + Cour de 100 m² avec Bâche d'eau. Puits avec moteur. Atelier de 120 m². Garage pour 2 Véh. 4 SDB. Chauffage avec chaudière avec Gaz de ville. Force motrice 380 + 220/VHD réalise. Route goudronnée et Clm - P. Ap. visite - Tél : 0771.92.91.60

■ Loue Villa 400 m² R+2 Travosier ex-Camp canadien, 2 F, RDC + 2/4 Terrasses + Cour de 100 m² avec Bâche d'eau. Puits avec moteur. Atelier de 120 m². Garage pour 2 Véh. 4 SDB. Chauffage avec chaudière avec Gaz de ville. Force motrice 380 + 220/VHD réalise. Route goudronnée et Clm - P. Ap. visite - Tél : 0771.92.91.60

■ Loue Villa 400 m² R+2 Travosier ex-Camp canadien, 2 F, RDC + 2/4 Terrasses + Cour de 100 m² avec Bâche d'eau. Puits avec moteur. Atelier de 120 m². Garage pour 2 Véh. 4 SDB. Chauffage avec chaudière avec Gaz de ville. Force motrice 380 + 220/VHD réalise. Route goudronnée et Clm - P. Ap. visite - Tél : 0771.92.91.60

■ Loue Villa 400 m² R+2 Travosier ex-Camp canadien, 2 F, RDC + 2/4 Terrasses + Cour de 100 m² avec Bâche d'eau. Puits avec moteur. Atelier de 120 m². Garage pour 2 Véh. 4 SDB. Chauffage avec chaudière avec Gaz de ville. Force motrice 380 + 220/VHD réalise. Route goudronnée et Clm - P. Ap. visite - Tél : 0771.92.91.60

■ Loue Villa 400 m² R+2 Travosier ex-Camp canadien, 2 F, RDC + 2/4 Terrasses + Cour de 100 m² avec Bâche d'eau. Puits avec moteur. Atelier de 120 m². Garage pour 2 Véh. 4 SDB. Chauffage avec chaudière avec Gaz de ville. Force motrice 380 + 220/VHD réalise. Route goudronnée et Clm - P. Ap. visite - Tél : 0771.92.91.60

■ Loue Villa 400 m² R+2 Travosier ex-Camp canadien, 2 F, RDC + 2/4 Terrasses + Cour de 100 m² avec Bâche d'eau. Puits avec moteur. Atelier de 120 m². Garage pour 2 Véh. 4 SDB. Chauffage avec chaudière avec Gaz de ville. Force motrice 380 + 220/VHD réalise. Route goudronnée et Clm - P. Ap. visite - Tél : 0

Eliminatoires - CAN 2017

La Côte d'Ivoire souffre mais passe, le Sénégal fait carton plein, le Cap-Vert éliminé

La Côte d'Ivoire, bien qu'inquiétée en fin de match par la Sierra Leone (1-1), s'est qualifiée sans briller pour la CAN 2017, qui verra donc les Eléphants défendre leur trophée. Le Cap-Vert, passé à côté de son match et battu chez lui par la Libye (0-1), ne sera en revanche pas de la fête. Déjà qualifié, le Ghana s'est fait rejoindre chez lui par le Rwanda (1-1) et termine mal sa campagne éliminatoire, au contraire du Sénégal, auteur d'un carton plein historique après avoir pris le meilleur sur la Namibie (2-0). En effet, la Côte d'Ivoire, tenante du titre, a joué avec le feu en arrachant le point du nul, à domicile, face à la Sierra Leone (1-1), synonyme de qualification pour la CAN-2017, samedi, lors de la 6e et dernière journée des éliminatoires. Un nul à Bouaké suffisait aux hommes de Michel Dussuyer pour valider leur

billet pour le Gabon mais le technicien français aurait sans doute préféré s'éviter une dernière demi-heure tendue, consécutive à l'égalisation d'Alhaji Kamara (66e). Car, en dehors du somptueux retourné acrobatique de Jonathan Kodjia (35e), les Eléphants ont peiné face à des Leone Stars accrocheurs, qui les avaient déjà tenus en échec à l'aller (0-0). Même sans Serge Aurier, touché à une cheville avec le PSG, la Selefanto dispose pourtant de joueurs de calibre de Gervinho, Eric Bailly ou Salomon Kalou, suffisant sur le papier pour se défaire de la 88e nation mondiale. Les supporters ivoiriens voudront donc oublier cette prestation insignifiante pour retenir l'essentiel: la Côte d'Ivoire pourra défendre son titre au Gabon, là même où la génération Drogba avait échoué en finale, il y a quatre ans, face à la Tanzanie (1-0).

phantasmes rejoignent donc le pays-hôte gabonais mais aussi le Maroc, l'Algérie, le Cameroun, le Sénégal, l'Egypte, le Ghana, le Zimbabwe, le Mali et la Guinée-Bissau, le petit nouveau, déjà qualifiés pour la compétition reine du football africain, prévue du 14 janvier au 5 février. Dans les autres rencontres du jour, le Cameroun, déjà qualifié après le nul entre l'Afrique du Sud et la Mauritanie (1-1), a poursuivi son sans-faute (4 victoires, 2 nuls) en disposant de la Gambie (2-0) tandis que le Sénégal a enchaîné une sixième victoire en autant de rencontres en dominant la Namibie (2-0). De son côté, le Ghana, sans les frères Ayew, n'a pu faire mieux qu'un match nul face au Rwanda (1-1) alors que le Nigeria, déjà éliminé, s'est tourné vers la nouvelle pépite de Manchester City Kelechi Iheanacho pour battre la Tanzanie (1-0).

Islam Slimani

«Mahrez m'a encouragé à signer à Leicester»



L'international algérien, Islam Slimani, a indiqué que la présence de son compatriote Riyad Mahrez à Leicester City était pour beaucoup dans la suite favorable qu'il a donnée à l'offre de cette formation anglaise pour laquelle il vient de signer pour cinq ans. « Il (Mahrez NDLR) m'a beaucoup parlé de son équipe et des supporters de Leicester. Je ne vous cache pas que moi aussi j'ai suivi pas mal de matchs de Leicester la saison passée. Sa présence à Leicester a été déterminante dans mon choix car je sais qu'il va beaucoup m'aider », a affirmé Slimani,

dans un entretien vidéo accordé au site officiel de la Fédération algérienne de football. Slimani s'était engagé mercredi passé avec le champion d'Angleterre en titre en provenance de Sporting Lisbonne (Portugal). La presse anglaise parle d'un transfert record pour Leicester qui a du débourser 30 millions d'euros (plus un bonus de 5 millions) afin de s'offrir les services du buteur des Verts qui devient du coup le joueur algérien et arabe le plus cher. Il entre dans le même temps dans le Top 5 des joueurs africains les plus chers. L'attaquant de 28 ans, qui avait rejoint

Sporting en août 2016 en provenance du CR Belouizdad (Ligue 1, Algérie) pour sa première expérience européenne, nourrit de grandes ambitions sur son aventure anglaise. « Chaque fois que j'entame une saison, j'essaie de faire mieux que la saison précédente aussi bien en club qu'en équipe nationale. C'est la seule chose qui me permet de donner le meilleur de moi-même », a-t-il expliqué. Questionné sur le secret de sa réussite, alors qu'il y a peine six ans il évoluait en quatrième division algérienne sous les couleurs de la JSM Chéraga, le deuxième meilleur buteur du championnat portugais (27 buts) la saison passée a mis l'accent sur la nécessité pour tout joueur de croire en ses qualités. « Je crois qu'on ne peut pas aller loin si on n'a pas confiance en nos qualités et si on ne travaille pas. Moi-même, il n'y avait pas beaucoup de gens qui misaient sur moi lorsque j'étais au CRB, mais je savais que je pouvais réussir, j'avais confiance en moi et je travaillais beaucoup pour y arriver », a précisé Slimani, plus que jamais déterminé à faire parler la poudre sur les pelouses de la Premier League.

Standard de Liège

Belfodil a privilégié l'Europa League

L'international algérien, Ishak Belfodil, a indiqué que son choix porté sur Standard de Liège pour lequel il vient d'opter, a été motivé par la participation de ce club de première division belge de football dans l'Europa League cette saison. « J'avais des touches en France, mais l'Europa League a influencé mon choix. Le Standard est un club très chaud : certains clubs italiens n'ont pas autant d'abonnés. Et on est ambitieux : on veut jouer les premiers rôles ! », a justifié Belfodil au quotidien La Dernière Heure. Belfodil (24 ans) a résilié au milieu de la semaine passée son contrat avec Bani-Yas, pensionnaire du championnat des Emirats arabes unis où il n'est resté qu'une seule saison. Il s'agissait de sa première expérience

en dehors de l'Europe, lui qui avait été formé à l'O Lyon (France), avant de jouer pour plusieurs clubs italiens, à l'image de l'Inter Milan et l'AS Parme. Son choix de jouer aux Emirats lui a coûté cher sur le plan sportif, puisqu'il n'est plus convoqué en sélection algérienne depuis plusieurs mois. Pourtant, le joueur nie avoir choisi la destination du Golfe pour de l'argent, comme l'avait commenté nombreux d'observateurs. « Si j'avais privilégié l'argent, je serais resté aux Emirats », a-t-il répliqué. Belfodil se voyait offrir vendredi ses premières minutes de jeu en amical contre Marseille, match où il aura contribué à la victoire des Rouches (3-0). En dépit de son gabarit (1,92m/86kg), l'attaquant algérien n'est pas un avant-

centre de métier, il se définit plutôt comme un second attaquant voire plus un « numéro 10 ». Mais l'ancien de Bologne prend tout de même plaisir à marquer, bien évidemment. « Cela m'a fait plaisir de marquer, mais surtout de courir », a-t-il encore dit. Et d'évoquer un peu plus ses caractéristiques et autres qualités : « J'ai repris il y a un mois aux Emirats, mais je me suis entretenu personnellement car je savais que je voulais revenir en Europe. J'avais donc besoin de me dépenser ce vendredi à Vous l'avez vu : je ne suis pas un attaquant statique. J'aime courir, faire des appels, libérer des espaces. Je ne suis pas un 9, mais un 10. J'aime jouer derrière un autre attaquant. Mais je peux jouer partout devant. »

Coupe de la CAF - Demi-finale aller Des arbitres ivoiriens pour MOB - FUS Rabat

La Confédération africaine de football (CAF) a désigné un trio arbitral ivoirien pour diriger la demi-finale aller de la Coupe de la Confédération de football entre le MO Bejaia et le FUS Rabat, prévue le 18 septembre prochain au stade de l'Unité maghrébine de Bejaia. La rencontre sera dirigée par le directeur de jeu Denis Dembele (Côte d'Ivoire), assisté de ses deux compatriotes,

O. Marseille
220 joueurs proposés au club en fin de mercato



mercato hivernal de l'OM avec l'ambition de renforcer considérablement l'effectif marseillais. « On commence à travailler en septembre sur ce qu'il va se passer en janvier et l'été prochain, avance Jacob. On a composé un noyau, mais il est clair que des postes devront être renforcés, ou adaptés, pour la saison 2017-18. Ce mois-ci, on lance un nouveau cycle, avec une évaluation de notre effectif, les points forts, les points faibles, une anticipation des risques de départ. » Et notamment celui de Lassana Diarra. S'il est heureux d'avoir vu un joueur de ce calibre rester à l'OM, le directeur sportif marseillais sait toutefois que l'avenir de son international tricolore reste très incertain. « Je suis heureux que Lass soit un joueur de l'OM, je préfère qu'il reste et que personne ne vienne. Mais il ne faut jamais oublier cette possibilité d'un départ. Dans quel délai, je ne sais pas. Si l'OM est à la peine à mi-saison, on peut aisément imaginer Diarra ne pas vouloir terminer la saison 2016-17 sur la Canebière. Mais Jacob assure se préparer déjà à toute éventualité. Que pensez-vous des déclarations de Jacob ? Lui faites-vous confiance pour renforcer efficacement l'OM cet hiver ? N'hésitez pas à réagir dans la rubrique « commentaires » ci-dessous. »

Equipe de France Le Graët ne ferme pas la porte à Benzema

Absent en Bleu depuis le début de l'affaire Valbuena, Karim Benzema n'est pas persona non grata en équipe de France selon le président de la FFF Noël Le Graët. Ce dernier laisse Didier Deschamps seul décisionnaire quant à l'avenir en sélection de l'attaquant du Real Madrid. Revoir Karim Benzema porter le maillot de l'équipe de France n'est pas quelque chose qui déplairait au président de la Fédération Française de football. Noël Le Graët, dans un entretien accordé au quotidien L'Equipe, confirme sa position concernant l'attaquant du Real

Madrid, écarté de la sélection depuis le début de l'affaire Valbuena, dans laquelle son nom est apparu. Après avoir décidé, en accord avec le sélectionneur, de le suspendre pour l'Euro 2016 en France, le patron du football français a ouvert la porte à un retour de l'ancien Lyonnais sous le maillot bleu. Mais, pour l'ancien dirigeant de l'En Avant de Guingamp, l'avenir de Karim Benzema n'est pas sans ses mains, mais dans celles de Didier Deschamps. « Je suis contre les sanctions à vie. Il faut que Benzema passe en justice, on ne va pas prendre un risque », assure Noël Le Graët.

quel qu'il soit, confirme Noël Le Graët. Il n'a pas fait l'Euro, ce n'est pas rien. Le problème ne se pose pas pour le moment mais il est sélectionnable comme beaucoup d'autres joueurs. Nasri, par exemple. Le jour où la justice aura tranché, seul Didier décidera de le réintégrer ou pas. » Une question qui ne se pose pas dans l'immédiat, Karim Benzema étant blessé à une hanche et absent avec le Real Madrid, tout comme celle de la prolongation de contrat de Didier Deschamps, qui ne sera abordée qu'après les élections à la tête de la FFF, assure Noël Le Graët.

Real Madrid

Un mercato vraiment low cost...

Al'instar du Paris Saint-Germain, le Real Madrid s'est montré plutôt discret sur le marché des transferts avec peu de mouvements cet été.

Outre le retour de l'attaquant Alvaro Morata pour 30 millions d'euros en

provenance de la Juventus Turin, la Maison Blanche n'a pratiquement pas recruté, préférant se reposer sur un groupe déjà bien garni.

Preuve que les Merengue ont été peu actifs, 16 clubs de Premier League ont

plus dépensé que le champion d'Europe en titre. En effet, seuls Burnley, Hull City, Middlesbrough et Stoke City ont moins sorti le chéquier que l'institution espagnole. On pourrait presque parler d'anomalie !

Paris SG

Matuidi : «Oui j'ai souhaité quitter le club»



Partira, partira pas ? L'avenir de Blaise Matuidi était bien flou durant ce mercato estival. Longtemps annoncé partant pour rejoindre la Juventus Turin, le transfert ne s'est finalement jamais créé et l'international français est resté au Paris Saint-Germain. Interrogé au micro de Téléfoot, Matuidi avait envie de quitter la capitale française pour rejoindre l'Italie «il y a eu une demande concrète. Oui j'ai souhaité quitter le PSG, mais le club n'a pas exaucé mon souhait. Ça a été une période assez délicate». Reste à savoir si un accord pour un renouvellement de contrat sera trouvé entre les deux camps, sinon l'aventure parisienne du milieu de terrain risquerait de s'arrêter au prochain mercato.

Manchester United

Ibrahimovic bientôt entraîneur ?

Abientôt 35 ans, Zlatan Ibrahimovic (34 ans, 3 matchs et 3 buts en Premier League cette saison) se trouve sur la fin. Pourtant, le Suédois pourrait ne pas quitter le monde du football de si-tôt. Selon les informations du Sun, l'attaquant de Manchester United songerait

à passer ses diplômes afin de devenir entraîneur ! Le tabloïd britannique nous informe ce dimanche que l'ex-buteur du Paris Saint-Germain pourrait collaborer dès janvier prochain avec son actuel coach, José Mourinho, afin d'être aiguillé en vue d'une possible reconversion.

Sous contrat jusqu'en juin prochain, Ibrahimovic, qui reste un élément redoutable, n'aurait cependant pas décidé de la date de sa retraite et pourrait être tenté par une année supplémentaire du côté d'Old Trafford avant de rejoindre la MLS pour y terminer sa carrière de joueur.

Cyclisme - Tour d'Espagne

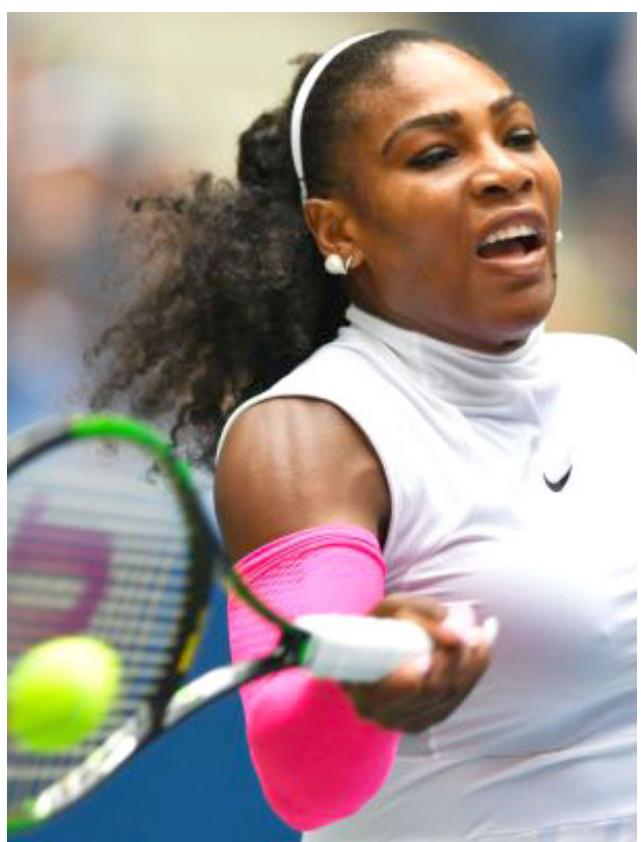
Gesink roi de l'Aubisque, match nul Quintana-Froome



L'étape reine du Tour d'Espagne a tenu toutes ses promesses! Robert Gesink (LottoNL-Jumbo) a décroché samedi une victoire de prestige au col d'Aubisque, dans les Pyrénées françaises, où Nairo Quintana a conservé le maillot rouge sans pouvoir déclencher son dauphin Chris Froome. Issu de l'échappée du jour, le Néerlandais Gesink a devancé à l'arrivée de cette 14e étape le Français Kenny Elissonde (FDJ), qui se consolera avec le port du maillot de meilleur grimpeur, et le Russe Egor Silin (Katusha), troisième. Deuxième derrière Quintana lundi aux Lacs de Covadonga, le grimpeur néerlandais a fini par déclencher sa toute première victoire d'étape sur un grand Tour. «Je ne pouvais plus sentir mes jambes mais en fin de compte, cela m'a suffi pour l'emporter», a commenté Gesink au micro de la télévision espagnole Teledéporte. C'est une belle revanche pour le leader de LottoNL-Jumbo, dont la saison 2016 avait été jusqu'à là gâchée par un traumatisme crânien après une violente chute en juillet sur le Tour de Suisse. La journée, marquée par trois ascensions de 1re catégorie et l'ascension hors catégorie du col d'Aubisque (Pyrénées-Atlantiques), a débouché sur une splendide bataille entre les favoris. Quintana (Movistar) a ainsi attaqué quatre ou cinq fois mais Froome (Sky) est toujours revenu dans sa roue. Les deux hommes sont arrivés ensemble et le Britannique se maintient à 54 secondes derrière le Colombien au classement général. «Même si je n'ai pas creusé l'écart

sur Froome, je suis satisfait de mon niveau. J'ai tenté plusieurs attaques, très fortes mais il a bien répondu», a commenté Quintana. Derrière ce duo, les Espagnols Alberto Contador (Tinkoff) et surtout Alejandro Valverde (Movistar) ont chacun perdu un temps précieux. Coupable d'avoir attaqué et de s'être fait contrer, Contador a encore abandonné 20 secondes au duo Froome-Quintana et recule à la 6e place au classement général à 3 min 28 sec. Quant à Valverde, 3e du général samedi matin, il a complètement explosé sous la chaleur et est arrivé plus de 10 minutes après le vainqueur du jour. Cela sonne probablement le glas de ses ambitions de signer un top 10 dans les trois grands Tours la même saison après avoir terminé 3e du Giro en mai et 6e du Tour de France en juillet. Sa troi-

Tennis - US Open Williams distinguée, Murray et Wawrinka chahutés



La N.1 mondiale Serena Williams a décroché aisément samedi son billet pour les 8e de finale de l'US Open, avec un nouveau record à la clé, tandis que Andy Murray et surtout Stan Wawrinka sont passés très près de la catastrophe face à des adversaires en état de grâce.

Sans surprise, Williams a dominé la Suédoise Johanna Larsson (N.47) en deux sets 6-2, 6-1. La cadette des soeurs Williams s'est offert un énième record, avec son 307e match remporté dans un tournoi du Grand Chelem, ce qui lui a permis de dépasser sa compatriote d'origine tchèque Martina Navratilova. «C'est incroyable d'atteindre ce chiffre et quoi de mieux que de le faire dans le tournoi où tout a commencé pour moi. Je veux continuer à ajouter des victoires à ce record», a-t-elle insisté. Williams peut dépasser une autre légende du tennis féminin, l'Allemande Steffi Graf, si elle remporte son 23e titre du Grand Chelem à New York. L'Américaine peut également perdre gros, à savoir la première place mondiale qu'elle occupe sans interruption depuis février 2013, si elle n'atteint pas le dernier carré. Son aînée Venus, 6e mondiale à 36 ans, n'a pas perdu de temps (6-1, 6-2) devant l'Allemande Laura Siegemund (N.27). Cette sixième journée a failli accoucher de deux sensations dans le tableau masculin. Le N.2 mondial Andy Murray a été bousculé par l'Italien Paolo Lorenzi, 40e mondial, pendant quatre sets (7-6, 5-7, 6-2, 6-3).

«C'est un joueur qui ne vous donne pas de points faciles, et de mon côté j'ai fait trop de fautes directes (63, NDLR)», a regretté le vainqueur de Wimbledon qui aura fort à faire au prochain tour avec le Bulgare Grigor Dimitrov (N.24), en plein renouveau. Le Suisse Stan Wawrinka s'est fait encore plus peur face au Britannique Daniel Evans (N.69) qui s'est offert une balle de match lors du tier-break dans le quatrième set, mais a manqué un smash relativement facile. Le N.3 mondial a gardé son calme et sorti des coups extraordinaires dans les moments cruciaux pour s'imposer 4-6, 6-3, 6-7 (6/8), 7-6 (10/8), 6-2. «C'est un joueur très talentueux, il a été très agressif et bien varié ses coups, tandis que moi, je n'ai pas fait les bons choix. Je suis très content d'être sorti vainqueur de cette bataille très intense, cela donne de la confiance», a expliqué Wawrinka, demi-finaliste de l'US Open 2015. «Je savais que si je gagnais le 4e set, je pourrais le faire craquer, physiquement et moralement, a-t-il expliqué. Son prochain adversaire ne sera pas, comme largement anticipé, Nick Kyrgios (N.16), mais l'Ukrainien Illya Marchenko (N.63) qui a profité de l'abandon de l'enfant terrible du tennis australien, touché à une hanche.

L'Argentin Juan Martin del Potro a fait, lui, forte impression face à l'Espagnol David Ferrer, 13e mondial, qu'il a dominé en trois sets 7-6 (7/3), 6-2, 6-2. «C'est vraiment très spécial pour moi de retrouver ce stade et ce public, après ma troisième blessure, j'ai été tout près d'arrêter le tennis et me retrouver ici est quelque chose d'extraordinaire», a souri le vainqueur de l'US Open 2009, dont la carrière a failli prendre fin à cause de blessures à répétition aux poignets. Autre joueur en renouveau, le Bulgare Grigor Dimitrov qui a dominé le Portugais Joao Sousa (6-4, 6-1, 3-6, 6-2) et défiera en 8e de finale Murray. «Beaucoup de choses ont changé pour moi depuis un an et demi, je suis retombé amoureux du tennis, c'est aussi simple que cela», a expliqué l'ancien compagnon de la Russe Maria Sharapova, désormais 24e au classement ATP après avoir reculé jusqu'au 40e rang en mai 2015.

TÉLÉVISION



08.00 Bonjour d'Algérie (direct)
09.30 Dar Oum Hani
10.00 Bihar e'sabaa
10.30 Abtal djidja
11.20 Tahta el mouraqaba
12.00 Journal télévisé en français
12.25 L aahd e'tamine
13.45 Doumou'e el qalb



09.55 Motus
10.25 Les Z'amours
11.00 Tout le monde veut prendre sa place
11.55 Météo 2
12.00 Journal
12.45 Météo 2
13.00 Mille et une vies
14.05 Mille et une vies rêvées
14.40 Visites privées
15.45 Amanda
16.45 ActuAlTy
17.45 N'oubliez pas les paroles
18.50 Météo 2
19.00 Journal
19.50 Météo 2



09.50 Midi en France
11.00 12/13 : Journal régional
11.25 12/13 : Journal national
12.55 Un cas pour deux
15.05 Un livre, un jour
15.10 Des chiffres et des lettres
15.50 Harry
16.30 Slam
17.10 Questions pour un champion
18.00 19/20 : Journal régional
18.30 19/20 : Journal national
18.58 Météo
19.00 Tout le sport
19.25 Plus belle la vie



12.40 Le magazine de la santé
13.35 Allô, docteurs !
14.08 Objectif indépendance
14.15 Vues d'en haut
14.45 Vers d'autres mondes
15.40 Métropoles du monde
16.45 C dans l'air
18.00 C à vous
19.20 Une maison, un artiste
19.55 Duel
21.20 C dans l'air
22.35 Le mythe de l'Atlantide
23.20 Etats-Unis, le pays le plus dangereux au monde
00.10 Life Stories

14.30 Les vendredis de l'histoire
14.35 L'odyssée du dynah
15.35 Les Lignes Challe et Morice
16.25 Troupe El Haouasse
16.50 Bakugan
17.20 E'rza yanbet el mouraqaba
18.00 Journal télévisé en amazigh
18.20 Dar Oum Hani
19.00 Journal télévisé en français

19.25 Djemai family



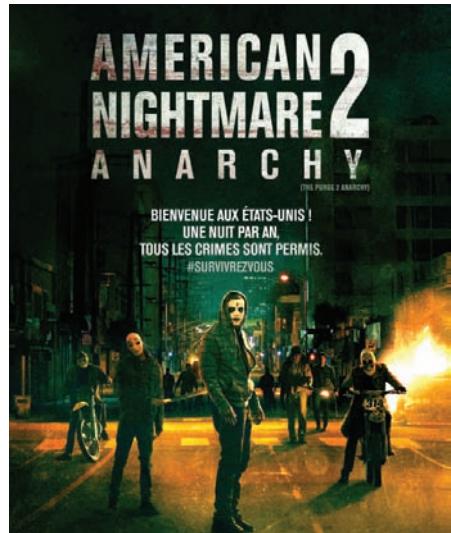
CINE + PREMIER 19.45

ON A MARCHÉ SUR BANGKOK

Avec Kad Merad, Alice Taglioni, Chawanrut Janjittranon, Peter Coyote Juste avant de mourir, un ami de Serge, animateur d'une émission d'investigation ringarde, lui demande de retrouver un archiviste de la NASA. Ce dernier aurait des informations sur la mission Apollo 11. Pour cela, il part pour Bangkok, en compagnie de Natasha, une jeune femme dynamique. Mais Serge n'est pas un enquêteur très doué.

CINE + FRISSTON 19.45

AMERICAN NIGHTMARE 2 : ANARCHY



Avec Yoann Blanc, Guillaume Kerbusch, Jasmina Douieb, Catherine Salée

19.55 La trêve



Saison 1 - Episode 4
Avec Yoann Blanc, Guillaume Kerbusch, Jasmina Douieb, Catherine Salée
Yoann Peeters et son équipe enquêtent sur deux pistes parallèles : le signe cabalistique retrouvé dans l'appartement du jeune footballeur ainsi que la fausse lettre de suicide. Tous les habitants du village sont soumis à des tests graphologiques. Les Malusa reconnaissent avoir tiré sur Driss ; mais ils ne l'ont pas tué.
22.40 Deux flics sur les docks
00.25 Vivement la télé
00.55 Vivement dimanche prochain

19.55 Le discours d'un roi



Avec Colin Firth, Helena Bonham Carter, Geoffrey Rush, Derek Jacobi
Second fils du roi d'Angleterre George V, le prince Albert, surnommé Bertie, n'est pas appelé à régner. Il souffre de plus de graves problèmes d'élocution qui perturbent ses apparitions publiques et désolent son père. Sur l'insistance de sa femme, il accepte de consulter un spécialiste du langage, Lionel Logue, un Australien aux méthodes originales.
21.50 Grand Soir 3
22.25 L'homme qui réinventa l'histoire, Fernand Braudel
23.20 Avec ou sans accent
00.10 Goût bacon

arte

TV5MONDE

12.20 Arte journal
12.35 Votez McKay
14.40 Course de chariots à la Jamaïque
15.25 La magie du cosmos
16.20 X.enius
16.45 Aventures en terre animale
17.15 D'outremers
18.00 Sur les toits des villes
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
19.50 Blaise
19.55 Le septième juré
21.35 L'ombre d'un doute
23.20 Ganesh Yourself
00.30 Un pas en avant

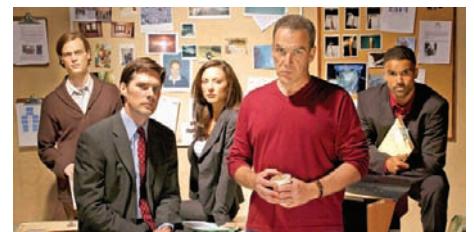
13.00 L'histoire du cheval de troie
14.00 Questions pour un champion
14.30 La passion d'augustine
16.30 64' le monde en français
17.35 C'était mieux avant ?
18.30 Le journal de France 2
19.00 Commissaire Magellan
20.35 Maghreb-Orient Express
21.00 TV5Monde le journal Afrique
21.25 Le journal de la RTS
22.00 Libre et assoupi
23.30 Le bûcher de Saïd
00.00 TV5Monde le journal



Woody, un cow-boy en plastique, est le jouet préféré d'Andy, 6 ans. Ce privilège lui vaut d'être reconnu comme le chef par monsieur Patate, Zig-Zag, Rex, la bergère et les autres jouets de la chambre. Mais Woody voit bientôt son titre remis en cause par l'arrivée de Buzz l'Eclair, un cosmonaute plein de gadgets, qu'Andy a reçu pour son anniversaire. Entre Buzz et Woody, la guerre est rapidement déclarée. Buzz prend vite l'avantage mais Woody, exaspéré, jette Buzz par la fenêtre. Jugé par les autres jouets pour cet acte de violence, il est banni de la chambre.



19.55 Esprits criminels



Saison 11 - Episode 8

- Cauchemar éveillé
Avec Joe Mantegna, Shemar Moore, AJ Cook, Kirsten Vangsness, Aisha Tyler Menacée par quatre tueurs à gages, Garcia ne doit plus quitter les bureaux du FBI jusqu'à nouvel ordre. Parallèlement, l'équipe enquête sur l'enlèvement de deux hommes : Steven Jackson et Lance Coleman. Le cadavre du premier a été retrouvé avec de nombreuses marques de torture. Le second, quant à lui, est toujours porté disparu. Hotch et ses hommes tentent d'établir le lien entre les victimes.
22.25 Flash

22.15 Nouveau look pour une nouvelle vie



Présenté par Cristina Cordula

Depuis qu'il est à la retraite et le départ de sa femme, Christian, 62 ans, a troqué ses costumes contre des bermudas et des claquettes. Cet ancien patron, qui souhaite reprendre une activité, sollicite l'aide de Cristina pour l'aider à trouver un look. Alice, jeune maman de 26 ans, dirige une entreprise de bijoux depuis trois ans. Mais son allure générale laisse à désirer. Pour coller à la personnalité de Christian et d'Alice, la conseillère en image leur donne la possibilité de choisir entre deux styles sur mesure.



20.00 Happy Valley



Saison 2 - Episode 5
Avec Sarah Lancashire, Siobhan Finneran, James Norton, Shirley Henderson
Bien qu'il clame son innocence, Sean Balmforth est inculpé pour les meurtres de quatre femmes, dont celui de Vicky Fleming. Quelque temps plus tard, alors qu'il est en garde à vue, une cinquième femme est assassinée. La police lance une contre-enquête.
21.55 L'effet papillon
22.45 Le combat ordinaire
00.20 Rencontres de cinéma
00.35 Cobain : Montage of Heck



12.35 Hélène et les animaux
14.35 Champions de France
14.40 Avatar, le dernier maître de l'air
15.45 Ninjago
16.50 Angelo la débrouille
17.25 Les as de la jungle

18.00 On n'est pas que des cobayes !
20.00 Voo Rire Festival : gala Virginie Hocq et guests
21.25 Montreux Comedy Festival . The Bio Men Show
23.00 Montreux Comedy Festival



W9

10.15 Au nom de la vérité
10.45 Secret Story
12.25 Confessions intimes
15.40 Soda
19.55 Armageddon



22.45 Zone d'impact : Terre

Les enjeux des PME face au nouvel impôt forfaitaire

Par Mustapha Bensahli*

5 ème partie

Quo qu'il en soit, tout est donné et conçu pour faire croire que l'IFU constitue un système très commode à même de permettre le développement des PMU, mais en faisant une bonne lecture un autre motif semble poindre, c'est le rendement, mais « trop de taux tuent l'impôt ».

En effet, l'IFU pose effectivement problème et les risques qui en découlent ont atteint un seuil certain d'intolérance, allant jusqu'à la dissuasion de l'investissement qui est garanti pourtant de l'apport fiscal surtout au moment où le rendement du recouvrement est à un niveau qui mérite d'être plus satisfaisant si les PME du secteur de production ne s'exposent pas à un poids jugé lourd de la fiscalité.

Pour l'instant, c'est l'inflation confortée par le fort taux de change qui tend à renflouer présentement le recouvrement pendant que la fraude comme mal endémique de la société et l'économie informelle tendent à l'éroder d'une manière systématique.

D'ailleurs, au stade actuel, les PME sont confrontées au quotidien non seulement à une gestion qui en étant induite par l'application de l'IFU, ne répond pas à leurs aspirations, mais le climat morose des affaires où l'univers juridique et fiscal qui prime ne leur est quère propice et s'avère déjà pour elles d'une densité et d'une opacité difficilement supportables.

Suite à la lourdeur de la procédure, les PME se trouvent confinées dans une sorte de verrouillage avec un horizon bouché à triple tour, au point d'annihiler toute espèce de réhabilitation sans laquelle pourtant il n'est point possible d'investir ou de disposer de la capacité de se projeter à l'avenir à l'effet d'acter des résultats favorables.

Comme cette situation en devenant de plus en plus insoutenable, il est à craindre au cas où rien ne s'effectue pour améliorer les conditions d'application l'IFU, cette situation comporte potentiellement le risque de péripéties conduisant les PME à être toujours tirées davantage vers le bas. Ce faisant, étant programmées pour assumer le caractère fastidieux de la technique et pour supporter le lourd fardeau de la fiscalité qui constitue une chape de plomb qui sape toute possibilité de se développer, les PME étant privées de capacités pour résister et perdant les moyens dans toute leur plénitude au point de devenir stoïquement passives.

Pourtant elles ont naturellement vocation par essence à être proac-

tives, alors qu'elles se trouvent vouées comme n'ayant d'autres alternatives à recourir en désespoir de cause et faute de résilience à des solutions ultimes, celles de cesser purement et simplement leurs activités et d'ailleurs d'après les données officielles le taux de mortalité se situe autour de 8%.

Tout ceci exacerbé, bien entendu, les tensions et constitue pour les PME un véritable risque, alors qu'elles peuvent avoir de grandes potentialités pour participer, efficacement, au développement du pays, mais elles sont accaparées, quotidiennement, par des problèmes notamment d'ordre fiscal au détriment des tâches importantes qu'elles ont à assumer pour pouvoir progresser et assurer normalement leur devenir.

LES EFFETS CONTRÉPRODUCTIFS

En étant placées d'office sous le système de l'IFU, les sociétés en sortant de leur régime réel qui leur permet de tenir une comptabilité régulière, ne disposent pas de marges de manœuvre pour répondre positivement aux critères de compétitivité et de concurrence, si bien qu'elles ne peuvent échapper à une forme d'isolement du marché.

A la suite de ce clivage, l'IFU au lieu d'être un marqueur économique, devient, forcément, à l'inverse contre-productif pour les PME, tout en constituant, pour le rappeler à dessein, un frein à l'investissement à cause de sa gestion lourde même également au niveau des services fiscaux. Parmi les effets contre-productifs, certains méritent d'être cités comme suit :

Le caractère sélectif retenu par le fait d'aligner sur un même régime fiscal les contribuables du secteur de production et ceux de la revente en l'état et les prestataires de services introduit, forcément, des inégalités de traitement, au détriment des premiers, alors que les conditions de réalisation de l'activité sont fondamentalement différentes.

La charge fiscale excédentaire consécutive à l'application du taux exorbitant de l'IFU sur le chiffre d'affaires et non sur le bénéfice dégagé et surtout concernant une catégorie de contribuables relevant du secteur de production, est une source d'altération et de tension, l'IFU conduit, inévitablement, à un impôt négatif déterminé paradoxalement sur les pertes à partir du moment où les PME demeurent imposables, nonobstant la réalisation d'un résultat négatif et dès les premières années déficitaires de leur activité, l'IFU n'est pas neutre dès lors que les PME sont à même d'être plus imposées que les grandes

sociétés, ce qui explique qu'elles n'arrivent pas à progresser, l'IFU expose les PME du secteur de production aux aléas et aux incertitudes en portant ainsi atteinte à l'esprit d'entreprise et au goût du travail, ainsi qu'à la neutralité de l'impôt, dès lors qu'elles se trouvent imposées fortement à l'IFU malgré leurs charges plus conséquentes par rapport à celles des autres sociétés qui font de la revente, comme exemple les importateurs, l'IFU en raison de ses coûts élevés, les PME détournent les ressources de préférence vers les affectations d'investissement non productives, ou si non lorsque la fiscalité ne donne pas, effectivement, toutes les assurances nécessaires quant à la rentabilité de l'activité, elles préfèrent volontairement, en raison du risque des aléas, détourner tout projet d'investissement nouveau, en attendant des jours meilleurs, ce qui porte atteinte à la confiance envers l'impôt et l'Etat, l'IFU est anti-économique puisqu'il dissuade l'investissement et favorise l'insécurité juridique et il est même à l'origine de l'inflation, l'IFU est ainsi devenu une sorte de carcan administratif générant de sérieuses contraintes et interdisant toute possibilité de prévision dans l'avenir et privant les PME de leur synergie naturelle, ce par suite de la lourdeur de son poids, aggravée encore plus par sa complexité.

Tout indique que le régime de l'IFU ne se présente pas en l'état actuel sous de bons auspices pour les PME surtout celles intervenant dans le secteur de la production, d'autant qu'il cristallise, à leur niveau, de telles appréhensions et des craintes.

Tel que l'IFU est ainsi conçu et tel qu'il s'applique dans les conditions actuelles, des risques peuvent prendre potentiellement de l'ampleur et peser du coup sur les PME du secteur de production et même des artisans qui ne pourront, longuement, le supporter sans relâcher leur activité.

En somme, tout indique que les PME se trouvent, virtuellement, dans une sorte d'impasse et ne se sentant pas rassurées pour l'avenir, parce qu'en faisant face à de véritables problèmes, notamment sur le plan fiscal, elles ne paraissent pas demeurer viables ni financièrement et ni économiquement, ce au détriment de l'investissement productif.

Comme les PME ne parviennent pas à acquérir, dans leur trajectoire, une certaine émergence et comme leur influence n'est pas ce qu'elle pourrait être, elles ne se trouvent pas en capacité à faire valoir, à présent, leurs revendications pourtant légitimes et par conséquent, elles ne peuvent se résigner à leur corps défendant qu'à pâtir du sort qui leur est

imposé, ne pouvant faire autrement et ce avec toutes les retombées négatives qui s'ensuivent.

D'ailleurs, leur nombre est resté quasiment statique et insignifiant en Algérie par rapport à leur multiplication, par ailleurs, dans les autres pays, parce que ne pouvant s'épanouir normalement et s'agissant des personnes physiques elles préfèrent, au stade actuel, à aspirer légitimement accroître leur taille et à booster leurs activités pour s'ériger en PME, sans pouvoir réaliser ce projet qui leur tient pourtant tant à cœur, ce à cause des contraintes auxquelles elles sont confrontées présentement. Pour toutes les nouvelles PME qui veulent se créer ont tendance à s'inspirer de l'expérience existante et lorsqu'elles apprennent les tiraillements auxquels elles sont exposées, notamment sur le plan fiscal, les entreprises du même type ne sont pas incitées à s'engager sinon qu'elles hésitent par deux fois avant de le faire résolument, en attendant que les garanties leur soient offertes.

Il serait donc temps répondant ainsi à l'intérêt de leur faciliter sérieusement les procédures pour leur permettre de se lancer efficacement dans l'entrepreneuriat en tant que gage du développement du pays.

Ces fréquents renforcements de complications qui heurtent un peu l'entendement en tant qu'écueils et qui passent parfois inaperçus, tendent à faire accréditer l'idée que le sort des PME n'est pas pris en considération, alors que pourtant les autorités misent fortement sur leur rôle déterminant qu'elles peuvent jouer sur le plan économique en tant qu'épine dorsale du tissu économique.

IV-LES ENSEIGNEMENTS UTILES A RETENIR

Cette approche qui se veut autant que possible pragmatique et objective, a permis avec une certaine persévérance certes, de mettre l'accent sur quelques points forts d'incohérence qui ont émaillé la nouvelle réforme de l'IFU pour tenter de retenir tous les enseignements d'utilité reconnue.

Il est permis, à présent, à partir de ces séquences qui se veulent démonstratives de formuler un jugement de valeur pour considérer justement *in fine* que le régime favorable qui a prévalu initialement quant à la mise en œuvre de l'IFU consistait à encourager l'activité des petites et moyennes entreprises, s'avère, sur le terrain, ne pas produire suffisamment ses preuves quant à ses réelles vertus mises en évidence.

Le régime de l'IFU se révèle en définitive entaché dans son application pratique, ce qui dénature ainsi

du coup tout son fondement, ce qui fait qu'en réalité il n'a pas été à la hauteur de son enjeu naturel, tant il a montré, par conséquent, toutes ses limites dans l'exercice de son mode opératoire sur lequel, pourtant, ont été misé de grands espoirs. D'après les clefs d'explication, les PME ont subi, contre leur gré, les effets collatéraux afférents à la tournure déviant et ambivalente qu'a prise le régime fiscal de l'IFU, alors que ces entreprises forment pourtant un créneau porteur d'un « plus » significatif économiquement. Ainsi force est d'admettre que le pilotage de la politique fiscale, tel qu'il a été préconisé pour les PME, s'inscrit en vérité dans une action accréditant, au demeurant, l'idée que l'intérêt de leur décollage économique apparaît comme un coup d'essai qui a été tenté, mais qui ne s'est pas révélé au final un coup de maître.

En effet, le fait de soumettre d'office et d'une manière unilatérale les sociétés remplies le seuil requis du CA à l'IFU, cela ne peut logiquement que vouer celui-ci à devenir le maillon faible dans la construction de l'architecture de nature catégorielle du système fiscal, ce qui constitue une brèche de taille portée à sa cohésion. Tout ceci : d'une part, ne manque pas de susciter une certaine marque de défiance à l'égard de ces changements opérés au niveau de l'IFU qui sont loin de mériter d'être à la hauteur de l'intérêt que représentent les PME du secteur de production, en tant que générateur d'apport non négligeable à même de servir, directement, à l'impulsion de l'économie de notre pays, et d'autre part, tout prouve, s'il en était besoin, que le traitement fiscal des sociétés n'est aucunement assimilable à celui des personnes physiques, pour la simple raison que respectivement leur mode d'organisation et de gestion, comme leur espace d'intervention s'ils se rejoignent provisoirement par moments sur certains points, se distinguent, très nettement, quand il s'agit de s'exercer sur le terrain dans une action d'envergure.

Ce qui n'est pas normal, c'est le fait d'acculer les sociétés à s'identifier fiscalement aux personnes physiques pour leur appliquer l'IFU qui d'ordinaire et par sa nature, s'adresse exclusivement à ces dernières qui aspirent à leur tour à se convertir en PME pour disposer d'un statut hiérarchiquement plus élevé et plus prometteur.

A suivre

(* Ex-Expert international en fiscalité auprès des Organisations internationales et auteur d'ouvrages traitant des thématiques en fiscalité

Office Public de Commissaire-priseur près le Tribunal de Tlemcen
Maître HELLOU ABDEL AZIZ
Ensemble Immobilier BT *A2* derrière la Caisse Nationale des Retraites - Imama - TLEMCEN -
Tél : 040-91-16-02 - Fax : 043-21-55-26 - Mob : 0552.74.55.48

AVIS DE VENTE RECTIFICATIF

Suite à l'Avis de Vente aux Enchères uniquement par Soumissions Cachetées prévue pour le Mercredi 07/09/2016 à 10 h : 00 au profit de la Ferme Pilote Si-Saïd située à Aïn Nehala lieu-dit Ramla - Tlemcen paru au Quotidien d'Oran le 01/09/2016, le Commissaire-priseur porte à la connaissance du public qu'une erreur s'est glissée dans la constante du Lot N° 02 qui est composé comme suit :

Lot N°	Désignation	Etat
02	Moissonneuse-batteuse Class (accidentée) - Lot de Vibreurs - Cloches - Poulie - Vis pour Moissonneuse-batteuse - Tôle Tablier Vis - Batteurs	Mauvais

Le reste sans changement.

LE COMMISSAIRE-PRISEUR

IMPORTANTE ENTREPRISE COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

INSTALLEE A ORAN

RECHERCHE POUR SON DEVELOPPEMENT

■ 01 DIRECTEUR COMMERCIAL (H OU F)

- Formation universitaire sciences commerciales ou grandes écoles de commerce
- Expérience minimum de 05 années à un poste de cadre dirigeant

■ 01 CADRE EN MARKETING (H ou F)

- Formation universitaire sciences commerciales ou grandes écoles de commerce
- Expérience minimum de 05 années à un poste d'encaissement

Autres conditions :

- Diplôme exigé dans la filière
- Résider à Oran ou environs immédiats

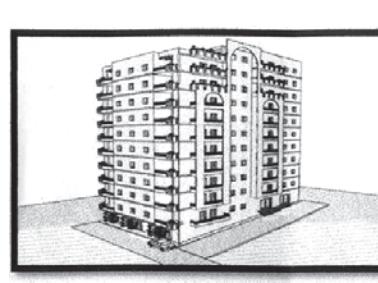
Pour postuler, transmettre CV et Photo récente à : jobktl.essenia@gmail.com

ANNIVERSAIRE

A mon prince

AMAR Achraf Yanis

Le 05 Septembre 2015 tu es venu au monde et depuis tu nous as apporté le bonheur et tu as illuminé nos vies.
A l'occasion de ton premier anniversaire et ta circoncision, ton papa, ta maman, ta grand-mère, tes tantes, tes oncles, tes cousins et cousines te félicitent et te souhaitent une longue et heureuse vie et un avenir radieux INCHA'ALLAH.
Ta maman qui t'aime beaucoup.



Centre-ville «BEL AIR» ORAN

Vente Logements Promotionnels Standing avec parking sous-sols

- Type F4 : 203 m²
- Type F4 : 183 m²
- Type F3 : 156 m²
- Type Duplex : 183 m²

Tél : 0553 25 86 10

Bélier 21-03 au 20-04

Les réactions imprévues de quelqu'un que vous estimez vont vous contrarier quelque peu. Vous ne vous formalisez pas de cette attitude présomptueuse.

Taureau 21-04 au 21-05

Il se pourrait peut-être que vous rencontriez l'âme sœur. Cette rencontre pourrait se produire tout prochainement. Étant prévenu, vous allez pouvoir vous préparer efficacement à cette heureuse nouvelle.

Gémeaux 22-05 au 21-06

Vous aurez la prétention de faire ce que vous voulez, quand vous voulez. Même si vous êtes réellement en forme, ne présumez pas trop de vos forces. Le but que vous avez fixé est peut-être loin d'être atteint sans peine.

Cancer 22-06 au 22-07

Une relation lointaine désire se rapprocher de vous mais vos sentiments à son égard vous empêche de faire le premier pas. Une opportunité vous permettra de vous retrouver.

Lion 23-07 au 23-08

Vous pourriez vous lancer dans un projet financier qui pourrait coûter cher. La prudence est recommandée si vous voulez aboutir. Votre bon sens en affaires vous permettra-t-il de palier à certaines incertitudes ? Prévoyez d'éventuels nouveaux financements bien adaptés.

Vierge 24-08 au 23-09

La chance en affaires vous sourit. Vous serez tout à fait capable de bien gérer vos relations avec vos amis et collègues.

Balance 24-09 au 23-10

Il est inutile de ruminer les récents événements malheureux. Le passé est le passé. Vous allez faire de nouvelles connaissances très agréables.

Scorpion 24-10 au 22-11

Vous pourriez tenir sans trop de difficultés tous les engagements que vous avez pourtant pris avec un peu de précipitation. Vous aurez vous-même l'agréable surprise de vous rendre compte que l'on n'avait pas de doute très sérieux sur vos réelles possibilités de réussite.

Sagittaire 23-11 au 21-12

Vous allez pouvoir résoudre rapidement un problème qui vous mobilise un peu trop. Vous aurez l'agréable surprise de vous rendre compte que vos inquiétudes ne servaient à rien.

Capricorne 22-12 au 20-01

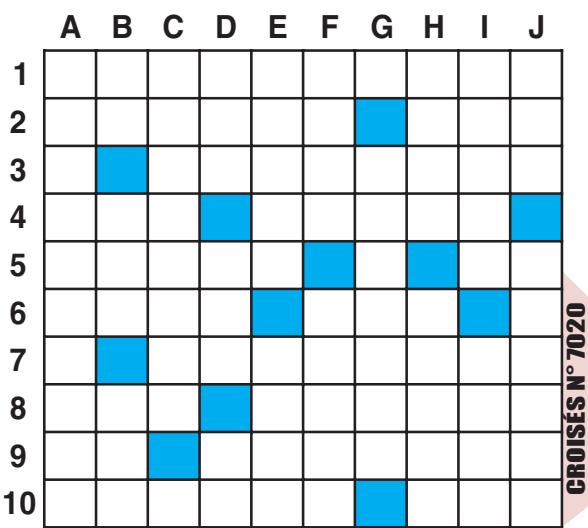
La forme physique va vous sourire. Revenez sur certaines décisions hâtives que vous avez prises. Attention un excès d'efforts peut nuire à votre santé. Tous les espoirs vous seront permis si vous savez garder cette grande forme.

Verseau 21-01 au 18-02

Vous éprouverez le désir de vous transformer. Vous rechercherez une plus grande stabilité dans vos sentiments. Cela représente un moment important et décisif de votre vie.

Poissons 19-02 au 20-03

Vous allez connaître la chance de pouvoir vous débarrasser de préoccupations personnelles et de vos soucis. Vous pourrez vous donner à fond et vous concentrer sur un objectif que vous cherchez à atteindre depuis longtemps.



Horizontalement:

1. Vieux minet.
2. Faire ce qu'on doit faire. Voulois alors !
3. Scie.
4. Charge de canon. Repas de première nécessité.
5. Relève. Antimoine.
6. Bien arrivé. Article.
7. Pièces d'eau.
8. Expression du mal. Nébuleuses s'ils sont nébulueux.
9. Personnel. Cuve.
10. Tout droit devant. Eprouva.

Verticalement:

- A conduite qui mène à la barre.
- Accès pour et par ordre. Ebène verte. Ses contours sont vagues.
- Aucune suite ne lui est réservée.
- Age. Col ouvert. Entre en affaires.
- Longue. Ça fait un, il y a bien longtemps !
- Presse. Etat.
- Fait prendre racine.
- Mis en observation. C'est fort de café !
- Vieilles mesures. Mince alors !
- A bout du rouleau. Bas sur pattes.

LES SOLUTIONS

CROISÉS N° 7019

A	N	T	I	C	I	P	E	E	S
M	O	R	V	E		O	R	M	E
N	E	R	S	E		R	E	S	D
I	N	S	A	T	I	A	B	L	E
S	O	S	I	E		S	O	I	N
T	U	E	E		G	O	R	E	T
I	R	E	F	A	C	E	A		
A	R	S	U	R	I	S	I		
N	I	D	A		D	A	T	E	
T	R	I	V	I	A	L	I	T	E

FLECHES N° 7019

I	N	S	I	P	I	D	E		
M	A	U	X	R	E	S			
P	I	E	T	A	C	O	T		
E	T	P	O	O	E				
C	R	A	I	N	D	R	A		
C	E	T	N	E	T	C			
A	T	I	E	R	S	A			
B	A	R	R	I	E	D			
L	I	V	R	E	S	S			
E	P	S	E	N	S	A			

FOUILLES N° 7019 DELIT (Dé - Lit)

CODES N° 7019

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
D	A	L	S	U	T	O	M	E	P	H	C	I
N	R	J	V	G								

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
T	I	M										
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

4	9	5	8	2	7	2	6	5	4
10	5	9	2	4	10	7		10	6
11		2	3	2	1	6		4	12
13	9		9	4	6		14	2	10
9	15	6	7		14	13	6		11
5	9	7	12	11	7	2	6	5	4
8	7		16		14	6	1	6	4
4	12	2	6	6		7	1		6
	6	7		5	6	15	6	6	4
17	5	6	8	2	1	6		7	
13	9	4		18	6	7	6	1	4
10		17	2	6		11	5	6	6
3	2	6		5	6	6	5		7
14	10	5	8		11	4	6	6	4
		6	4	4	6		5	11	6

Jeux proposés par Chérifa Benghani

PEUREUX, POULE MOUILLÉE	→							↑ NÉGATION ROI DES BÊTES
		↓ SQUELETTE SUER POSSESSIF	↑	ORGANISATIONS NON GOVERNE- MENTALES	↓			
← CONTRACTÉ LIQUIDE ROUGE VITAL	→	↓						
				↑ ON LA CASSE EN MANGEANT MONTÉE	↓			
↑ CHIFFRE D'AFFAIRES ÉLEVÉE BERYLLOUM	↓		↑ BIEN VENUS VOS PAPIERS SVP !	↓	↑	↑ DÉCIMÈTRE A LE CULOT		
		NEPTUNIUM POSSÉDENT	↓			BLASE EMERGENCE	↓	
PIÈCES EN PENTE TANTE	↓		↑ PARCOURU MARQUÉE PAR LE TEMPS	↓	↑	POUR ELLES, C'EST POUR RIEN !		
↑ SDF TAUX CONVIENT	↓		↑ GALLIUM CHEMIN DE FER, LE TRAIN	↓				
		CHIFFRE ENLEVÉE	↓					
HABILLÉ, SAPÉ, NIPPÉ			MI-AOUT ORIENT BOURRICOT					

AMNESIE – ARMATURE – ATTACHER – BERET – BOUCHEON – CARPE – CHARLATAN – COURSIER – COURSIVE – CROSSE – DOUCEMENT – EMERVEILLER – ENCLERMETTE – FANT

Nouvelle arme américaine utilisée en Syrie



Les forces américaines ont frappé des cibles du groupe Etat islamique (EI) en Syrie, près de la frontière avec la Turquie, avec un système de lance-roquettes mobiles «nouvellement déployé» sur le sol turc, ont indiqué samedi des responsables américains. Le dispositif de lance-roquettes à haute mobilité (HIMARS) de l'armée américaine a visé et atteint vendredi une unité tactique et un bâtiment appartenant à l'EI, a déclaré le major Josh Jacques, porte-parole du Commandement central des Etats-Unis (Centcom), à l'AFP. Brett McGurk, émissaire du président Barack Obama dans la lutte contre l'EI, a indiqué que l'armée américaine avait touché les jihadistes avec un système «nouvellement déployé».

Ce détachement, qui permet aux Etats-Unis de toucher une cible «avec un haut degré de précision et une portée significativement supérieure», a été déployé en Turquie en soutien de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis, a indiqué Josh Jacques. «HIMARS est remarquable dans sa capacité à réduire les potentiels dommages collatéraux quand il atteint une cible à un angle élevé, à une onde de choc relativement faible comparé au résultat obtenu et fonctionne par n'importe quel temps», a ajouté le major. L'ambassade américaine à Ankara a estimé sur Twitter qu'il s'agissait là d'une «nouvelle étape de la coopération turco-américaine dans la lutte contre l'EI». Le système HIMARS a déjà été utilisé lors d'opérations en Irak et en Afghanistan. «Les frappes de précision menées par HIMARS sont similaires aux frappes aériennes (...) de la coalition; HIMARS est un outil supplémentaire et implique de l'artillerie américaine opérant depuis le sol d'un allié de l'OTAN», a précisé Josh Jacques.

De Saïda, Sellal a promis que l'Etat sera toujours solidaire des couches défavorisées. Un vœu pieux ou une promesse déjà battue en brèche par l'avant-projet de loi de finances 2017 qui devrait être soumis au gouvernement cette semaine. En effet, le document n'augure rien de bon pour les Algériens.

Si l'Etat a tout à gagner en introduisant de nouvelles taxes et en augmentant les autres, le citoyen restera celui qui payera la note. Et elle sera salée si l'on croit les dispositions contenues dans cette loi. A commencer par cette sacrée TVA qui passera de 17 à 19%. La différence ira dans les poches des mairies pour distribuer des projets aussi inutiles que la réfection des trottoirs alors que la route est défoncée. Qui dit TVA dit toutes les prestations de service. Les Algériens devront débourser plus pour un produit à égal volume et qualité que l'année dernière.

La taxe intérieure sur la consommation sera aussi étendue à d'autres articles et relevée pour certains produits dits «de luxe». Déjà augmen-

Le Quotidien D'ORAN Edition Nationale d'Information

Mali : le ministre de la Défense limogé

Le ministre malien de la Défense Tiéman Hubert Coulibaly a été limogé samedi, après la prise la veille d'une ville du centre du pays par des jihadistes, a appris l'AFP de sources officielles. «Le décret de nomination des membres du gouvernement est abrogé en ce qui concerne M. Tie man Hubert Coulibaly», précise le communiqué officiel.

«C'est bien un limogeage après les dernières vagues d'insécurité au centre du Mali», a déclaré à l'AFP un responsable du ministère malien de la Défense, faisant référence à la prise vendredi de la ville de Boni, et à une attaque en juillet contre une base militaire à Nampala, qui avait fait 17 morts parmi les soldats. M. Abdoulaye Idrissa Maïga, jusque-là ministre de l'Administration territoriale, a été désigné pour remplacer M. Coulibaly, selon le même communiqué. Samedi, l'armée malienne a repris le contrôle de Boni (centre), une localité de plusieurs milliers d'habitants dans la région de Mopti, occupée la veille par des jihadistes. «Les jihadistes ont quitté Boni dans la nuit de vendredi à samedi, et aujourd'hui vers 8 heures, l'armée malienne est revenue



prendre le contrôle de la ville», a déclaré à l'AFP une source sécuritaire malienne. Une source sécuritaire proche de la mission de l'Onu au Mali a confirmé cette information. Selon une source administrative locale contactée par l'AFP, en quittant la ville, «les jihadistes ont kidnappé un élus communal de Boni qui est accusé d'avoir donné des informations par téléphone à l'armée malienne». Des zones entières échappent encore au contrôle des forces malianes et étrangères, malgré la signature en mai-juin 2015 d'un accord de paix censé isoler définitivement les jihadistes.

Niger : 5 morts dans une attaque de Boko Haram



Cinq villageois ont été tués et deux autres blessés dans une attaque menée vendredi soir par le groupe islamiste nigérian Boko Haram dans la région de Diffa (sud-est du Niger), selon le gouverneur de cette région frontalier du Nigeria. «Cinq personnes ont été tuées et deux autres ont été blessées à Toundra (75 km au nord de Diffa) par des éléments infiltrés de Boko Haram dans la nuit de vendredi à samedi», a affirmé Dan Dano Mahamadou Laouali, le gouverneur de Diffa à la radio publique nigérienne. C'est la première attaque dans l'Est depuis début juin lorsque Boko Haram avait lancé

une offensive d'envergure avant d'être repoussé par un déploiement de forces militaires. «Boko a encore refait surface à Toundra. Malgré des ripostes acharnée des habitants armés de flèches et d'armes blanches, les assaillants équipés de fusils ont tué cinq personnes et blessé deux autres», a ajouté le correspondant de la radio qui s'est rendu sur les lieux. Parmi les tués figure un ressortissant du Nigeria, a précisé le gouverneur. Les assaillants, dont le nombre reste indéterminé, ont mené «l'attaque aux environs de 22H (21H GMT)» et «pris la fuite vers le Nigeria» en traversant la rivière Komadougou Yobé qui marque la frontière, selon une source sécuritaire. Avant de se retirer, ils «ont incendié de nombreuses cases», a indiqué à l'AFP un résident de Toundra. Ce raid de Boko Haram intervient trois mois après l'attaque massive menée le 3 juin contre des positions de l'armée nigérienne à Bossou, près de la frontière du Nigeria, dans laquelle 26 soldats ont été tués, selon un bilan officiel de Niamey. Plusieurs civils avaient également été tués sans que l'on en connaisse le nombre exact. Le groupe islamiste avait également tué des gendarmes quelques jours plus tard à Nguigam près d'un site de personnes déplacées.

Ser un peu de thune est le marché des véhicules d'occasion. Il est ainsi envisagé de mettre en place une taxation des marges sur les opérations de vente des véhicules d'occasion. Officiellement s'entend, les pouvoirs publics veulent organiser ce marché en réduisant les transactions entre particuliers tout en s'assurant de nouvelles recettes. Tout un programme qui ne répond qu'au dernier objectif. Les rentrées d'argent générées par un marché complètement déstructuré par l'action du ministère de l'Industrie et qui sera le seul à proposer des voitures à des prix encore abordables. Devant la folie des nouveaux tarifs affichés par les concessionnaires, il serait juste indécent de payer un véhicule à 700 millions alors qu'il en faisait 300 il y a moins d'une année de cela. Si l'Etat croit savoir que les Algériens seront obligés de se tourner vers les bagnoles dites de fabrication nationale, il se trompe lourdement. D'autres taxes sont prévues dans cette loi qui devra passer, à n'en pas douter, comme toutes les précédentes.

EDITORIAL

Par Moncef Wafi

MÊME LA CEINTURE SERA TAXÉE

tée en 2016, la TIC concerne notamment les véhicules de grosses cylindrées, les fruits exotiques, le saumon et le caviar. Oui cela ne s'invente pas, le gouvernement taxe le saumon et le caviar comme si tous les Algériens étaient de grands amateurs de ces deux amuse-gueules. Ou le législateur fait de l'humour, et ce n'est vraiment pas à propos, ou les priorités sont devenues aléatoires. Les fumeurs seront sérieusement taxés pas pour les dissuader de cramer leurs poumons mais pour renflouer les caisses du Trésor public. En effet, pour matérialiser la lutte contre le tabagisme, il suffit juste d'interdire de cigarette les lieux publics. Tous les lieux. Si l'intitulé de ces taxes reste technique, il suffit de croire qu'elles vont sévèrement grever les budgets familiaux déjà mis à mal par la loi de finances 2016.

Autre cible du gouvernement pour ramas-

L'ancien ministre des Femmes de New Delhi accusé de viol



L'ancien ministre chargé du droit des femmes dans le gouvernement de New Delhi, limogé à cause d'une supposée «sex-tape», vient d'être arrêté à la suite d'une plainte pour viol, a annoncé un enquêteur dimanche. Sandeep Kumar a été arrêté samedi, peu après avoir été démis de ses fonctions de ministre du droit des femmes et des enfants de la région qui couvre la capitale indienne. Une vidéo, qui le montrait en train d'embrasser deux femmes, s'est retrouvée entre les mains de la télévision locale. «Il a été arrêté à la suite d'une plainte déposée par l'une des femmes qu'on voit dans la vidéo. Elle accuse Kumar de l'avoir violée. L'enquête ne fait que commencer», a déclaré à l'AFP Vikramjit Singh, commissaire adjoint de la police de New Delhi. La plaignante, qui ne peut être identifiée pour des raisons légales, une femme mariée, accuse l'ancien ministre d'avoir mis des sédatifs dans son verre avant de l'agresser sexuellement, a ajouté le policier.

Les faits se seraient produits l'année dernière au domicile de Sandeep Kumar. La plaignante affirme que le ministre lui avait promis entre autres un emploi. La seconde femme qui figure dans la vidéo n'a pas encore été identifiée, a ajouté le porte-parole, déclarant que la police cherchait à recueillir son témoignage. La vidéo de neuf minutes a été envoyée mercredi soir à une chaîne de télévision locale et au chef de l'exécutif de New Delhi, Arvind Kejriwal, qui a immédiatement limogé son ministre. Dans quelques extraits diffusés par la télévision, on voit le ministre sur un lit vêtu seulement d'un short, en train d'embrasser une des deux femmes.

Venezuela: des généraux nommés pour faire la guerre aux pénuries

Le gouvernement vénézuélien a nommé samedi 18 chefs militaires pour réguler la production, la distribution et la commercialisation de biens de première nécessité, dans le cadre du plan lancé par le président Nicolas Maduro censé lutter contre les pénuries dont souffre le pays. «Ce semestre nous allons enregistrer des niveaux d'approvisionnements supérieurs à ceux que nous avons présentés au premier semestre, et l'année prochaine, nous aurons une structure pour augmenter la production et améliorer la distribution», a déclaré devant la presse le ministre de la Défense, Vladimir Padrino López, chargé de la «grande mission d'approvisionnement national». M. Padrino Lopez a choisi plusieurs hauts gradés militaires - dont les noms ont été publiés au Journal officiel - pour contrôler les aliments de base, comme le sucre, le riz, le café ou encore la farine ou le lait et la viande, des médicaments et des produits d'hygiène.

Le plan lancé par le président Maduro a pour objectif de combattre la pénurie de nourriture, qui atteint 80%, selon l'institut Datanalisis. De nombreux Vénézuéliens doivent faire la queue pendant des heures devant les supermarchés pour acheter les denrées devenues rares. Le chef de l'Etat fait valoir que les militaires pourront réguler le marché. Il accuse les entreprises privées de contrôler 93% de la distribution des produits de première nécessité et de «pulvériser» tout le système en spéculant. L'opposition assure elle que le problème réside au niveau de la production, à cause du manque de dollars pour importer les matières nécessaires.